

Atelier
histoire, généalogie et patrimoine

Boën-sur-Lignon

du pont Terray à l'hôtel de ville
de 1840 à nos jours

Sommaire

Introduction	page 3
• Création de la rue de Lyon dans la traverse de Boën	4
• Plan d'alignement de la route royale n° 89	11
• <i>La Galoche</i> , train à voie étroite Boën-Roanne	16
• Maison n° 44, famille Vignon	20
• Maison n°s 36-38, famille Dessaigne	20
• Boulangerie Cheminal, n° 26	23
• Établissements Latour, n°s 22 et 24	23
• Durand, charron, N° 20	27
• Simon, menuiserie-ébénisterie, n° 16	30
• Relais de poste	30
• Procès de Gayte, maître de poste (1 ^{er} décembre 1839)	31
• Pensionnat Notre-Dame du Sacré-Cœur, n° 14	33
• Desgoutte droguerie - Jette épicerie - Giroudon sols et murs, n° 12	38
• Hôtel des Voyageurs Louis Perronet, n° 10	38
• Laveille ébénisterie, n° 8	39
• Maisons n°s 2 et 4, familles Desgoutte, Reynaud, Tomadesso	40
• Maisons n° 97 et 99	41
• Histoire de la famille Sarmaize	43
• Maison n° 95, familles Laurent, Boucher, Chapot	47
• Maison n° 87, famille Massacrier-Bréasson	49
• Thiallier, treillageur, n°s 79-81	53
• Valézy, ébénisterie	54
• Combat entre les maquisards FTPF et les soldats allemands du train Lyon-Clermont	55
• Garage Bonnand, n° 71	61
• Maison n° 61, familles Chevalier, Mornand, Dumas	62
• Maisons n°s 47-49, rue de Lyon, Familles Gourcy, Riguet et Chapon	64
• Cycles et motos, n°s 43-45	65
• Jean-Claude Petiton, entreprise de maçonnerie, n° 41	65
• Maison Midroit, tuilerie Moulin, n° 35	66
• Brenol garage, Sorlon garage, n° 33	67
• Entreprise Gatier, n° 29	69
• Gendarmerie, n° 25	70
• Charcuterie Venet, n° 21	72
• Monnerie Vignal, horlogerie-bijouterie, n° 19	72
• Adrien Geissant, horlogerie-bijouterie, n° 19	73
• Maison n°s 13 et 15, familles Denis et Fortunier	74
• Banque Sauzet, n° 9	77
• Maison de la Presse, n° 5	78
• Dauphant, n° 1	79
Remerciements	79

Introduction

L'Association du château a recueilli les archives des Chabert et Punctis et ces archives ont attiré tous les passionnés de vieux grimoires. Il n'en fallait pas plus pour que cela aboutisse à la formation d'un groupe qui mêle histoire, généalogie et patrimoine.

Déjà des particuliers, Boënnais exilés parfois, déposent au château le résultat de leurs recherches ou de leurs souvenirs. Nous espérons plus encore : les archives familiales, les photos personnelles, les cartes postales, les vieilles factures, les actes notariés... tous ces documents privés (qui ont parfois été brûlés) ont un grand intérêt pour la vie locale.

Notre but est de les conserver, de les archiver pour les transmettre aux générations futures. Par eux, les maisons, les commerces, les rues, les monuments les êtres nous parlent. A nous de les écouter. Ils sont souvent la liaison entre la vie privée et la vie publique. C'est en cela qu'ils constituent notre patrimoine et c'est pour cela qu'il faut les conserver.

Des précurseurs, Joanny Durand, Jean Paul Gourguillon ont recueilli des contes en français ou en patois forézien. Henri Bedoin s'est joint à eux pour écrire de nombreux articles avec une verve passionnée. Nous continuons leur œuvre dans le but d'ajouter un autre travail au leur.

Pour notre première tâche, nous avons choisi :

- la rue de Lyon ;
- l'hôtel de ville ;
- une étude sur les maires et leurs réalisations ;
- le champ de foire (place de l'Hôtel-de-Ville) ;
- l'histoire des maisons et de ceux qui les ont habitées.

"La traverse de Boën" du sud au nord fut difficile à choisir, la pente entre le bas et le haut de la ville étant trop forte. La déviation par la rue de Lyon en 1842 offrait, dit le préfet, un triple avantage : pente douce et régulière, direction à peu près droite et possibilité d'agrandissement. C'est ce dernier avantage qui en est la qualité principale.

Dans un premier temps, côté amont (ou impair), les propriétaires extraient de la roche de la paroi presque verticale et dégagent un espace aplani.

Dans un deuxième temps des constructions s'élèvent. Elles sont pour la plupart faites par des artisans qui ont leur maison à côté de leur atelier dans un espace confortable, d'où la présence de nombreux portails. Charrons, maréchaux, cafetiers, restaurateurs, maître de poste s'installent le long de la route. Puis ce sont les garagistes au siècle de l'automobile.

Côté aval (ou pair), la pente est assez raide et nécessite des maçonneries importantes.

Les commerces s'y installent tout de même car, la population augmentant, on construit aussi du locatif. Au temps du cheval, la route et les voyageurs apportaient la richesse. Au siècle de l'automobile, on mesure aujourd'hui à quel point les maires Rivière-Fay et Mandrillon ont été judicieusement inspirés de créer, à des époques différentes, les deux places qui entourent l'hôtel de ville.

Groupe Généalogie Histoire et Patrimoine

novembre 2011

Création de la rue de Lyon dans la "Traverse de Boën"
à l'occasion de l'amélioration de la route 89 de Lyon à Bordeaux
passant par Feurs, Boën, Noirétable et Clermont (1831 à 1842)

Un vaste projet de restauration du réseau routier est mis en place par le ministère des Ponts et Chaussées. La transversale Lyon-Bordeaux, route 89, est un itinéraire à aménager. Cette route existait déjà en 1774 et sans doute avant. Elle s'appelait "route d'Auvergne" et reliait Lyon à Clermont.

Elle avait été aménagée sous le ministère de l'abbé Terray, celui qui, dit-on, avait fait construire en 1745 le pont qui porte son nom. A Boën, la route de Clermont existait donc, du château à la sortie de la ville comme actuellement.

L'expansion économique s'accélère, la circulation augmente énormément et cette augmentation pose des problèmes. En effet les routes sont étroites, les virages courts et serrés, les pentes souvent raides. Au niveau de la ville de Boën, que la 89 traverse en son centre, nous retrouvons ces trois mêmes inconvénients.

Malgré cela, la ville s'est développée : les marchés et les foires sont plus nombreux et de plus en plus importants. Le marché aux planches accroît son commerce : le bois arrive de la montagne par de nombreux chariots. Les Boënnais suivis du conseil général ont la volonté de changer les choses.

Le trafic Feurs-Boën par la 89 empruntait la route départementale D6 "de Roanne au Puy" (pour nous, de Montbrison à Saint-Germain). Les convois arrivaient par la rue de l'Hospice, remontaient par le centre ville, place de l'Eglise, prenaient la chicane gauche-droite et rejoignaient la rue de Clermont à l'angle du n° 62.

Les jours de marché, personne ne sera donc surpris d'apprendre que cette traversée demandait plusieurs heures, ce qui irritait le préfet mettant en cause la police municipale, et le député Baude qui prendra parti pour une déviation de "la traverse".

Le conseil général, impatient, a débloqué, dès 1832 une somme de 2 000 F et a commencé à acheter des maisons pour élargir la route. Il estime alors les travaux à 20 000 F et il espère donc que l'administration mettra les 18 000 F manquants. L'impulsion était donnée, mais ce n'est que 8 ans plus tard que les travaux commenceront et que le conseil général montrera sa bonne volonté en votant 6 000 F.

Le grand chantier de la 89, dans "la traverse" de Boën, ne durera que deux ans, mais les études avaient commencé en 1831. En effet il fallait améliorer les voies existantes.

La 89 s'appelle alors route royale 89. Elle deviendra impériale sous Napoléon III jusqu'en 1870, puis nationale 89 et récemment départementale 1089.

Deux endroits subissent des améliorations.

- Le premier, à l'entrée sud de la ville (rond-point du Pont) une maison Jacob (vers les maisons Sarmaize) gênait le passage.
- Le deuxième, en sortie de ville (au n° 1 de la rue de Clermont) on coupe un peu le virage.

Quant à "la traverse de Boën", plusieurs projets sont élaborés.

- Le premier, celui de l'ingénieur des Ponts et Chaussées Dumas ne modifie en rien l'ancien passage de la route d'Auvergne par la rue de l'Hospice (comme la D6), frappée d'alignement et par la place de l'Eglise.

- Pour faciliter les virages, on prévoit de couper les angles des pâtés de maisons n° 64 et n° 62, puis d'élargir la rue de Clermont à 8 m.

L'ordonnance royale du 26 avril 1833 approuve ce projet.

L'ingénieur en chef avait fait avec les moyens de l'époque (chantier de 25 000 F) mais il y avait tant d'inconvénients que cet itinéraire ne vit jamais le jour. Un peu plus tard, l'enveloppe budgétaire fut arrondie, ce qui permettait d'envisager un projet plus ambitieux. Un deuxième tracé fait couper en ligne droite au milieu des maisons neuves construites entre la rue de l'Hospice et la rue de la Charbonnerie, actuelle rue Gustave-Labrosse, et de là, deux possibilités :

- ou on remonte par l'actuelle rue Gustave-Labrosse ;
- ou on emprunte la rue des Murailles (rue du 11-Novembre).

Nous voilà donc à 3 projets en 1832 :

- Le projet Dumas du centre ville ne satisfait personne. On voyait bien que c'était la meilleure solution provisoire, mais "la traverse du marché" restait un gros handicap.
- Le projet de la rue des Murailles, trop coûteux est abandonné tout de suite.
- Celui de la rue de la Charbonnerie, estimé à plus de 50 000 F, est fermement rejeté par le maire, et les tractations avec la commission préfectorale font que le projet est mis en sommeil dans un carton, dès 1832.

Puis le conseil municipal vote à l'unanimité, le 7 janvier 1833, contre le projet de la rue de la Charbonnerie, la commission préfectorale en fait autant, ce faisant ils votent pour le "centre ville" si bien que l'ordonnance royale acceptant le projet du centre ville arrive le 13 juin 1833. C'est normalement le feu vert du ministère, mais rien ne sera entrepris.

Seul le député conseiller général Baude reste partisan de la rue de la Charbonnerie. Il aura beau s'agiter, rien ne bougera pendant 5 ans. Aucune démarche ne sera faite pour obtenir une nouvelle ordonnance royale. Rappelons que le préfet reste maître dans son département. C'est lui qui délivrera l'autorisation de commencer les travaux. Mais il ne le fera (après l'ordonnance royale) que quand il aura l'accord du conseil municipal, du conseil général, de la commission préfectorale créée par lui et l'avis des ingénieurs des Ponts et Chaussées.

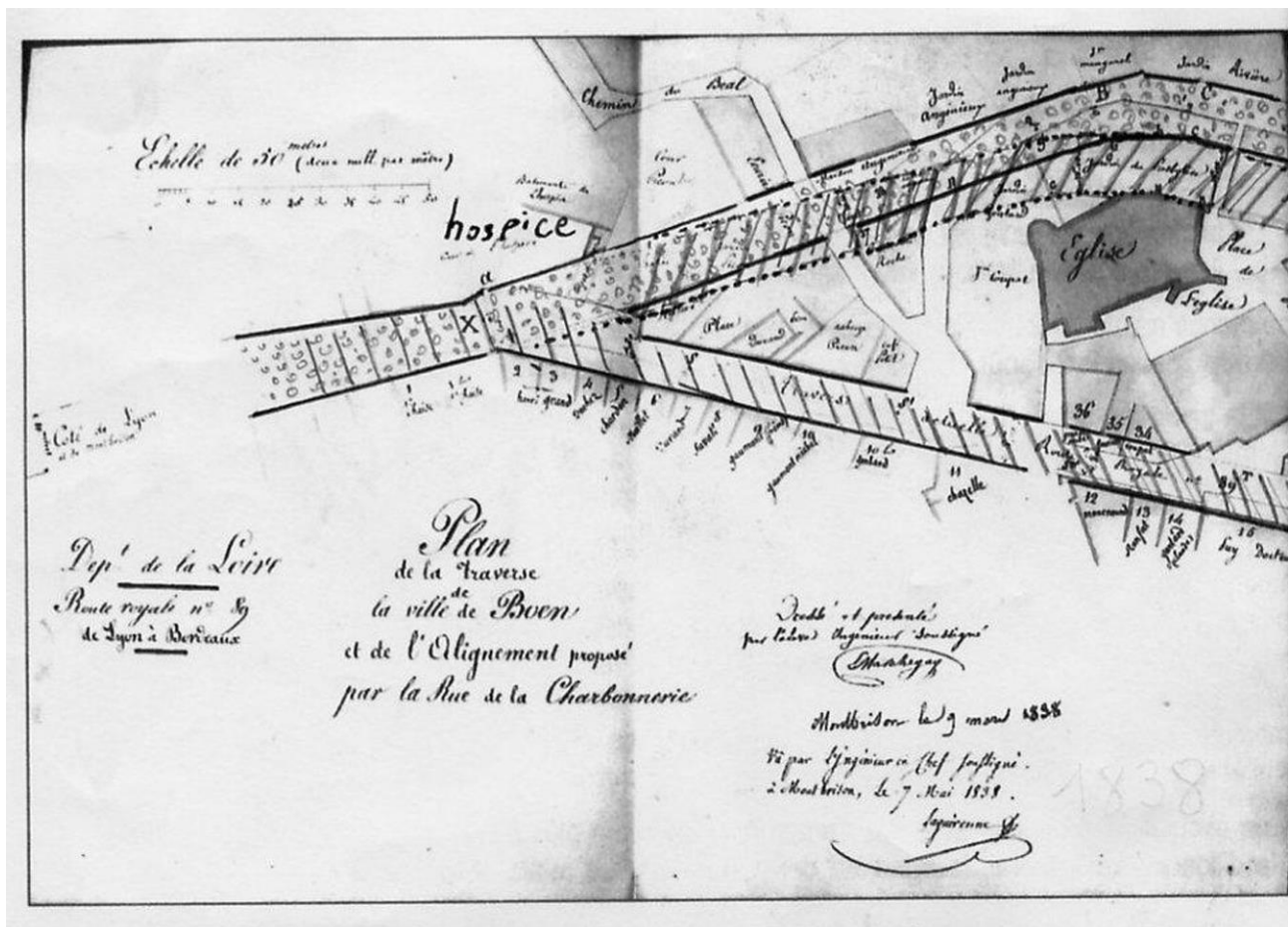
Fin octobre 1837

M. Laguërenne, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, et son jeune collaborateur l'ingénieur Marchegay proposent un nouveau plan par les vignes : c'est le tracé actuel. Cette nouvelle idée avait sans doute germé un peu avant le mois d'octobre.

Le député Baude n'en savait sans doute rien puisque dans son courrier du 12 septembre 1837 au directeur général des Ponts et Chaussées, à Paris, il opte pour éviter les inconvénients de la traversée du marché par le centre ville. Il dit ainsi (et avec juste raison) que cet itinéraire resterait toujours étroit, la pente trop forte (7 à 10 %) et "le pavé rocailleux glissant".

Il choisit donc la déviation de la rue de la Charbonnerie qui longe les jardins. Les parties de terrain prises pour la route, dit-il, ne seraient pas trop onéreuses puisque compensées, pour les intéressés, par la prise de valeur des parcelles restantes. Tout cela est bien raisonné, mais notre député s'est entêté et n'a pas su prendre le virage des opinions. Il s'enferra encore dans son erreur dans un courrier du 8 mai 1838.

Persuadé qu'il est dans le vrai, il rencontre le maire de Boën et, comme il n'en était pas à un mensonge près, il lui annonce qu'on a ressorti des cartons le projet de la Charbonnerie (il veut sans doute se venger de ce que le maire de Boën s'est fermement opposé à l'opinion qu'il soutient). Aussitôt après, le 15 novembre 1837, le maire, furieux, écrit une longue lettre au préfet pour lui signifier son opposition et rappeler le fil des événements.



7 janvier 1833

- Le conseil municipal vote à l'unanimité le projet de M. Dumas par le centre ville au détriment de la rue de la Charbonnerie.
- La commission préfectorale l'a aussitôt voté et le Conseil d'Etat a délivré une ordonnance royale le 13 juin 1833.
- Le projet de la rue de la Charbonnerie a été réalisé par l'ingénieur en chef Blanchard, l'inspecteur divisionnaire Caron sous les ordres de M. Trabucco.

Leur rapport fut abandonné par la commission et mis "dans un carton" dès 1832. Les responsables reconnaissent que les dépenses sont démesurées.

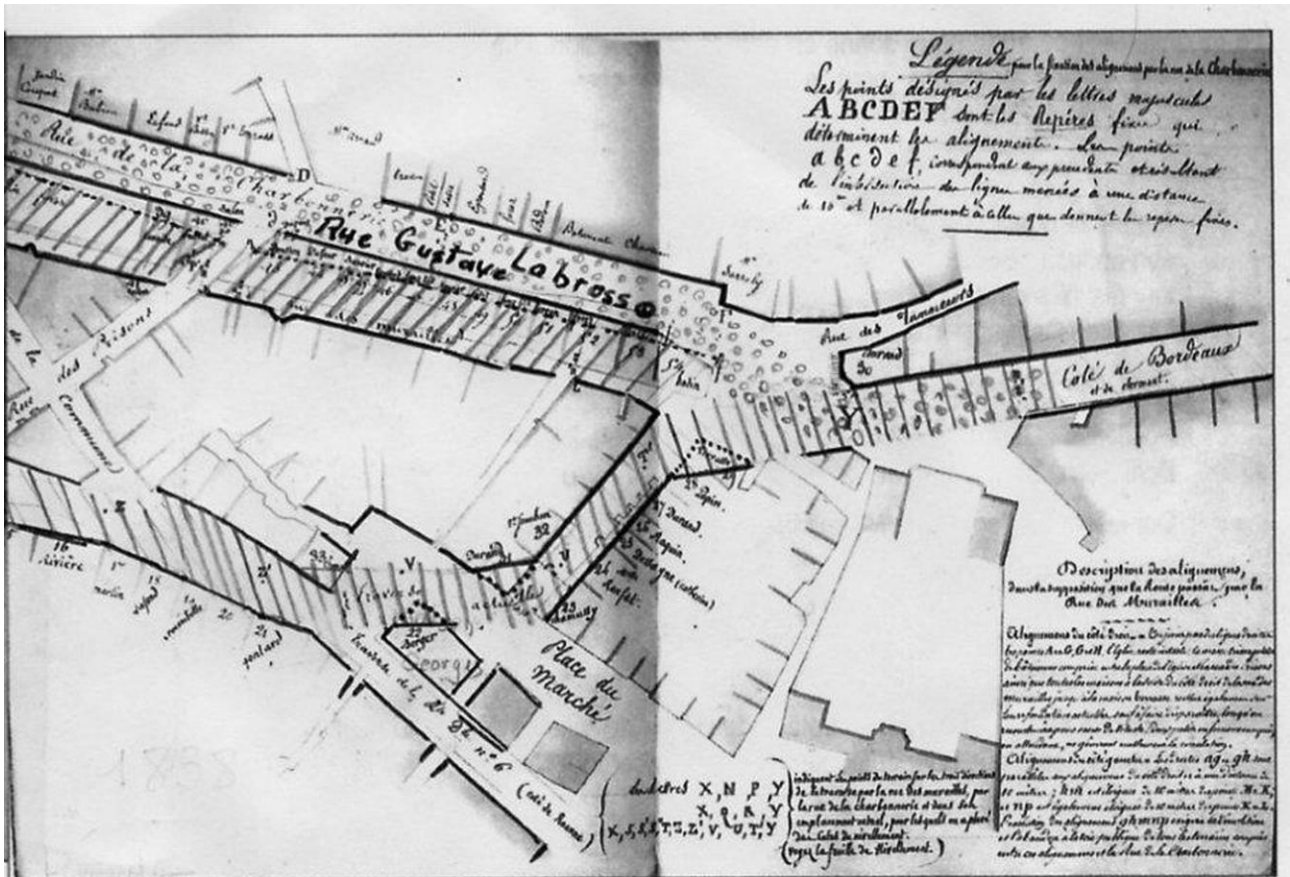
Le maire veut faire avorter le projet qui exige de démolir des maisons neuves vers l'hospice, enterrant de plus de 2 m les maisons de la rue de la Charbonnerie et posant des problèmes à l'embranchement de la rue de Clermont et de la rue des Tanneurs, actuellement rue Philippe-Raymond. Par cette rue passait tout le trafic de la papeterie de l'Argentière.

Il insiste particulièrement sur la différence de niveau qui en résulterait, différence déjà importante puisque, dit-il, *on a été forcé de construire pour les piétons une rampe de quinze marches de 7 pouces contre la maison Durand qui est la première sur la grande route.*

La lettre du maire a fait des remous et on demande à nouveau à M. Laguérène un rapport sur les 3 solutions le 7 mai 1838. Celui-ci redit donc ce que tout le monde sait déjà. Il pose le problème et ne donne aucun avis :

Si on choisit de changer la direction actuelle... quelle est celle des deux directions qui doit être préférée, à savoir de suivre la rue de la Charbonnerie ou bien la rue dite des Murailles ?

C'est une manière de montrer sa désapprobation, il a déjà une autre idée en tête.



- LEGENDE**
- 1°) projet : ancienne traverse de Boën améliorée par le centre ville.
 - 2°) projet : tracé par la rue de la Charbonnerie, actuelle rue Gustave Labrosse.
 - 3°) projet : tracé peu différent par la rue des murailles, rue du 11 novembre, vite abandonné car les maisons longeant la rue G. Labrosse auraient été démolies

17 novembre 1838

Ce même ingénieur en chef écrit au préfet pour lui adresser un rapport et un plan sur la possibilité d'une nouvelle direction par les vignes. Le conseil général y est, dit-il, déjà favorable.

Cette année 1838 est un tournant décisif. Les choses ont traîné de 1831 à 1837, les trois projets n'apportèrent que des solutions contestables qui ne satisfaisaient personne. A partir de fin 1838, tout le monde adhère avec enthousiasme au 4^e projet par les vignes. Les événements vont se précipiter, puisqu'en 1842 tout sera fini.

16 juillet 1839

La commission agréée par le préfet approuve le nouveau tracé par les vignes. La mairie reçoit le dossier, affiche le plan, informe ses administrés par l'annonceur public, les invite à venir consulter les alignements en mairie, et au bout du temps réglementaire, le conseil municipal vote : c'était le 14 août 1839.

Sur 11 votes exprimés, 8 se prononcent pour " les vignes", 1 émet un vote "sous condition", 2 votent pour la rue de la Charbonnerie.

27 septembre 1839

Le conseil général, satisfait, vote une somme de 6 000 F.

27 novembre 1839

Le préfet autorise le changement de direction. Il fait savoir le triple avantage qu'offre ce dernier projet, sans parler du moindre coût :

- la pente régulière se réduit à 3 ou 4 % ;
- la direction est facile à tracer et assez droite ;
- il laisse à la ville le moyen de s'agrandir.

L'ordonnance royale du 25 juin 1840 annule celle de 1833 et opte pour "le tracé par les vignes". Le projet est mis en adjudication le 22 août 1840. Les travaux seront finis en 1842

Restait la traversée de la ville dont l'ancienne rue devait être redressée et sérieusement élargie : actuelle rue de Clermont dite rue Droite du n° 48 au n° 78, maisons à abattre en totalité ou en partie. On imagine les drames. Des lettres de protestations et le nombre d'expropriations nous montrent que les Boënnais ont subi sans enthousiasme ces démolitions.

Le maire, toujours battant, ne s'en tint pas là. Boën est un centre de marché important, mais n'a pas de champ de foire. La grande courbe dessinée par la route future dégagait un espace, celui de l'actuelle place de l'Hôtel-de-Ville. Les gravats ne manqueraient pas pour en hausser le niveau et diminuer la pente. Persuadé que la ville allait tirer avantage d'un marché plus spacieux, attirant plus de monde et enrichissant la ville et ses commerces, le maire fit tout son possible pour réaliser ce projet. Les gros problèmes étaient l'achat des terrains et le financement des travaux : son opiniâtreté eut raison de ces deux difficultés.

L'axe de circulation changeait et le trafic empruntait une voie plus facile. Le train n'étant pas encore connu, c'est la diligence qui assurait le transport des voyageurs. Le relais de poste devait donc s'installer sur ce nouvel itinéraire. M. Gaytte dut donc abandonner son relais de la rue de l'Hospice pour venir à l'emplacement de l'ancien pensionnat (école technique), au n° 14 de la rue de Lyon. Il s'ensuit la création d'hôtels, cafés, ateliers d'artisans, charrons, bourreliers, maréchaux-ferrants, forgerons.

Le recensement de 1846 nous donne en effet la composition du relais de poste. Le maître bien entendu, les palefreniers et les postillons pour s'occuper des chevaux et du personnel féminin pour l'auberge.

Maître de poste : Gayte Jean-Marie, 49 ans ;
son épouse : Boulet Jeanne-Marie, 48 ans ;
leur fils : Alexandre, 16 ans ;
leur fille : Catherine, 18 ans.

Domestiques (hommes) : Goriat Claude, 35 ans ; Gourtat Pierre, 30 ans.

Postillons : Gay Jean-Marie, 35 ans ; Gay François 21 ans ; Boni Philibert, 26 ans ;
Boni Jean, 24 ans ; Poyet Joseph, 23 ans.

Domestiques (femmes) : Morel Marie, 25 ans ; Sigaud Marie, 20 ans.

Ce nouveau quartier se peuple et les commerces de proximité se créent logiquement grâce à cette nouvelle clientèle : boulangeries, épiceries..., habillement...

Mieux encore, la partie qui touche à la place de l'Hôtel-de-Ville devient le lieu le plus prestigieux de la cité tant pour les commerçants que pour ceux qui peuvent afficher leur réussite sociale.

Daniel Baby



Ancienne et nouvelle traverses de Boën



A gauche, l'ancienne traverse de Boën par la rue de l'Hospice ; à droite, la rue de Lyon, nouvelle traverse ouverte en 1842

Département
de la Loire.

Boën, le 14 août 1831

ARRONDISSEMENT
de Montbrison.

M. le Maire de la Ville de Boën, Chevalier de la Légion
d'Honneur,

à Monsieur le préfet de cept. de la Loire

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser la délibération du Conseil Municipal sur
le rapport sur aux notaires, a été ^{très} le projet des signatures, sur le
les signatures, mais l'indistinctement et les signatures, sur le statut
qui ne peut être signé, mais bien par la voie de la voie, sur
lequel on n'était pas aptes à voter la grande majorité des
deux provinces sur la base par les signatures.

beaucoup de personnes sont venues sur le plan
à la mairie et ont paru être partisans l'acheminement par les
signatures, mais sans arriver à un ~~projet~~ constat de leur
opinion. J'ai l'honneur aussi de vous adresser les plans
ainsi que le rapport de M. l'ingénieur en chef.

J'ai l'honneur d'être avec la plus haute
considération,

Monsieur le préfet,

très très humble et très
obéissant serviteur.

Rivière-Fay

10 septembre 1831

Installation du conseil municipal

Rivière-Fay, maire
Forest Martin
Fougère Pierre
Puy Cadet Jean
Mosnier François, adjoint
Coupat Noël

Moizieux Jean-Marie
Siveton Etienne
Rimbaud Pierre
Meysan Antoine
Gay Antoine
Petit François

prêtent serment.

Le conseil est reconduit le 23 décembre 1834. Le 4 septembre 1837 Jean-Claude Rivière-Fay et Jean Puy, adjoint, prêtent serment.

Traverse de la ville de Boën
Commentaires et remarques sur le plan d'alignement de la route royale n° 89
de Lyon à Bordeaux en 1832-1833

Intitulé et légende contenus dans le cartouche

Plan d'alignement de la traverse de la ville de Boën.

Route royale n° 89 de Lyon à Bordeaux.

Présenté par l'Ingénieur en chef de la Loire.

Montbrison le 6 août 1832. Signé Dumas.

Vu par le Conseiller de Préfecture remplissant par intérim les fonctions de Préfet de la Loire : signé Lachèze.

Pour copie conforme au plan annexé à l'Ordonnance royale du 26 avril dernier : Paris le 13 juin 1833.

Le Conseiller d'Etat chargé de l'administration des Ponts et Chaussées en signé Legrand.

Pour copie conforme : l'Ingénieur en Chef de la Loire : Dumas.

Légende

E = étages **M** = maçonnerie **MP** = partie en maçonnerie, partie en pizé **P** = pizé

b = bon état **m** = en médiocre état **C** = caduc ou en mauvais état.

Pour la commodité de l'analyse ce plan porte la lettre **A**.

Observation et analyse du plan A

Situation actuelle : rue du 8-Mai 1945, à partir du n° 46 approximativement, soit le côté droit de la rue en venant de Lyon.

Nous sommes sur la route principale et royale (nationale) n° 89 de Lyon à Bordeaux qui passe donc rue de l'Hospice ou du 8-Mai-1945, derrière l'ancienne église, rue de la Charbonnerie, actuelle rue G.- Labrosse, puis franchit la rampe abrupte de la minuscule place du Parapet pour rejoindre la dernière partie droite de la rue de Clermont.

Sur ce plan de 1832-1833, donc, du côté droit ; on observe les tracés des maisons Germanand, en pisé, avec étages et jugées en bon état, du grand jardin du sieur Gayte sur une longueur de 37 m, de sa vaste maison à étages, en maçonnerie pisé et en bon état ; Gayte, gros propriétaire, en bordure de la route royale n° 89 affiche 71 m de longueur de parcelle ce qui, aujourd'hui, s'étendrait des n°s 36 à 42.

Pénétrons dans la cour de la Coopérative du Sud-Est qui occupe cet emplacement. Face à l'entrée, un bâtiment qui paraît relativement ancien, occupe tout un côté de l'espace. Ses ouvertures larges, qui pourraient correspondre à celle d'une remise, attirent l'attention. Construites sur des piliers de pierre ouvragés et surmontées d'un arc en anse de panier dans un appareillage de briques locales, elles évoquent les ouvertures d'un vaste local dans lequel rentraient des charrois de fort gabarit. Sont-elles contemporaines de Blaise Gayte, le premier maître de poste mentionné à cette adresse, au début du XIX^e siècle ?

Suivent la remise en bon état et la cour de la veuve Chèze.

Puis onze maisons en bordure s'alignent jusqu'à la rue Saint-Jean actuelle. La plupart sont en maçonnerie pisé ou en pisé ; huit sur onze sont en mauvais état et leur emprise au sol n'excède pas les 40 m².

Citons les noms des propriétaires dont certains sont parvenus jusqu'à nous : Henry, Duchez, Murat, Mallet, Massard, Gaumond, Gontard, Chazelles.

Du côté gauche, dans le sens Lyon-Clermont, en face des maisons Germanand et jusqu'aux limites de la propriété Gayte, l'espace est occupé par le jardin Germanand et celui du sieur Muron au bout duquel est construite la maison de ce dernier constituée de deux bâtiments en pisé de qualité médiocre.

Sur le plan, le haut mur de soutènement n'existe pas. Il semble donc que les parcelles non construites descendaient en pente assez raide vers la rive du Lignon.

**Commentaires et remarques sur le plan-projet de la percée de la rue de Lyon
à partir de l'entrée de l'actuelle rue du 8-Mai-1945,
ancienne route royale 1839-1840**

Intitulé et légende contenus dans le cartouche

Département de la Loire

Arrondissement de Montbrison

Route royale N° 89 de Lyon à Bordeaux

Rectification d'une partie de cette route comprise entre la maison Gardette et les maisons Durand et Chamussy.

Plan de la nouvelle traversée de la ville de Boën

Dressé par l'Aspirant-ingénieur soussigné : Perré

Montbrison le 23 mai 1839 ; signé Perré

Présenté par l'Ingénieur en Chef soussigné : Laguerenne

Montbrison le 6 juin 1839 ; signé Laguerenne

Pour copie conforme au plan annexé à l'ordonnance royale du 25 juin 1840.

Le Sous-secrétaire d'Etat des travaux publics ; signé : Legrand

Echelle de 0,005 m pour 1,00 m (soit 5 mm pour 1 m)

Légende : identique à celle du plan A de 1832-1833 pour la commodité de l'analyse, ce plan porte la lettre **B**.

Observation et analyse du plan B

Situation actuelle : du n° 65 à 47 (dans le sens Lyon-Clermont) de la rue de Lyon, côté droit.

Sur le plan de 1839-1840, on relève 7 maisons à étages toutes construites pour moitié en maçonnerie (la partie basse) et pour moitié en pisé (la partie haute). Tous ces immeubles sont déclarés en bon état.

L'ensemble de ces maisons se termine par un jardin et portent le nom du propriétaire :

1- Berthaud, 2- Duperre, 3 – Varin, 4 – Thevely, 5 – Ducreux, 6 – Chazelle, 7- Morin-Lyonnet ; le jardin situé en bout appartient au sieur Lyonnet.

Certaines de ces habitations ont changé de propriétaires : 1 ou 2 fois par vente ou succession ce qui suppose une certaine ancienneté ; malheureusement tous les patronymes ne sont pas lisibles.

Suit le pied du coteau sur 70 m de longueur, au-dessus duquel, sur la pente qui rejoint la Chaux, poussent les vignes de Roche et Rivière ; puis sur les 180 m suivants, jusqu'au chemin de la Chaux, actuelle rue Alsace-Lorraine, l'espace territorial est divisé en trois lots sensiblement égaux sur lesquels croissent les vignes de l'hospice de Boën, celle de Place, boulanger, et celles de la cure de Boën.

Puis sur une longueur de 80 à 100 m, du chemin de la Chaux, actuelle rue Alsace-Lorraine, jusqu'à l'actuelle rue de la Poste, trois propriétaires se partagent la colline : le vigneron et jardinier Muron, le sieur Coupat, et le vigneron Thivollet.

Passons maintenant entre ces propriétés et la rue de l'Hospice, c'est-à-dire ce qui sera, après 1841, le côté gauche de la rue de Lyon, dans le sens Lyon-Clermont. Revenons à la précédente description et situons-nous bien au bas des parcelles mentionnées précédemment, juste entre elles et la route de l'époque, c'est-à-dire l'actuelle rue du 8-Mai-1945.

Au pied de la vigne de Roche et de Rivière, on trouve la route royale 89 ; la vigne de l'hospice citée quelques lignes en arrière arrive en bordure de cette voie principale puis sur une cinquantaine de mètres, après la parcelle de Place, suit la vigne du sieur Gardette ; ensuite sur 45 m, le bas du coteau est occupé par la vigne du sieur Blaise Gayte que nous avons citée précédemment ; entre le tènement de Gayte et le chemin de la Chaux s'étend, en bordure, encore un lopin de vigne, celui de la famille Grand-Henry.

Entre la rue Alsace-Lorraine actuelle, deux jardins, celui de Muron et celui de Coupat font la jonction avec l'espace qui sera plus tard la place Mandrillon. Une fois encore on remarquera qu'en 1839-1840, il n'y a aucun bâtiment sur les parcelles décrites.

Essai de conclusion

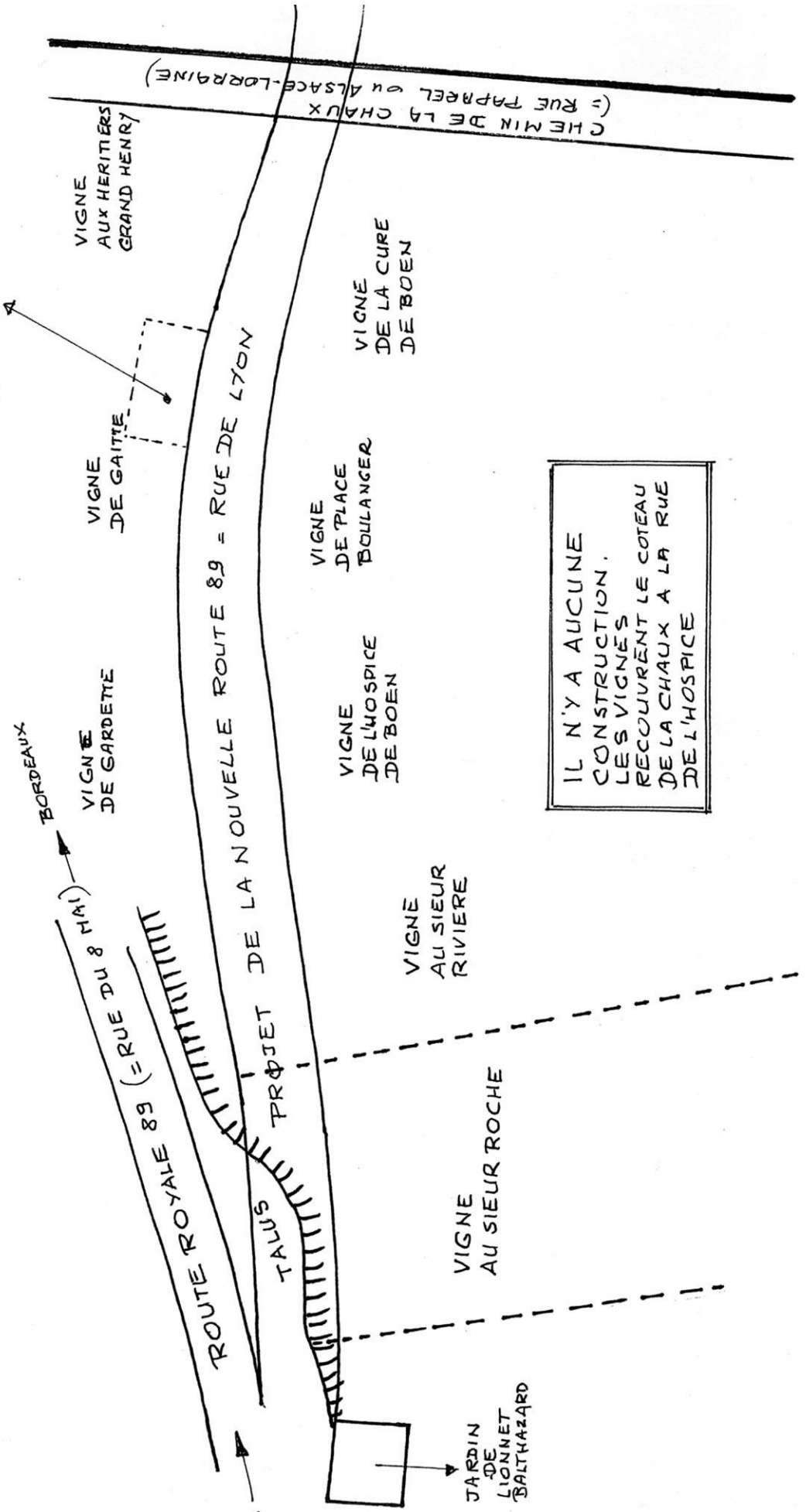
Dans son ouvrage *L'histoire de Boën*, J.-P. Gourgouillon signale que Blaise Gayte tient une auberge en bordure de la route royale qui, rappelons-le, passe rue de l'Hospice ; on peut raisonnablement penser que cet établissement se tenait dans la maison Gayte que nous retrouvons sur le plan de 1832-1833 ; derrière cet ensemble immobilier, il n'y avait alors que la vigne sur le coteau remontant à la Chaux ; de plus le sieur Gayte est maître de la poste aux chevaux en 1810 ce qui justifie l'existence d'écurie sur le plan de 1832-1833 ; son fils Jean-Marie lui succédera en 1827.

La percée de la rue de Lyon actuelle modifie profondément l'écoulement du trafic tant des voyageurs que des marchandises, après 1841, la rue de l'Hospice, ex-route royale, est très peu fréquentée par les voituriers car étroite et difficile à franchir en son milieu (place et rampe du Parapet) ; on peut émettre l'hypothèse que Jean-Marie Gayte, homme pragmatique et soucieux de ses intérêts, prit la décision hardie de construire un immeuble moderne sur le nouvel axe de circulation, tout en haut de sa vigne pour remplacer l'ancien relais du bas qui deviendra plus tard, lorsque les diligences laisseront la place aux trains à vapeur, l'école des frères maristes, puis le lycée technique privé A.-Arquillière ; celui-ci fermera définitivement ses portes vers 1990 ; l'immeuble sera vendu et démolit ainsi que la chapelle de brique pour laisser la place à la copropriété du *Beau Soleil*.

Antoine Cuisinier

B
 D'APRES LE PLAN DE 1839, 1840
 DRESSE PAR L'ASPIRANT-INGENIEUR
 PERRE
 PARTIE CONCERNANT LA FUTURE
 PERCEE DE LA RUE DE LYON

- FUTUR RELAIS DE POSTE
 - CONSTRUIT VERS 1843-1845 ?
 - DEVIENDRA ECOLE VERS 1890
 - PUIS COLLEGE TECHNIQUE



IL N'Y A AUCUNE
 CONSTRUCTION.
 LES VIGNES
 RECOUVRENT LE COTEAU
 DE LA CHAUX A LA RUE
 DE L'HOSPICE

La Galoche

Histoire sommaire du train à voie étroite qui reliait Boën à Roanne (1896)

Compagnie des chemins de fer départementaux de la Loire (CFDL)

Exploitation régulière de 1901 à 1938

La Galoche, train à voie étroite qui reliait Boën à Roanne, partait de l'actuelle place Syveton, à proximité du pont Terray enjambant le Lignon. Une passerelle métallique existant encore et un équipement de deux plaques tournantes permettaient une jonction et des échanges aisés avec les trains de la ligne Lyon-Clermont-Ferrand.

Les travaux de préparation de cette ligne secondaire débutent en juillet 1896 après de nombreuses démarches administratives. Ils ne sont pas régulièrement conduits et sont effectués de façon assez décousue, l'entrepreneur Masson allant jusqu'à utiliser la locomotive remise à Arthun pour d'autres travaux. Peu nombreuses sur les chantiers, les petites O30T, loco à tender à 3 essieux couplés fabriquées par les établissements Pinguely de Lyon, arrivent au cours de l'été 1898.

La gare de Boën n'est pas construite, les billets sont délivrés au café Berger à proximité et il reste à réaliser la jonction avec la gare PLM au-dessus du Lignon (passerelle).

Au 17 avril 1901, le matériel roulant est au complet. Le 11 mai, après des essais multiples sur divers tronçons de la voie, la commission nommée par le préfet fait le voyage à Boën avec seulement deux wagons. Boën n'a toujours pas de gare. La ligne est provisoirement ouverte aux voyageurs à compter du 20 mai 1901, aux marchandises le 1^{er} octobre 1901 ; elle sera véritablement ouverte officiellement le 22 juin 1914.

Mais revenons un peu en arrière.

Le 2 mai 1901 un voyage officiel est organisé de Roanne à Boën à l'occasion du conseil de révision : autorités militaires, sous-préfet, président de la chambre de commerce, le député Audiffred et la presse roannaise sont de sortie :

... De Saint-Germain à Boën, trois stations : Bussy-Albieux, Arthun, La Bouteresse. Nous entrons tout à coup dans une tranchée taillée à vif [Le Devieux à Boën] et nous plongeons... dans Boën, la pittoresque ville qu'anime la rivière du Lignon... (Journal de Roanne du 5 mai 1901)

Au retour la locomotive O30T n° 12 quitte Boën pour Roanne. Les billets, faute de gare, sont délivrés, nous l'avons dit, au café Berger de 1901 à 1906.

Le train quitte la place de la Galoche, remonte la petite rampe vers la tranchée du Devieux puis suit la RN 89 en direction de Feurs, oblique à 90° (au niveau du rond-point actuel), s'arrête à la gare de la Bouteresse puis file en direction de la commune d'Arthun en suivant ce qui est, aujourd'hui, la déviation du CD 8. Il fallait 2 h 35 de Boën à Roanne pour une distance de 54 km, soit une vitesse moyenne de 20,9 km/h. On retrouve facilement le tracé de la voie, c'est une promenade que beaucoup connaissent.

La gare de Boën est enfin construite en 1906, après l'accord du PLM, par l'entreprise Gatier de Boën. L'accord stipule que le PLM accepte le transit avec ses wagons mais les modalités de transbordement sont encore compliquées jusqu'à la convention de mai 1907.

Le tacot de Boën est relié à la ligne PLM par un pont métallique lancé sur le Lignon par l'entreprise Fournier de Gênelard en Saône-et-Loire. Le 14 juillet 1906, le pont est testé pour la première fois par le petit train tracté par une locomotive O30T n° 7.

La galoche sert aussi au transport des marchandises et notamment à celui du charbon du bassin de Bully. Nous sommes vers 1910. Citons l'historien Jean Canard :

Ainsi, à longueur de journée, les petits wagonnets du téléphérique montaient l'antracite de Fragny à Chaume, le déversaient dans une trémie, emplissant elle-même les wagons du chemin de fer local qui rejoignait les grandes lignes PLM à Roanne et Boën-sur-Lignon.

Pendant la guerre de 1914-1918, le trafic diminue progressivement sur l'ensemble des lignes qui étaient parcourues par 3 aller et retour, puis par deux, et enfin par un. La locomotive de Boën sert en décalé sur une autre ligne.

La station de Boën comporte en outre un dépôt pour la locomotive située à l'emplacement de l'agrandissement des bureaux de la DDE (Ponts et Chaussées) et un réservoir d'eau pour faire le plein de la locomotive qui embarquait 3 000 litres. Des prises d'eau étaient effectuées dans les stations. Sur Roanne-Boën, il y avait des cuves de 25 m³ à Saint-Jean-Saint-Maurice car 2/3 de l'eau étaient consommés dans le sens Roanne-Boën et 1/3 dans l'autre sens.

En 1914, une demande de réseau est déposée pour relier Boën à Feurs. Ce projet ne sera jamais réalisé. D'une longueur de 19,5 km, son coût était évalué à 2 000 000 F.

En 1927, les CFC (Chemin de fer du centre) qui avaient absorbé les CFDL, sont rachetés par le département. Pour donner une idée de l'importance de ces voies étroites secondaires, il n'est pas inutile de citer quelques chiffres :

1914	184 km exploités	214 agents
1928	235 km exploités	272 agents
1933	182 km exploités	237 agents
1938	156 km exploités	231 agents

Pour postuler il fallait répondre à trois conditions :

- 1) Etre de nationalité française ;
- 2) Avoir effectué son service militaire ;
- 3) Ne pas dépasser trente ans.

Sur *la Galoche* les journées sont plus courtes que sur les trains de grandes lignes : durée effective du travail de 8 h et 13 h 12 avec le repos entre deux trains. Il n'y a pas de trafic de nuit.

Le train comporte 3 agents : le chef de train que l'on reconnaît à son bel uniforme de drap bleu et sa casquette et les deux agents de traction.

Des noms d'agents ayant roulé sur *la Galoche* :

1936 : Ernest Vergiat, mécanicien ; Pierre Viallet, chauffeur ; Noël Poyet ; Joannès Peurière
1938 : Raymond Douzelet, mécanicien ; Henri Martinat, chauffeur ; Michel Brosset, chef de train.

A la gare de Boën les agents de traction disposent d'un dortoir à deux places jouxtant le dépôt de la machine, tandis que le chef de train dort dans la salle d'attente de la station.

Comme tout moyen mécanique de transport, *la Galoche* génère des accidents ; citons entre autres l'accident du 20 septembre 1905 ; le train Boën-Roanne écrase un homme qui dormait sur la voie, entre Les Pothiers et Saint-Alban.

Avec le temps et le développement des services d'autocars ces petites lignes secondaires perdent progressivement de leur intérêt. Le dernier train Boën-Roanne, du service 124, marque la fin de la ligne le 14 novembre 1938, celle-ci étant déclassée déjà depuis le 5 mai 1938. C'est l'entreprise Vaganay de Saint-Chamond qui est chargée du démontage. Les gares seront vendues, pour l'essentiel, à des particuliers après la guerre de 1939-1945.

Extraits des courriers envoyés par madame Massacrier-Bréasson à sa fille Alice employée des Postes à Nice (Communiqués par madame F. Piroche-Bréasson)

- Lettre n° 124 du 8 août 1938 :

On est en train d'aménager la gare du tacot en garage pour les cars ; on dit qu'ils circuleront au 1^{er} octobre, qu'il y aurait 5 cars de voyageurs et 8 de marchandises.

- Lettres n° 139 du 16 janvier 1939 : *On enlève les rails de la Galoche.*

Histoire du rocher du Dévieux

Lorsqu'on observe les documents photographiques, et en particulier une carte postale du début du XX^e siècle, on remarque le passage de la voie étroite de *la Galoche* Boën-Roanne dans une tranchée profonde à gauche de la RN 89 qui décrit à cet endroit un tournant très prononcé. Entre les deux voies de circulation subsiste un énorme bloc rocheux qui, dès le 22 janvier 1922, préoccupe le conseil municipal de Boën. La commune est sollicitée pour participer aux frais car la dépense est importante. Le conseil est prudent même s'il admet le principe.

M. le maire donne lecture de la lettre du sous-préfet de Montbrison, en date du 30 décembre 1921, faisant connaître au conseil municipal que par délibération du conseil général de la Loire en date du 7 octobre 1921, un vœu ayant été émis pour la démolition du môle de terrain appartenant à la compagnie CFC au tournant du Dévieu du point kilométrique 83 518 au point 83 574 [soit 56 m].

M. Pierre Durand adjoint suggère de demander une subvention au Touring-Club.

La décision ministérielle approuve les travaux le 24 janvier 1925. Ils seront exécutés par l'entreprise Pérat de Montbrison une fois que les collectivités auront versé leur contribution de 7 400 F au Trésor public. Il reste cependant 45 000 F à trouver... et les lieux de remblai qui recevront le rocher du Dévieu.

Le 27 mars 1927, Emile Mandrillon écrit à M. Roques certainement responsable du chantier :

J'ai trouvé 3 emplacements différents pour le remblai du Dévieu :

1) Le long du Lignon, dans le talus du petit chemin conduisant du pont de Boën à l'usine Moizieux, parallèlement à l'avenue de la Gare ;

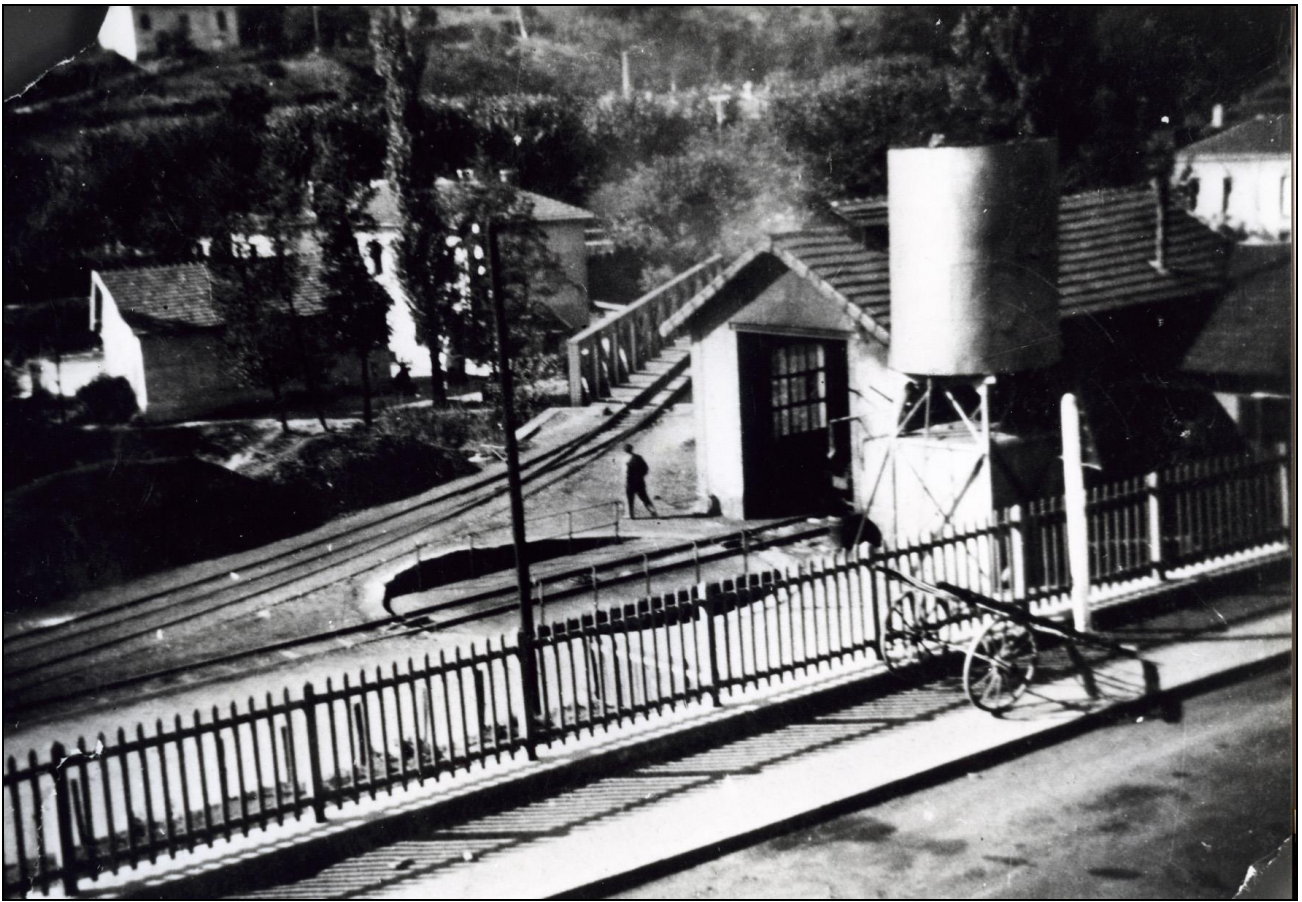
2) Sur la route de Montbrison, plus loin que l'usine Gatier, scierie ;

3) Sur l'emplacement des bâtiments Chabry que nous allons démolir, derrière l'hôtel de ville.

En effet l'espace derrière la mairie, future place Emile-Mandrillon est ouverte à cette date et on a besoin de remblai. Les décisions ont du être rapides tant sur la somme restante à honorer que sur les lieux de remblai car, le 28 septembre 1928, un procès-verbal de réception définitive est rédigé par M. l'ingénieur des Ponts et Chaussées.

Le rocher du Dévieux a définitivement disparu du paysage.

Antoine Cuisinier



Gare du chemin de fer départemental



Le rocher du Dévieux sera supprimé en 1928

Histoire de la maison n° 44, rue de Lyon à Boën

Famille Vignon

M. Joannès Vignon était menuisier rue de Saint-Sixte à Boën. En 1954, suite à un incendie qui a ravagé son atelier de menuiserie situé rue Sixte-Delorme, il a été contraint de reconstruire un nouvel espace de travail afin que son entreprise puisse continuer son activité. Suite à ce sinistre, il change complètement de quartier et il bâtit sa maison d'habitation, son atelier et un magasin de meubles vers 1956-1957 au n° 44 de la rue de Lyon à Boën près de l'immeuble des Ponts et Chaussées, anciens locaux du chemin de fer à voie étroite, *la Galoche*, reliant Boën à Roanne (parcelle n° 13 au plan cadastral au 1/500).

Il est accompagné dans son travail et dans la marche de son nouvel établissement par sa deuxième épouse née Ville. De cette union naîtront trois enfants : Daniel, Bernard et Christian.

M. Joannès Vignon avait épousé, en premières noces, M^{lle} Barou de Sail qui décède très jeune. De ce premier mariage était né, en 1933, Jacques Vignon qui a exercé aussi la profession de menuisier à Sail.

C'est Françoise Mayoud-Vignon, fille de Jacques, qui nous transmet avec sa maman, Josette Vignon, ce témoignage sur sa famille que beaucoup de Boënnais ont bien connue pour avoir fréquenté soit l'atelier soit le magasin de la rue de Lyon.

Josette Vignon et Françoise Mayoud

Histoire de la maison n°s 36-38, rue de Lyon

Famille Dessaigne (chez le Piat)

Mécanique Vélo Auto Fourneaux

La famille Dessaigne, "chez le Piat", a marqué Boën de son empreinte pendant un siècle, le XX^e. L'originalité, les qualités de travail, la disponibilité, l'ingéniosité, l'esprit d'initiative sont parmi les principales qualités de cette lignée.

Nous avons pu en retracer le parcours grâce au livre de famille rédigé par André Bréasson et communiqué à notre connaissance par les descendants directs, M. Mme Piroche-Bréasson. Car les BREASSON sont alliés aux Dessaigne par mariage de même que les Dessaigne sont apparentés à la branche de Sail.

Après la mort de Pierre (Pierrot), un registre nous a permis d'apporter des précisions sur les activités de l'atelier car les ouvriers y notaient, au jour le jour, le contenu de leur travail.

Généalogie succincte

Jean-Baptiste Jourjon et Madeleine Pal se marient au début du 19^e siècle ; ils ont 6 enfants dont Marie (1840-1911). Marie épouse Jean-Marie Dessaigne et ils ont 3 enfants : Marthe (1874-1910) ; Catherine (1878-1925) ; Ernest (1884-1929).

Catherine épouse Pierre Bréasson (1877-1948) qui apparaît dans l'histoire de la maison n° 87 rue de Lyon.

Ernest qui reçut le surnom de "Piat" à l'école privée de Boën épouse Marie Fabre le 15 juin 1914 ; ils ont deux fils : Roger, né le 13 mars 1915 et Pierre, né le 22 octobre 1916.

Ernest exploite un atelier et un magasin où il vend des bicyclettes et des machines à coudre. Il a trois ouvriers, il est novateur et ouvert à tout.

Le livre de famille

Dans le livre de famille des Bréasson on peut lire la description de la maison :

... Cette maison était très simple à l'origine : une cuisine et un magasin au niveau de la route, une chambre sur la cuisine. Au sous- sol, on voyait encore le four du boulanger qui avait habité cette maison. On accédait à ce fournil par un passage qui prenait juste après la maison voisine et descendait jusqu'au Lignon. Lorsque j'ai connu cette maison, elle avait été agrandie d'une chambre derrière la cuisine et d'une salle à manger derrière le magasin. Un atelier de mécanique avait été également ajouté devant le fournil (p. 75).

... il avait même construit un avion... Mon père (il s'agit de Pierre Bréasson marié avec Catherine Dessaigne, la sœur d'Ernest) avait participé à la construction... L'avion terminé avait été transporté à la tuilerie (de Marcoux) ... Il descendit fort bien la pente mais l'avion ne décolla pas... et culbuta dans la tranchée du chemin de fer (ligne Montbrison-Boën)... l'avion était inutilisable (p. 75).

Au décès de Pierre Dessaigne, j'ai eu la possibilité de consulter le registre journalier sur lequel les ouvriers notaient ce qu'ils avaient fait dans la journée. Voici la teneur de ce qui était écrit au crayon : "suis allé à la tuilerie récupérer le moteur de l'aéroplane" (Témoignage d'Antoine Cuisinier).

Pendant la guerre de 1914-1918, Ernest Dessaigne fut mobilisé sur place. Revenons donc au livre familial et au livre de travail journalier de l'atelier. On y trouve beaucoup de factures concernant l'achat de métal pour les obus en 1916. M. Dessaigne emploie des ouvriers mais aussi, et pour cause, des ouvrières pour le tournage des têtes d'obus. Il paie des notes d'électricité à Moizieux-Gauchon, installés près de la gare ainsi que 200 francs de location pour l'usine, ce qui semble confirmer son installation pour l'usinage des obus, ses locaux, rue de Lyon, étant trop exigus. La scierie Raymond et Joandel, de Largentière, lui vend des caisses pour l'expédition. On trouve aussi, pour 1916, le tonnage du métal acheté par Dessaigne et le nom d'un fournisseur, Jacob-Holtzer, pour de l'acier destiné aux gaines soit 128 tonnes. On a aussi le compte des corps d'obus usinés pour la même année 1916 : 85 500 pièces livrées (obus semble-t-il de 155 mm), mais on note un démarchage à Roanne (Arsenal ?) pour des obus de 220 mm.

En 1916, le salaire des ouvriers s'élève au total, à la somme de 12 760 francs, l'abonnement au téléphone à 15 francs et la location de l'usine à 100 francs.

Sur le registre que j'ai lu comme précédemment, je confirme l'achat d'acier pour les obus et le départ des têtes (d'obus) usinées... Cependant, je crois devoir rectifier un peu le récit d'André Bréasson pour ce qui concerne le local... Il semble qu'Ernest avait loué un atelier dans l'usine Moizieux toute proche... cela paraît logique car l'atelier familial de dimensions modestes ne pouvait pas contenir une chaîne de tours (témoignage d'Antoine Cuisinier).

Le livre familial témoigne des activités multiples d'Ernest Dessaigne :

Mon oncle Dessaigne avait loué pour l'année 1917... le dépôt qui faisait partie de la maison de mon grand-père (le n° 87). Il y entreposa surtout des cuves destinées à la construction de pétrins mécaniques d'un modèle qu'il avait fait breveter. Les cuves, à cette époque, étaient faites de nombreux morceaux de bois collés... Depuis la fin de la guerre de 14-18, il vendait des pétrins... mais équipés d'une cuve de fonte... Il construisit aussi une raboteuse pour le travail du bois... Il s'intéressait aux pompes... en réalisa plusieurs modèles... mais le plus important de son activité consistait à installer ou réparer les machines d'usines diverses...

Il mourut le 6 août 1929... Son fils aîné Roger entra comme apprenti chez un garagiste M. Brenol (installé un peu plus haut dans la rue de Lyon au n° 33)...

Pierre entra chez un fabricant et réparateur de fourneaux M. Fortunier dont l'atelier se trouvait en face du garage Brenol ,où il apprit le travail de la tôle... Pierre devança l'appel (du départ au régiment) pour pouvoir choisir sa garnison, Versailles et en profiter pour suivre les cours du soir du Conservatoire des Arts et Métiers (p. 98).

Les deux frères s'installèrent dans la maison familiale, l'un, Roger, dans la mécanique auto et l'autre, Pierre, dans la fabrication, la vente des fourneaux et plus tard des systèmes de chauffage. Leurs activités se terminèrent dans le dernier quart du XX^e siècle.

Un événement dramatique

Le livre de famille d'André Bréasson nous livre cette terrible histoire.

En 1939 ce fut la guerre et, en 1940, l'armistice. Pierrot travailla à Saint-Germain-Laval... En ces années de restrictions tout le monde cherchait à se procurer de la nourriture et ma tante qui avait toujours ramassé des champignons le fit plus que jamais. Elle cueillait non seulement les champignons qu'elle connaissait, mais aussi ceux qu'elle ne connaissait pas mais auxquels elle trouvait bon goût. Un jour, se fiant à leur bon goût, elle ramassa des champignons qu'elle ne connaissait pas.

A midi elle s'en régala et le soir, elle en fit manger à Pierrot... Il se régala lui aussi. Mais dans la nuit, des douleurs de plus en plus vives et bientôt atroces leur firent appeler le médecin. Celui-ci appliqua la méthode consistant à faire avaler crus et hachés des estomacs et des cervelles de lapins. Les voisins eurent vite fait d'apporter les lapins nécessaires et même au-delà.

Mais ma tante vomissait ce remède peu après l'avoir absorbé. Elle était surtout horrifiée à l'idée d'avoir empoisonné son fils... Mon père (Pierre Bréasson) identifia tout de suite le champignon coupable dont il restait une certaine quantité dans un panier...l'amanite phalloïde. Ma tante mourut. Pierrot, près duquel Marcelle, sa cousine, était restée, après quelques jours, reprit rapidement des forces. Son rétablissement fut rapide et complet... ce devait être en septembre 1942 ou 1943.

Antoine Cuisinier



**Ernest Dessaigne, à droite, l'homme au chapeau, inventeur du pétrin en bois ;
il en fera ensuite un autre à cuve en acier**

Boulangerie Cheminal

26, rue de Lyon

Encore un exemple de commerce de proximité aujourd'hui disparu :

1926, la boulangerie Cheminal a vu se succéder au fil des années, Ducreux Marius, Guironnet, Hernandez, pour devenir une agence immobilière.

Daniel Baby

Les établissements Latour

n^{os} 22 et 24 de la rue de Lyon à Boën

Témoignage de M. Marius Latour, né le 14 août 1923

Mon père, Claude Latour, est né le 13 juillet 1888 à Saint-Sulpice-la-Chapelle, hameau situé à 4 km de la commune de Sainte-Foy-Saint-Sulpice sur la route de Saint-Etienne-le-Molard à Pommiers-en-Forez dans la ferme exploitée par ses parents, Lambert Latour et Philippine Gillet.

En 1891, Claude Latour avait à peine 3 ans, son père Lambert Latour abandonna la ferme de Saint-Sulpice pour prendre un fermage plus important à Villedieu toujours sur la commune de Sainte-Foy-Saint-Sulpice près de Saint-Etienne-le-Molard.

Avec son frère Marius, il fréquentera l'école communale de Poncins à 4 km de la ferme paternelle ; après l'école, il travailla comme ouvrier-agricole chez divers patrons. Lorsqu'il était dans la ferme Berthelot à Villedieu, alors qu'il était juché sur le haut du char de foin qu'il était en train de charger, il perdit l'équilibre et chuta lourdement à terre ; sa jambe se retourna et cela lui provoqua une coxalgie ; les médecins voulaient lui couper la jambe mais mon père refusa et fit appel aux services d'un chiropracteur (rebouteux-guérisseur) qui lui remit les os en place ; il resta alité pendant un an ; étant cependant très actif (les voisins l'appelaient argent-vif), il ne pouvait rester inoccupé ; alors, il faisait de la vannerie, des boucles aux cordes, etc. et surtout, il lisait beaucoup.

Quand il put se lever et marcher malgré sa jambe accidentée qui n'avait pas grandi, plus courte que l'autre de 11 cm, il fut atteint d'une claudication. Ne pouvant plus exercer la profession de cultivateur, on lui conseilla d'apprendre le métier de tailleur qui travaille souvent en position assise ; ses parents allèrent donc à Feurs chez un tailleur pour lui demander s'il pouvait le prendre comme apprenti ; mais lorsqu'il l'a vu il a dit "Je ne veux pas d'un estropié, c'est des bons à rien !" Claude Latour fut blessé dans son amour-propre et ça lui a donné du courage, du dynamisme et il s'est dit en lui-même : "On verra bien si je suis un bon à rien !"

A cette époque, une usine d'armes d'une centaine d'ouvriers fut fondée, à Poncins, par un armurier de Saint-Etienne, M. Porchaire qui recherchait de la main-d'œuvre paysanne moins payée qu'à Saint-Etienne. Il fabriquait des fusils de chasse complets de A à Z ; il avait employé les meilleurs ouvriers-armuriers de Saint-Etienne et formait beaucoup d'apprentis. Claude Latour se fit donc embaucher dans cette usine comme apprenti-équipeur en armes de chasse. Après quatre années de formation dans ce métier, il sortit ouvrier professionnel ; il conseilla à son frère Marius de faire comme lui et en trois ans il apprit le métier de monteur de crosses de fusil.

Après ces qualifications tous deux installèrent dans un local de la ferme paternelle un atelier de réparations d'armes et de cycles. Après trois ans de travail mon père Claude Latour, décide de monter un commerce d'armes et cycles à Boën où il fit l'acquisition du local d'un négociant en tissus, le 30 novembre 1912.

Son commerce commençait à prospérer lorsque survint la déclaration de la guerre de 1914 ; son frère Marius partit au front après 3 années de régiment (né en 1891, il avait 20 ans en 1911).

Mon père ne fut pas mobilisé à cause de son handicap ; la chasse n'existant presque plus et n'ayant que quelques vélos à réparer, il monta un petit atelier au 32, rue de Lyon où, avec sa sœur et quelques apprentis, il assembla des pistolets lance-fusées pour les tranchées du front, pour une usine de Saint-Etienne travaillant pour la guerre.



De gauche à droite, un apprenti, Claude Latour, sa sœur Marie et trois ouvriers devant l'atelier d'assemblage des pistolets lance-fusées.

En 1913, il s'était marié et eut deux filles (en 1914 et 1916) ; il eut le malheur de perdre son épouse en 1920. En 1921, treize mois après son veuvage, il se remaria avec ma mère ; je suis né de cette union le 14 août 1923.

Le 15 avril 1924, je venais d'avoir un an, la maison de mon père prit feu et brûla entièrement ; à côté du magasin d'armes et de cycles, il y avait la boulangerie Vacher ; c'est un feu de cheminée sur le four de ce boulanger qui provoqua l'incendie ; les habitants de Boën firent la chaîne avec des seaux pour alimenter la pompe à bras des pompiers.

Mon père perdit tout : marchandises, meubles, linge, argent. Avec l'argent de l'assurance, il put refaire le toit et 3 ou 4 pièces à l'étage ; sans se décourager, il remonta son commerce mais la chasse étant saisonnière, cela ne suffisait pas à faire vivre sa famille ; il ajouta à armes et cycles un rayon d'articles de quincaillerie et de paysannerie. Puis, un peu plus tard, il installa un atelier de serrurerie où il employait six ouvriers jusqu'à la déclaration de guerre de 1939, date à laquelle ils furent tous mobilisés.

Restant seul, je le secondais, abandonnant mes études à L'ENP de Saint-Etienne et avec un jeune apprenti, nous fabriquions du petit matériel agricole, jusqu'en 1943 où je partis aux Chantiers de jeunesse puis à l'armée (26 mois).

A mon retour, la fabrication des armes prit de l'essor, mon père reprit donc son métier d'armurier jusqu'à sa retraite en 1952 à l'âge de 64 ans. C'est la date à laquelle j'ai pris sa succession (juillet 1952).

Mais revenons à 1943-1945. Après 13 mois de service dans la 1^{re} armée Rhin-et-Danube commandée par le général de Lattre de Tassigny, j'ai été démobilisé en mars 1946 et je suis rentré chez mes parents 22, rue de Lyon à Boën.

Etant ajusteur-outilleur de formation, mon père me conseilla d'apprendre le métier d'armurier sur armes de chasse car l'activité ayant pratiquement été inexistante pendant la guerre, elle repartait activement ; je commençais donc à apprendre les rudiments du métier chez un ami et ancien collègue de travail de mon père, cela pendant 6 mois ; puis durant un an et demi, j'ai travaillé avec mon père ou avec lui ; nous avons fait du travail à façon pour des fabricants d'armes de Saint-Etienne. Voulant continuer à me perfectionner, je suis parti à Saint-Etienne début janvier 1948 et après avoir suivi les cours du soir à l'Ecole nationale professionnelle, section armurerie, j'ai passé deux CAP d'armurier-monteur et équipeur.

En juillet 1952 mon père voulant faire valoir ses droits à la retraite (40 ans de dur labeur) il me demanda de prendre sa succession à Boën. Le n° 24 est occupé par l'épicerie-mercerie des demoiselles Adrienne et Clotilde Recorbet. A sa cessation d'activité Clotilde institue M. Marius Latour comme son légataire universel. A sa mort, en 1958, M. Latour hérite de la maison qu'il transformera plus tard en annexe d'armurerie. Les Recorbet sont une ancienne famille de Boën : en 1876, Antoine Recorbet (1844-1890) est maréchal-ferrant à cette adresse ; marié à Marie Roche (1847). Ils ont deux filles Adrienne, née en 1875, et Clotilde, née en 1878 ; Marie Roche, veuve Recorbet et ses filles ouvrent alors en 1881 une épicerie à la place de l'atelier, en 1926 madame Recorbet décède et ses 2 filles continuent l'activité d'épicerie à laquelle Clotilde, qui a perdu sa sœur, ajoute un rayon de mercerie.



L'ancien magasin de Clotilde Recorbet

Pendant 35 ans, j'exerçais donc le métier d'artisan-armurier et de commerçant vendeur d'armes de chasse.

En 1987, à l'âge de 64 ans, je fis valoir mes droits à la retraite et laissai la succession de mon entreprise à mes fils jumeaux Guy et Christian, chacun avec leur spécialité :

- Guy comme réparateur d'armes – diplôme de l'Ecole nationale d'armurerie de Saint-Etienne et
- Christian comme vendeur - diplôme d'une école commerciale de Lyon .

Dès lors, les deux frères vont inverser les tendances et se consacrer presque exclusivement aux armes laissant progressivement la quincaillerie de côté.

Disposant d'un stock important dans des marques prestigieuses comme Benelli, Breda, Browning, Chapuis, Franchi, Merkel, Perazzi, Vernay-Carron, Winchester ils ont su faire leur place en Rhône-Alpes et porter loin la

réputation de leur établissement. Leur dynamisme a fait que leur surface d'exposition s'est agrandie, offrant à une clientèle connaisseuse et exigeante un choix d'armes, de vêtements, d'accessoires toujours renouvelé.

En juillet 2011, n'ayant pas de successeur, ils ont vendu leur entreprise à un particulier afin de prendre leur retraite. L'armurerie Latour, nationalement connue, aurait fêté ses 100 ans d'existence en 2012.

Marius Latour, juillet 2011



Magasin Latour (1958)



2011, ancien magasin Recorbet

Durand, charron

20, rue de Lyon

Les Durand viennent d'une famille de vigneron de Nollieux. Jean-Marie, né le 21 janvier 1804, est charron et vient s'installer à Boën où il épouse Antoinette Laurent le 13 juillet 1827.



Café Durand

Pierre Durand, enfant, futur géomètre devant son père

C'est son fils Pierre, né le 28 novembre 1830, charron lui aussi, qu'on trouve 20, rue de Lyon en 1861. Il avait épousé Mariette Rigaud le 31 août 1857. Ils élèvent une famille de 5 enfants : 4 garçons et 1 fille. Le sort des filles était réglé : comme elles allaient devenir de bonnes mères de famille, il suffisait de leur trouver un bon mari. Mais pour les garçons, les parents étaient soucieux de leur donner un métier. Après l'école primaire, il n'y avait guère que l'apprentissage chez l'artisan. L'enseignement long et coûteux était réservé à la bourgeoisie.

- L'aîné et le cadet apprirent le métier de charron avec leur père, le troisième devint ferblantier chez Baudché, ferblantier 18, rue de Lyon. et le quatrième serrurier chez Lafay, tous dans le fer.

- Le second, Etienne, reste dans l'atelier du père. Il épouse Françoise Lafond le 25 février 1895. En 1920, il déclare avoir pour activité charron et café. Etienne meurt à 56 ans en 1921. Le glas sonnait pour lui et pour sa forge. Les charrons étaient cinq à Boën. Ils ne seront plus que quatre. Madame Durand transforma la forge de son mari en café. Né le 12 août 1896, leur fils Pierre, qu'ils ont fait instruire, devient géomètre.

Il habitera désormais une jolie maison avec jardinet au 9 de la rue de Lyon, et épousera Marie Beau une descendante de la sœur de Louis Gauchon. Au 20 de la rue de Lyon, madame veuve Durand âgée de 53 ans, continuera à servir au café. Après elle, s'installeront Marie Gourbeyre, madame Rage, monsieur et madame Quelin.

On peut voir encore aujourd'hui, l'enseigne d'une auto-école.

Daniel Baby

Simon
Menuiserie-ébénisterie
16, rue de Lyon

Les Simon viennent de Sail où ils étaient cultivateurs. Claude Simon, né en 1786, s'était marié à Françoise Laurent le 25 juin 1831 et était agriculteur aux Genettes. Les 3 générations descendantes seront dans la menuiserie et l'ébénisterie.

Simon Claude, né en 1786, a pour fils :

Jean, né en 1827 qui a pour fils

Claude, né en 1856, lui-même père de

Jean, né en 1880. La dynastie s'arrêtera avec ce dernier.

Simon Jean, né le 13 février 1827 à Sail, arrive à Boën en janvier 1850 et se marie à Boën le 15 juin de la même année avec Marie Goutey.

Création de l'entreprise

En 1854, il demande l'autorisation de bâtir sur un terrain qu'il a acheté à Henri Puy, situé dans la "petite rue du bas du champ de foire à la grande rue". Cette dernière est la grande route n° 6 de Roanne au Puy qui traverse Boën par la place de l'Eglise. La petite rue doit être le bas de la rue Saint-Jean.

Le ménage se compose de 3 enfants : Françoise, née le 13 décembre 1851 ; Jean, né le 31 juillet 1853 ; Claude, né le 8 mai 1856. Le père, Jean, meurt prématurément à 53 ans en 1874.

Le fils aîné Jean n'a que 21 ans, mais il assure la continuité. Il se marie le 19 février 1876 avec Claudine Varenne et continue à travailler avec son frère cadet Claude dit Claudius, 20 ans, et un ouvrier, Pierre Farge. En 1881, la situation a évolué puisque Jean n'est plus avec son frère. C'est donc Claudius qui vient de se marier le 18 janvier 1879 avec Françoise Quinquet veloutière chez David, qui dirige l'atelier avec 3 ouvriers dont Joseph Valézy qui s'installera plus tard au n° 77 de la rue de Lyon.

En 1886, l'entreprise occupe 7 ouvriers, rue de l'Hospice

Jean-Marie Rousset

Arsène Chenaux

Claude Faure

Jean-Baptiste Vrad

Claude Treille

Georges Notin

André Garnier

Claudius a deux enfants, Jeanne et Jean né le 1^{er} février 1880. C'est sûrement dans le courant de l'année 1887 que les Simon s'installent rue de Lyon, au n° 16. Un an à peine après leur installation, l'atelier prend feu. C'est un énorme incendie qui a effrayé les voisins et donné beaucoup de souci au maire.

L'atelier reconstruit, Claudius redémarre modestement son entreprise avec trois ouvriers dont Joseph Valézy. Son fils Jean n'a que 8 ans, mais il apprendra le métier d'ébéniste. Claudius meurt le 4 décembre 1907.

Jean, 27 ans, prend la relève ; en 1920, il s'est consacré aux "articles de literie".

Il s'était marié le 31 janvier 1911 avec Julie Henriette Maisonneuve qui décède le 20 janvier 1919.

En 1925, il s'associe à Jean-Marie Pierremont pour monter une scierie mécanique à Sail mais dont le siège est à Boën. En 1932, c'est la fin de la scierie, mais Jean reste fabricant de meubles à Boën et marchand de bois à Sail.

En 1936, avec sa deuxième épouse Marie-Antoinette Denis, veuve de guerre, on les trouve, lui, marchand de bois, elle, marchande de meubles.



Meubles Simon

L'activité artisanale de Jean Simon s'arrête et, avec lui, s'éteint toute cette dynastie d'artisanat et comme pour en effacer toute trace, l'ancienne vitrine et l'ancien atelier ont été démolis au profit d'un immeuble.

Il décède le 28 mars 1956 à Boën et repose au cimetière de Boën dans la tombe des Denis auprès de sa seconde épouse Marie-Antoinette.

Le 10 mars 1888 l'incendie de l'ébénisterie Simon revêt une telle importance que le maire a eu peur qu'il ne gagne les maisons voisines. Lors de la réunion du conseil municipal du 4 avril suivant, le maire André Gardan propose d'acheter un matériel de lutte contre l'incendie un peu plus efficace, la pompe municipale s'étant montrée insuffisante.

Ils avaient fait vite, les conseillers, pour trouver une documentation : la pompe à moteur à vapeur, il n'y fallait pas songer, aussi se tournent-ils vers le modèle *Paris n° 1* à pistons de 125 mm, montée sur chariot à deux roues démontables. Elle est actionnée par deux hommes vigoureux qui alternativement mettent la pression par la vigueur de leur poussée vers le bas. Elle est aspirante et foulante et s'installe donc près des puits. Dans son élan, le maire fait voter une subvention pour la formation des sapeurs-pompiers à Saint-Etienne.

Le corps de sapeurs-pompiers lance une souscription pour aider au financement du matériel. C'est le deuxième grand incendie qui a marqué l'histoire de la ville. En effet, en 1843, la maison Murat brûle en totalité. Cette fois-là aussi, le maire Rivière-Fay a eu peur que tout un quartier de la ville brûle en entier. C'est au prix d'une lutte de toute une nuit que l'incendie fut maîtrisé. Le conseil avait prudemment acheté 50 seaux.

Daniel Baby

Relais de poste



tenue de maître de poste

Blaise Gaytte, né en 1767 à Arconsat, est le fils d'un cabaretier. Il devient aubergiste à son tour et épouse Catherine Poncet. Leurs enfants naissent à Boën dans la grande auberge qu'ils possèdent rue de l'Hospice (actuellement Coop du Sud-Est).

On leur connaît deux garçons : Jean-Marie et Jean-Marie. L'aîné, Jean-Marie, est né le 17 février 1798. Le second devient voiturier et aubergiste rue de Clermont (en 1846). Ce n'est qu'en 1816 que Blaise Gaytte reçoit son brevet de maître de poste-officiel.

En 1840, la "Route Nouvelle" ou rue de Lyon vient d'être ouverte. Blaise Gaytte fait construire un nouveau relais de poste en haut de son terrain qui touche à la rue de Lyon (n^{os} 16-14-12). En 1846, la bâtisse comprend l'auberge proprement dite pour les voyageurs donnant à l'est sur la route, à l'ouest sur une vaste cour intérieure ; en face, les écuries et dépendances sur le côté du porche d'entrée.

En 1827, son fils Jean-Marie reçoit aussi le brevet de maître de poste qu'il a demandé au décès de son père, en janvier de la même année. Il est marié à Jeanne Boulet de Noirétable. Ils ont trois enfants dont Alexandre né le 10 août 1829. De 1846 à 1856, Jean-Marie occupe 2 palefreniers, 5 postillons et deux jeunes femmes au service de l'auberge.

De 1861 à 1876, le nombre de domestiques n'est plus que de trois. Jean-Marie a 63 ans en 1861 et son fils Alexandre qui vit aussi à l'auberge voit le trafic diminuer et même s'arrêter après 1876. Il préfère participer aux délibérations du conseil municipal. L'apparition du train enterrera les relais de poste aux chevaux. Celui de Boën est vendu en 1892 pour devenir le pensionnat.



Un relais de poste

Procès de Gayte, maître de poste

1^{er} décembre 1839

Lettre du maire Rivière-Fay au préfet

J'ai l'honneur de vous faire retour de la décision du conseil de préfecture du 15 novembre qui condamne Gaytte, maître de poste à 50 F d'amende en vous priant de la lui faire signifier par tout autre que par moi. J'ai rédigé les moyens de défense d'après l'intime conviction que la voiture n'était pas à lui et que ce n'était que par pure obligeance pour un roulier dont le cheval était tombé fourbu près de son écurie, qu'il avait prêté ses chevaux peu accoutumés à traîner de pareils chargements pour monter la ville et aller au plus, jusqu'à la limite de la commune où devait se trouver un cheval envoyé de St-Thurin par les camarades du voiturier jusqu'à la confection de la nouvelle traverse.

On fera par jour plus de quarante-huit verbaux pareils à celui de Gaytte car il n'y a presque pas une carriole qui ne double pour monter, ou pour laquelle on ne prenne un cheval de renfort jusque près de la caserne de gendarmerie. Il est fâcheux pour lui qu'il soit victime de sa complaisance.

(11 décembre 1839)

J'ai fait signifier à Gaytte maître de poste, aujourd'hui par le garde champêtre l'arrêté du conseil de préfecture du 15 du mois de novembre dernier. J'ai l'honneur de vous remercier de vos bonnes dispositions pour lui et d'être...

Que nous apprend ce courrier ?

Le maître de poste s'appelle Gayte (Gaytte, Guait...).

Comme nous savons que le trafic venant de Feurs ou Montbrison passait par la rue de l'Hospice, nous en déduisons que le relais de poste était dans cette rue. Les plans de l'époque nous montrent en effet que M. Gaytte possédait là une grande parcelle où il avait certainement une auberge comme dans tous les relais de poste. Les diligences y faisaient une halte : l'auberge accueillait les voyageurs et on y changeait les chevaux.

Par l'affiche, nous savons que le relais de poste Gayte existait en 1817, et sûrement avant, tenu par le père G. Blaise décédé le 13 janvier 1827. Par les recensements de population, (le premier eut lieu en 1836), nous savons que, en 1841, Gayte Jean-Marie vit avec sa femme Boulet Jeanne-Marie, son fils Alexandre, sa fille Catherine et quatre domestiques : Balichard Gabrielle, Grange Françoise, Gourbat Pierre, Joinis Annet.

Ouvrons une parenthèse

Ce même Gayte Jean-Marie s'installe en 1846 sur ce qu'on appelle la "Nouvelle Route" avec sa femme Boulet Jeanne, son fils Alexandre, sa fille Catherine. Il y a aussi 2 domestiques, sans doute palefreniers : Goriat Claude, 35 ans, et Gourtat Pierre, 30 ans et aussi 5 postillons : Gay Jean-Marie, 35 ans, Gay François, 21 ans, Boni Philibert, 26 ans, Boni Jean, 24 ans, Poyet Joseph, 23 ans. Nous trouvons encore 2 domestiques, sans doute au service de l'auberge : Morel Marie, 25 ans et Sigaud Marie, 20 ans.

Parenthèse pour souligner que le relais de poste employait 11 grandes personnes et, peut-être, 2 enfants.



Le pensionnat remplace le relais de poste

" Pour monter la ville "

La route traverse Boën par la place de l'Eglise : la pente est raide puisque, dit le maire, " il faut ajouter un cheval de renfort, voire doubler les attelages" et il ajoute " jusqu'à la confection de la nouvelle traverse". Le maire voulait dire par-là qu'au niveau du n° 62 de la rue de Clermont, on retrouvait la route royale 89 ; ce qu'il y avait de "nouveau", c'est que le virage, au n° 1 de cette même rue de Clermont, avait été rogné pendant l'été de la même année, ce qui rendait la courbe plus grande et plus facile.

Pour désigner ce même endroit, le maire dit aussi : "jusque près de la caserne de gendarmerie" c'est le n° 12, l'actuelle maison de M. Thévenon, les écuries étant en face. La plaidoirie du maire Rivière-Fay - il est avocat - a convaincu le préfet puisque, dans sa lettre du 11 décembre, il le remercie de ses bontés pour le contrevenant et fait savoir à ce dernier, par le garde champêtre, l'arrêté de préfecture du 15 novembre.

Cette histoire a une fin heureuse. Et pourtant les circonstances malheureuses s'acharnaient sur notre maître de poste. D'abord ce voiturier dont un cheval rend l'âme devant les écuries du relais pleines de chevaux fringants, Jean-Marie Gayte ne peut refuser un service : il prête plusieurs chevaux.

- Ajoutons pour la compréhension de la suite que le voiturier de Saint-Martin a envoyé une estafette pour qu'on lui amène au plus vite un cheval frais.

- Ensuite ce même voiturier dételle les chevaux du relais et attelle celui de Saint-Thurin, devant la gendarmerie, au nez et à la barbe des gendarmes. "Le manège" ne leur a pas échappé et s'est soldé par un procès-verbal.

- Pourtant, dit le maire, "on pourrait faire plus de 48 verbaux par jour".

- Alors, qui prêtait ces chevaux qui doublaient les attelages dans la montée de la ville ?

- Y avait-il une location spéciale ? Sûrement pas puisqu'il y a eu procès-verbal.

- Etait-ce le maître de poste qui arrondissait ses fins de mois (clandestinement bien sûr) ?

- Son geste n'aurait pas été si généreux que ça !

Ce qui est sûr, c'est qu'il est avant tout chargé du remplacement des chevaux de la diligence.

Daniel Baby

Pensionnat Notre-Dame du Sacré-Cœur
L'école des frères
Le lycée d'enseignement professionnel (LEP A.- Arquillère)
N° 14, rue de Lyon

Quelques dates

M. Gustave Labrosse est maire de Boën de 1878 à 1882.

En 1846, relais de poste Gaytte.

En 1881, le conseil vote la laïcisation de l'école, les religieux enseignants quittent la commune de Boën.

En 1889, les frères maristes reviennent à Boën et ouvrent une école à l'emplacement du cinéma actuel ; ce bâtiment appartient à la famille de Chabert et l'école compte un effectif de 55 garçons.

En 1892, M. Violet et des donateurs achètent l'immeuble de l'ancien relais de poste, rue de Lyon, pour installer l'école privée catholique. Plus tard cette vaste maison vendue par les Gaitte deviendra l'école technique que beaucoup ont connue et qui a accueilli de nombreuses générations d'élèves tant de Boën que des communes avoisinantes.

En 1903, les congrégations religieuses sont dissoutes. Les bâtiments du 14 de la rue de Lyon, le pensionnat des frères, seront rachetés par M. Rose de Leigneux pour assurer la continuité de l'établissement, préserver sa mission et son personnel enseignant et pérenniser ainsi l'existence de l'école catholique.

1929 marque l'histoire de l'établissement car ce n'est plus un seul particulier qui détient l'immeuble et ses dépendances mais la Société anonyme immobilière du Lignon qui se constitue officiellement et prend en main la destinée de l'institution.

Avant 1939 un cours agricole était dispensé et entre autres formait de nombreux greffeurs de vigne pour faire face à la crise du phylloxéra. L'enseignement primaire y avait toute sa place.

Dans les années 1940, 120 élèves, dont la moitié d'internes, fréquentaient l'ensemble des cours ; à cette époque aussi, on pensa à l'enseignement technique et après 1945 on y forma des tourneurs-ajusteurs, des fraiseurs de qualité, indispensables aux industries locales (Moizieux-Gauchon). Cette école qui se spécialisa dans l'enseignement technique durant la 2^e moitié du XX^e siècle ferma définitivement ses portes en 1990.

Le registre de l'Amicale des anciens élèves

Les membres, les enseignants, les orientations... les anecdotes.

Un registre de l'amicale des anciens élèves a été sauvé au moment de la démolition du bâtiment en 1997. Il nous livre de précieux renseignements sur l'établissement et sur son environnement humain, social et politique.

La date de fondation de cette association est le 11 avril 1924 sous la présidence de M. Antoine Deléage, directeur de l'institution du pensionnat Notre-Dame du Sacré-Cœur. Messieurs Coiffet, Faverjon, Senore, Mourlevat, Cheminal, Commarmond, Perronnet, Gaumond, Damas, Barrou constituent le bureau provisoire.

A l'assemblée générale du 25 mai 1924, un hommage appuyé est rendu à M. Violet *de douce mémoire*, l'homme qui en 1892 avait réalisé le premier sauvetage. M. Larrue, ancien professeur, assiste à la réunion.

Les buts très précis sont fixés dans les statuts :

- 1/ Renouer les anciennes relations de collègue.
- 2/ S'entraider par des services d'amitié.
- 3/ Aider les élèves sortant à se placer selon leurs goûts et leurs aptitudes intellectuelles.
- 4/ Etablir des relations entre les anciens et les jeunes élèves.
- 5/ Et surtout prendre en main les intérêts de l'école libre, recruter des adhérents, des membres bienfaiteurs, des défenseurs militants de l'enseignement catholique.

Le chanoine Boudarel, curé de Boën, ainsi que M. Deléage rentrent au conseil d'administration. Les délégués de 11 communes alentour (Ailleux, Bussy, Cezay, La Valla, Leigneux, Marcoux, Marcilly, Saint-Georges, Sainte Foy-Saint-Sulpice, Sail, Saint-Sixte) siègent aussi dans cette assemblée.

A l'assemblée générale du 31 août 1924, une messe est célébrée à l'intention des anciens élèves morts pour la France lors du conflit 1914-1918. Après l'office, fut bénite une "belle plaque émaillée, sur laquelle... sur quatre colonnes sont inscrits les noms... de nos 82 victimes de la guerre". L'école à partir de cette date... *suivra désormais les programmes officiels qui permettront la préparation au certificat des écoles de l'Etat...*

A l'assemblée du 11 novembre 1924, on commémora la victoire du 11 novembre 1918, une lecture de la liste des morts pour la France fut faite par le jeune Georges Ponchon.

Le 16 août 1925 la séance est ouverte par la messe célébrée par le révérend père Dumas, professeur à l'école de Sorèze, ancien élève de Boën. M. Moulard, ex-frère Stanislas et ancien professeur est venu de Serrières en Ardèche. On y annonce la fondation d'une caisse de retraite diocésaine pour les professeurs de l'enseignement libre à laquelle les amicales d'anciens élèves doivent participer financièrement.

Le nombre de sociétaires, à la date du 7 février 1926, est estimé à 200 membres et la cotisation annuelle passe de 6 à 8 F. Mais les propos des orateurs paraissent très pessimistes et plutôt tranchés : *Nous constatons douloureusement que le déclin de la France, la disparition de la conscience, correspondent à la déchristianisation de notre patrie...*

Le 6 février 1927, M. Coiffet quitte la présidence et c'est M. Chavallard André, industriel, rue de Roanne, qui lui succède à ce poste de responsabilité ; c'est à cette même date que M. Barrou invite les membres actifs de l'amicale à assister à la séance de cinéma, muet, qui présentera le film de l'association DRAC (Droits des religieux anciens combattants) regroupant des prêtres, des religieux, des aumôniers, des brancardiers, des infirmiers. Cette association de défense est conduite avec beaucoup de détermination par l'abbé Bergey, député de la Gironde, contre les tentatives du gouvernement de spolier ces soldats sans armes de leurs droits d'anciens combattants. L'abbé Bergey viendra d'ailleurs, en personne, animer un meeting dans le parc des Chabert à Giraud. En 1927 c'est le commandant de La Font Chabert qui autorisera la rencontre.

Le 20 février 1927 l'assemblée, outre les membres habituels, reçoit deux professeurs, Messieurs Alléon et Besset. L'ordre du jour fixe l'assemblée générale au 13 mars et le banquet de clôture chez M. Maurice Escalon, place Saint-Vincent à Boën pour la somme de 13 F par convive (vin, café, marc compris). Le 13 mars, les propos du conférencier, M. Chavallard sont incisifs. Il souligne : *l'impérieuse nécessité actuelle, pour lutter contre la vague montante de l'athéisme et de l'anarchie de revenir et suivre les maximes évangéliques et d'obéir aux lois sociales de l'Eglise.*

En date du 22 mai 1927, le pensionnat semble connaître des difficultés financières et le conseil d'administration décide de verser une aide immédiate de 1 000 F. Il en est de même au 3 juillet 1927, une nouvelle contribution de 506 F est allouée pour payer les fournitures des élèves indigents ainsi que pour payer leurs frais de scolarité ; de plus, il est offert onze livrets de 10 F de la Caisse d'épargne pour ceux qui ont obtenu le certificat ; 90 F sont répartis en outre pour les prix aux premiers de chaque classe.

Février 1928 est une date charnière ; l'amicale filles et l'amicale garçons des écoles libres de Boën décident de se regrouper pour avoir plus de force et d'influence. La présidente est M^{me} Jules Gourcy l'épouse du maître horloger qui sera plus tard, chef de la musique.

C'est en 1929 que sont évoqués et mis en place les cours pratiques et techniques d'apprentissage annexés à l'école. MM. Rivoire et Derue y assurent l'enseignement l'un en mécanique, l'autre en menuiserie. Cette

initiative fondera les bases, des années plus tard, du lycée technique A.-Arquillière. Ces cours sont ouverts les samedis de 13 h à 15 h et comprennent ajustage, tournage, forge et menuiserie. Des devoirs écrits accompagnent l'enseignement et doivent être rendus le samedi suivant. Les industriels locaux sont invités à envoyer leurs jeunes ouvriers fréquenter les cours d'apprentissage adultes :

cours de forge,	les lundis	de 19 h 30 à 20 h 30
cours d'ajustage et de tournage	les mercredis	de 19 h 30 à 20 h 30

Les cours de dessin viendront plus tard et l'ensemble dispensé sera payant. Les professeurs titulaires MM. Viillard (forge), Rivoire (mécanique) et Derue (menuiserie) seront les responsables.

Le nombre de sociétaires s'élève à 350 en 1930 et le diocèse de Lyon scolarise 30 % des élèves dans ses écoles privées.

En 1931, l'aide financière de l'amicale en faveur des jeunes élèves du pensionnat se monte à 2 670 F, ce qui est assez important.

L'année 1932 présente son assemblée générale au mois de juin et c'est l'archiprêtre Giraudet qui assure l'office d'ouverture de la journée. M. Deléage dirige toujours l'école et y reçoit les deux amicales pour cette matinée de travail.

Président : M. Chavallard, présidente : M^{me} Jules Gourcy, vice-présidente : M^{me} Monnery et M^{me} la Supérieure des religieuses de l'hospice.

Le banquet de clôture a lieu pour la première fois au pensionnat.

En 1934, les effectifs sont de 135 élèves dont 75 enfants de Boën.

A partir de cette date le registre n'a plus de comptes rendus jusqu'en 1948. Les événements d'avant 1939 et la guerre de 1939-1945 ont-ils mis en sommeil l'activité des anciens élèves ? Pour l'instant nous n'avons aucune réponse.

Vers l'enseignement technique

Le 18 février 1948, se tient une réunion dans le but de reconstituer l'amicale. Le bureau se crée autour de M. Joseph Coiffet, président d'honneur, de M. Roger Goutte, président. La décision de monter un groupe artistique, d'éditer un bulletin fut approuvée à l'unanimité.

L'assemblée générale du 29 août 1948 ne révèle rien d'important si ce n'est que l'abbé Molager de Boën célèbre la messe traditionnelle. M. Moulard, le fondateur est présent.

Le 24 avril 1949, l'archiprêtre Legros accueille monseigneur Bornet en présence de 250 amicalistes catholiques, dans la grande salle de l'Etoile. M. Jacquet de Saint-Etienne-le-Molard, conseiller général, est présent à cette assemblée.

1949 : Messieurs Escalon et Coiffet font part au conseil d'un projet de création dans une annexe des locaux scolaires d'une section technique... ce sera M. Alexis Paquet, ingénieur et industriel à Boën qui assurera la direction. M. Bouchut dirige l'école en 1950.

En 1951, M. Paquet qui ne dispose pas d'assez de temps pour diriger les cours techniques demande à être remplacé par M. Paul-Robert Devantery. Le conseil approuve en entier cette décision.

Enfin, en 1953, le 25 septembre, le principe de la fondation d'une Association scolaire professionnelle est adopté par une délibération du conseil d'administration de l'amicale des anciens élèves, signée du président Goutte, du vice-président Gaumon.


Le registre s'arrête à cette date.

Gérard Chaland

Antoine Cuisinier



Cour de récréation du pensionnat



SOUVENEZ-VOUS DANS VOS PRIÈRES
DE
CLAUDE VIOLLET
Ancien Directeur du Pensionnat N.-D. du Sacré-Cœur
Pieusement décédé à Boën, le 6 février 1920
dans sa 69^e année.

—*—

L'éternelle possession de Dieu est la récompense
du temps bien employé. *(St-Bernard)*

Jésus-Christ promet la souveraine récompense à
ceux qui prennent soin des enfants, et il les encourage
par son propre exemple et par celui de son Père.
(St-Jean Chrysostome)

Quelle œuvre plus grande que celle d'instruire et
de former la jeunesse. *(Le même)*

Allons! Le bon Dieu est un bon père; il sait
mieux que nous ce qu'il nous faut.
(Réflexion qui lui était familière)

J'ai eu bien des difficultés, mais le bon Dieu ne
m'a jamais abandonné; j'ai bien à le remercier,
ainsi que les personnes qui m'ont aidé.
(Une de ses dernières confidences)

IMP. COMMARMOND, BOËN

Un ancien directeur



ELEVES DE L'ECOLE TECHNIQUE DE BOËN 1955

1^{er} RANG DEBOUT
de Gauche à Droite

1 FRANÇON
2 AUBERT Alain
3 CARBON René
4 CHALAND Gérard
5 POYET
6 LAURENDON

2^e RANG DEBOUT
de Gauche à Droite

7 SERRIERE Bernard
8 MICHALET
9 FERRAUD
10 POIZAT
11 SIMON J.P.
12 TINARD
13 FOUILLOUSE R.
14 DESCOMBE J.B.
15 MASSARD J.
16 LAURISSE
17 BERINCHI
18 CHOLLTON

3^e RANG DEBOUT
de Gauche à Droite

19 Frère PAUL
20 Monsieur VARILLON
21 CHARLES Pierre
22 PIAT G.
23 FOUGEROUSE
24 COSTE J.
25 MILLAN
26 FOUILLOUSE P.
27 FOURNIER
28 GAUDARD M.
29 BLANC R.
30 CHAMBLACE
31 CLAUSTRE
32 Monsieur DEPALLE

4^e RANG ASSIS
de Gauche à Droite

33 DEVAUD
34 ETHIEN
35 LERMET
36 COURTINE
37 REYNAUD A.
38 REYNAUD E.
39 BARCET
40 FAUCOUP M.
41 FOUILLOUSE J.
42 GAYTE
43 REYNAUD B.
44 BREUIL R.

Desgoutte droguerie - Jette épicerie – Giroudon – sols et murs

12, rue de Lyon

La droguerie Dégoutte va s'installer au 2 de la rue de Lyon vers 1933 ; Joannès Jette, né en 1882, ouvre une épicerie. Il avait épousé Marie Chazal, née en 1888. Tous deux étaient issus du milieu paysan. Ils s'étaient mariés à Montverdun le 29 octobre 1908.

L'âge de la retraite importait peu à ces commerçants d'autrefois et le père Jette, bien qu'âgé, se déplaçait à vélo sans enlever son grand tablier bleu.

Le café arrivait tout vert chez les épiciers qui sortaient sur le trottoir leur torréfacteur. Cet engin chauffait au charbon et l'on grillait le café. La bonne odeur s'en répandait partout, et attirait les marmots du quartier. Une odeur et une silhouette dont beaucoup se souviennent.

Après eux, c'est la vitrine Giroudon qui affiche "revêtement de sol et droguerie". Le magasin fut tenu par madame Rival et madame Rivière avant de fermer et d'être démoli pour construire à la place l'immeuble "Beau Soleil".

Daniel Baby

Hôtel des Voyageurs Louis Perronet

10, rue de Lyon

En 1840, la rue de Lyon serpente dans les vignes, mais les plus avertis des commerçants ont vu tout de suite le parti qu'ils pouvaient tirer de ce nouvel axe de circulation.

Pendant que les Gaytte construisent leur hôtel des Postes fini en 1846, on construit des hôtels de voyageurs. Celui qui occupait le 10 de la rue de Lyon était remarquablement installé au croisement de deux rues, la rue Alsace-Lorraine et la rue de Lyon. Il existe en 1892 et il est construit sur le plan traditionnel convenant aux voitures à cheval : grand porche voûté en pierre, grande cour, grands hangars pour les calèches, écuries, corps de bâtiment avec salle d'auberge cuisine et dépendances au rez-de-chaussée et chambres à l'étage.

A l'aube du XX^e siècle, à l'arrivée du chemin de fer, l'hôtel avait sa calèche à son enseigne, si bien que les voyageurs arrivant en gare de Boën et désirant une chambre en ville n'avaient pas beaucoup à chercher. C'est au petit trot qu'ils arrivaient à l'hôtel qui devait ressembler beaucoup au relais de poste, en plus petit évidemment.

Dans un hangar, caché aux yeux des clients, le corbillard était remisé. A l'époque, on n'enterrait pas les gens à la sauvette. On ne cachait pas les morts. Ils étaient dans leur lit, dans leur maison. La foule des amis venait se recueillir devant le corps. Ensuite on faisait appel au service d'un hôtel qui fournissait le corbillard et le cheval, d'abord pour porter le cercueil de la maison à l'église, tandis que le cortège funèbre se formait de lui-même puis, après la messe des morts, de l'église au cimetière, toujours en cortège. Ainsi le voulait la coutume. On accompagnait le défunt de son lit de mort à sa dernière demeure. Plus tard, la voiture succéda au cheval. L'ingénieur Roger Dessaigne aménagea un C4 en corbillard.

La famille Perronet, originaire de Saint-Etienne-le-Molard, s'installe à Boën en 1892 dans l'hôtel des Voyageurs. Louis Perronet, né le 29 janvier 1861, n'était pas destiné à être hôtelier ; son père était jardinier. Il épouse Simone Massard et ils élèvent 4 enfants : Antoinette, Jeanne, Jules et Louis.

Ce dernier, né le 21 mai 1891, deviendra hôtelier à son tour. Marié en 1921 à Virginie Moizieux, ils ont une fillette Raymonde qui meurt accidentellement à l'âge de 15 ans.

Deux générations de maîtres d'hôtel ont marqué la vie locale. Et comme tous les deux s'appelaient Louis Perronet, les Boënnais n'ont pas eu de peine à en garder le souvenir.

Après eux, la famille Arthaud vécut l'agonie de l'hôtel.

Aujourd'hui c'est la banque de Crédit Agricole qui remplace l'hôtel. La capacité hôtelière de Boën diminuait. La municipalité, consciente du problème, a failli s'opposer à la vente par son droit de préemption.

M. Coudol avait juste à côté un petit magasin d'épicerie avec appartement, 3 pièces en bas, 1 en haut.

L'hôtel des Voyageurs avait accordé le droit de passage à cet appartement par le porche d'entrée et le droit de prendre l'eau à la pompe. M. Coudol vendit son fonds en 1930 à mesdemoiselles Gauthier et Grange auxquelles succédèrent les sœurs Miomandre.

En 1945, les prisonniers de guerre revenant de captivité étaient reçus au centre d'accueil dans cette ancienne épicerie. Cet emplacement a subi le sort de son voisin l'hôtel des Voyageurs et fut démoli au profit d'un immeuble locatif "La résidence d'Urfé".

Marie-Claude et Daniel Baby



Laveille ébénisterie

8, rue de Lyon

En 1876, Louis Laveille a 70 ans. Il tient son magasin avec son épouse Antoinette Meunier, 59 ans, et leurs 3 enfants : Marie 32 ans, Marie 29 ans et le petit Michel 10 ans.

Ce dernier continuera après son père, fondera une famille de 3 enfants, calquée sur le modèle du père : 2 filles et un garçon Henri ,dernier né en 1912.

Henri, troisième et dernier ébéniste de la famille, développe son entreprise en ajoutant une scierie à sa fabrique de meubles.

Alain Gouttebroze, le fleuriste prit sa place, son magasin disparut dans l'incendie de 2007 et fut transféré place de l'Hôtel-de-Ville dans l'immeuble neuf.

Daniel Baby

Histoire des maisons n^{os} 2 et 4, rue de Lyon à Boën

Familles Desgoutte, Reynaud, Tomadesso

M. Claudius Desgoutte, né en 1896, et son épouse Jeanne Brenol exploitent une droguerie au n° 12 de la rue de Lyon à l'angle avec la rue Alsace-Lorraine et qui sera plus tard l'épicerie de madame Jette et vers 1960, le magasin Solemur de M. Giroudon. L'ensemble sera démoli en 1997 en même temps que le pensionnat et le LEP Arquillère pour laisser la place à l'immeuble "Le Beau Soleil".

Le 1^{er} mai 1930, ils achètent la propriété de madame veuve Papillon *une maison d'habitation sise à Boën, rue de Lyon, élevée en partie sur cave voûtée, de rez-de-chaussée, deux étages et grenier avec terrain attenant d'environ cent vingt mètres carrés, le tout cadastré n° 222 section A, confiné au nord et à l'ouest par la nouvelle place, à l'est par la rue de Lyon et au sud par les bâtiments Laveille, mur mitoyen entre deux* (acte de vente du 1^{er} mai 1930, par-devant maître Marius Maurer, notaire à Boën).

La propriété que vient d'acheter M. Desgoutte à madame veuve Papillon née Chabry, provient d'une vente à M. Jean-Baptiste Chabry en 1876 par Gabriel Gontard, propriétaire et maître d'hôtel et son épouse Marie-Antoinette Blisson. La propriété à cette date est confinée par l'hôtel de ville, le dépôt des pompes municipales et la place de la bascule (acte de vente de 1876 par-devant maître Grenier Jean-Baptiste, notaire à Boën). Les dépendances comportant une cave et au rez-de-chaussée, un dépôt porteront le n° 10 de la place Emile-Mandrillon.

L'acte de vente signé en bonne et due forme, M^{me} et M. Desgoutte créent deux locaux commerciaux d'une superficie totale de 120 m² : l'un pour installer leur droguerie et l'autre qu'ils loueront à M^{me} Valensant négociante en fleurs ; un poste d'essence Lamure situé à l'angle de la rue de Lyon et de la place ravitaillera les automobilistes ainsi que les paysans de la région pour les petits moteurs utilisés dans les exploitations.

Les dépendances-dépôts de la place Mandrillon, anciennes écuries et graineterie de M. Gabriel Gontard vers 1870, seront transformées en local commercial de vente en gros de produits pour la vigne, sulfate de cuivre, soufre, chaux, guano, de sel pour le déneigement, de boissons gazeuses. M. Desgoutte y installe aussi une cuve car il exploite près de 22 000 pieds de vigne, à la Chaux, aux Mendians, à la Bouteresse ; le vin transporté en tonneaux sur une charrette à cheval est livré dans les cafés, chez Dorier, (Groupama en 2011), chez Tissier (les 4 saisons en 2011), rue Saint-Jean.

M. Desgoutte est aidé dans son travail par MM. Baconin, Goutesoulard et Perret qui est aussi ouvrier-carrier chez Sarmaize.

Très actif et généreux, M. Desgoutte accepte, en plus, des responsabilités au sein du conseil municipal animé par M. Ety maire destitué en 1940 par le gouvernement de Vichy comme l'ensemble des conseillers ; il sera adjoint et retrouvera ses fonctions en 1944 quand les FFI, résistants des Forces françaises de l'intérieur réinstalleront le conseil révoqué en 1940.

Outre le fait qu'il soit démis de son mandat municipal M. Desgoutte dut se cacher pour ne pas être inquiété par les sbires de la milice vichyssoise départementale ; malheureusement ce fut M^{me} Desgoutte et d'autres personnes de Boën qui furent arrêtées, emmenées à Saint-Etienne et interrogées sans ménagement par la Gestapo, police secrète allemande. Tous furent relâchés au bout de 8 ou 10 jours, sans avoir fait la moindre révélation.

Après 1945, M. Desgoutte reçut un camion de l'armée pour remplacer celui qui a été réquisitionné à la déclaration de guerre en 1939.

En 1962, M. Léon Reynaud, son gendre, prend la suite et ouvre un dépôt de combustibles, fuel et charbon à Mollian, en bordure de la route 89 allant à Feurs.

Aujourd'hui les immeubles n°s 2 et 4 ainsi que le n° 6 ont été rasés suite à un grave incendie en février 2007 pour laisser la place à un immeuble locatif spacieux et esthétique.

Quant aux dépôts de la place Mandrillon, ils ont été surélevés en appartements en 1982 et abritent aujourd'hui l'association de L'ADMR l'aide à domicile en milieu rural.

J.-L. Tomadesso, R. Reynaud, A. Cuisinier



Du n° 10 au n° 2 : hôtel Perronet, *Accueil des prisonniers*, Laveille, Vallensant, Desgoutte

Histoire des maisons n° 97 et 99 rue de Lyon à Boën

I - L'origine des immeubles

Ces deux immeubles de construction ancienne, fin du XIX^e siècle, concernent plus particulièrement la famille de M. Pierre Berger. Celui-ci habite au n° 97 (actuel de la rue de Lyon) dont il n'est pas encore propriétaire où il exploite un des nombreux cafés de Boën en cette fin du XIX^e siècle et début du XX^e ; il en fera l'acquisition en juillet 1904 de la famille Laveille.

Le 30 juin 1898, par-devant maître Prost notaire à Boën, M. Berger, acquiert par vente l'immeuble n° 99 (actuel) dont sont propriétaires les quatre enfants mineurs orphelins de la famille Gardon ; la vente est passée en présence de Francisque Roche, clerc de notaire à Boën, mandataire du tuteur Jean Gardon, charron à Gleize près de Villefranche. Il constitue ainsi un bloc de deux immeubles, les n°s 97 et 99, qui abritera l'hôtel Terminus Berger, visible sur les cartes postales, juste en face du pont Terray.

Le 31 mars 1921, par devant maître Pontadit, notaire à Boën, Pierre Berger achète à Jean Pradelle, tuilier à Marcilly, un bâtiment à usage d'écurie, aisances et dépendances d'une superficie de 50 m² environ et qui deviendra par élévation le 99 bis (actuel) où habite M. Roger Sarmaize, visible sur les cartes postales.

le 6 avril 1934, la famille Sarmaize achète l'hôtel-café-restaurant "Le Terminus" et la propriété jusqu'au n° 101, actuel, à M. Berger ; le 99 bis jusqu'au 101 actuels étant alors deux écuries-garages.

II – Le café restaurant hôtel Sarmaize

A partir de 1934, l'établissement fut tenu par M^{me} René Sarmaize, René décède en 1941. De 1963 à 1970, date de fermeture du café-hôtel-restaurant, Marie-Andrée (née Vernin) l'épouse de Roger seconda très activement sa belle-mère dans l'entrain journalier de la maison.

Mais le bâtiment a souffert du temps et s'est sensiblement détérioré, des locataires peu scrupuleux causent des soucis. Après le décès de M^{me} René Sarmaize, Roger, aidé par sa femme Marie-Andrée, transforme le bâtiment et y aménage trois appartements. Il revendra l'ensemble en 2001.



III – Des anecdotes

M^{me} Sarmaize avait loué son garage à M. Roger Dessaigne, mécanicien auto, pour qu'il puisse commencer son activité de garagiste... en attendant son installation dans la propre maison de ses parents aux n^{os} 38 et 40 de la rue de Lyon. Un problème juridique avec M. Gras, artisan réparateur de vélos, motos etc., locataire aux 38 et 40, l'empêchait de reprendre le bâtiment hérité de son père Ernest Dessaigne. Il a donc été obligé de rester locataire chez Sarmaize vers 1945 pendant 2 ou 3 ans. On le gardera ensuite pour le travail, pour la voiture et pour les vélos. L'autre petit garage a été loué aux Ponts et Chaussées puis à un instituteur de Boën.

A l'enseigne "Les routiers"

M^{me} Sarmaize préparait des repas pour les camionneurs, toujours les mêmes habitués, et quelques pensionnaires ; la cuisine était simple mais de bonne qualité et on disposait de quatre chambres pour le passage.

Des noms de pensionnaires reviennent à l'esprit : M. Chassaing qui arrivait de Saint-Etienne et qui prenait la correspondance autocar pour Bully ; M. Thevenot, M. Beaudou des Ponts et Chaussées ; M. Porteron électricien chez Jacquet ; M. Collongeon, scieur chez Gatier ; les routiers des transports Bouchet, Amouroux, Coudert, Michelin, la Banque de France de Clermont-Ferrand, etc.

Une anecdote concerne les établissements Michelin de Clermont. Deux chauffeurs qui faisaient des essais de pneus avec des camions devaient impérativement s'arrêter à Boën quelle que soit l'heure, l'après-midi, en revenant de Lyon, le mardi et le jeudi. Ils se retrouvaient chez Sarmaize et y passaient la nuit. Un jour, ils avaient de l'avance sur l'horaire ; ils demandent s'ils peuvent faire des essais dans la carrière ; ils roulent sur les cailloux tranchants, sur les rails des voies des wagonnets, sur le bord des stocks, au pied de la butte... si bien qu'ils éclatent un pneu, en coupent un autre sur le flanc ; ces pneus seront par la suite découpés, étudiés dans les laboratoires de Clermont puis améliorés ; pour eux c'était la joie ; ils ont offert l'apéritif à tout le monde ; l'oncle Marcel était outré car pour lui l'achat de pneus se soldait par une facture très lourde... il ne pouvait pas croire à cela.

Il y avait aussi, pendant quelques jours, sur la place Syveton, Radio-Théâtre avec Lucien Jeunesse. Des caravanes avaient stationné dans la cour et nous avons fourni le courant. J'avais eu droit à des entrées gratuites avec mon cousin Georges.

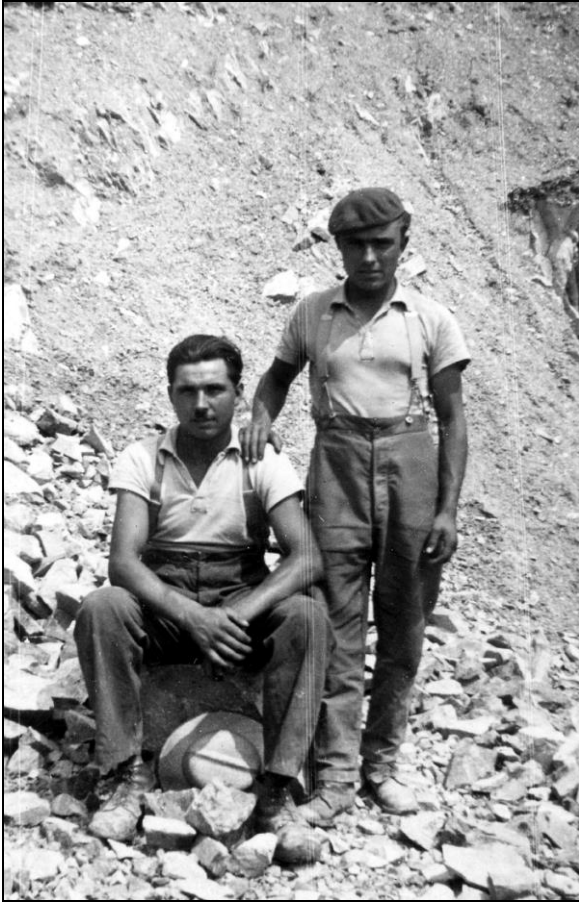
Histoire de la famille Sarmaize
propriétaire de la carrière
dans la 2^e moitié du XIX^e siècle

Un plan du quartier du Pont et d'une partie de la rue de Lyon jusqu'à l'embranchement de la rue du 8-Mai a été dressé dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Il nous montre que l'exploitation de la pierre est une activité pratiquée par de nombreux carriers modestes qui extrayaient le porphyre bleu à l'aide de moyens assez rudimentaires, à la main, avec la masse, la massette, la broche, la barre à mine, parfois la poudre.

Les noms des carriers exploitants figurant sur le plan nous fournissent de précieux renseignements quant au nombre et à l'importance des gisements. Une référence au plan actuel nous permet d'affirmer que ces chantiers d'extraction s'étendaient du n° 101 au n° 73 et concernaient 8 carrières plus ou moins importantes, sur 260 m de longueur.

En venant de Lyon, sur le côté droit, on trouvait respectivement :

1/ La carrière de Pierre Popier	de 30 m sur 25 m de profondeur
2/ La carrière de Dutreyve de Saint-Sauveur	de 60 m sur 25 m
3/ La carrière de Cléophas Picon	de 13 m sur 25 m
4/ La carrière de Michel Rolland	de 12 m sur 25 m
5/ La carrière de Jean-Marie Perrier	de 20 à 25 m sur 25 m
6/ La carrière de Claude Gerifaud	de 90 m sur 25 m
7/ La carrière de Grange	de 40 m sur 20 à 25 m
8/ La carrière d'Etienne Dupuy	de 10 m sur 10 m



Les frères Sarmaize

Ces carrières peu profondes, de dimensions modestes, ont permis d'une part d'élargir la route n° 89 de Lyon à Bordeaux, route royale, impériale, nationale et d'autre part de dégager des espaces suffisants mais nécessaires à la construction de tous les bâtiments qui bordent actuellement le côté droit de la route 89 venant de Feurs.

Minuscules ou de taille moyenne ces exploitations fournissaient jusqu'à une période récente, la pierre pour la construction utilisée telle qu'elle sortait de la carrière car le porphyre ne se retaille pas comme le granite mais surtout de la pierre de tous calibres, cassée d'abord à la main puis plus tard avec des concasseurs mécaniques pour l'empierrement et les réparations des chemins et des routes de la région.

La route n° 89 de Lyon à Bordeaux filait, à ce niveau, tout droit entre ces carrières et la rivière du Lignon longeant la rive gauche de ce dernier à proximité et en amont du pont Terray.

La configuration et le relief de cette rive n'étaient pas celles que nous connaissons aujourd'hui, la place Syveton ou de La Galoche n'existait pas encore. Sur le plan des carrières, des prés existent aux noms de Charles Guyot et de la veuve Berger.



Dans la carrière

Au début du XIX^e siècle

Sur un plan de 1818 provenant d'archives privées, on observe la propriété de la veuve Rousset qui descend en pente douce de la route royale n° 107 de Lyon à Bordeaux et qui comprend jusqu'à la rive, un pré de 130 à 140 m de longueur et de 25 m de largeur soit 3 500 m² et une terre de même contenance avec, en bordure de la rivière, des vernes et des graviers. On peut évaluer la distance de la route au Lignon à environ 40-50 m.

Ce plan nous renseigne aussi sur l'ancienne prise du bief de M. de Chabert conduisant au moulin de Giraud. Contrairement à aujourd'hui, l'eau était dérivée en amont du pont Terray par un barrage construit en fascines, c'est-à-dire des piquets ancrés dans le lit de la rivière et entre lesquels sont tressées des branches souples ; l'eau passait sous la 3^e arche du pont, près de la route, sur la rive gauche.

Progressivement ces terrains agricoles en déclivité sur la bordure gauche du Lignon vont être utilisés comme décharge et remblayés par les carriers d'abord puis par les habitants qui construisent leurs maisons et enfin, peut-être, par la ville entière qui trouve là une facilité à se débarrasser des gravats et de tout ce qu'une collectivité peut produire ; si bien, que progressivement, une plate-forme assez vaste va relier la route à la limite extrême du bord de la rivière créant ainsi un talus assez important ; cet espace deviendra une place qui accueillera, entre autres, le train départemental à voie étroite de Boën à Roanne, une place plus connue sous le nom de Syveton ou de La Galoche.

La famille Sarmaize

La famille Sarmaize est originaire de la commune de Marcoux. Jean-Baptiste Sarmaize voit le jour dans ce village des coteaux du Forez en 1876 ; en 1904, il épouse Zoé Ducros dont la famille habite au n° 101 (actuel) de la rue de Lyon et qui possède la parcelle n° 152 au cadastre C ; Cette parcelle rocheuse contient un porphyre bleu de grande qualité.

Jean-Baptiste Sarmaize commence alors l'extraction de ces matériaux à la main sur ladite parcelle. Les moyens sont rudimentaires et il ne faut pas plaindre ses efforts pour manier les outils qui n'ont guère changé depuis des siècles. Des tâcherons secondent Jean-Baptiste dans l'extraction de la pierre à bâtir.

Deux enfants viennent égayer le foyer : en 1906, René, le père de Roger notre témoin et, en 1910, Marcel, le père de Georges.

En 1914, Jean-Baptiste est mobilisé et part à la guerre. La carrière de la parcelle n° 152 est réquisitionnée par l'Etat pour extraire des matériaux, par les Allemands aussi. Un concasseur est installé sur le bord de la parcelle 152, le long de la RN 89, entre le n° 101 actuel et le n° 1 du faubourg Mollian, proche du bâtiment Barthélemy. Ces matériaux tombent directement dans les wagons du train départemental à voie étroite, "La Galoche", qui relie Boën à Roanne car la voie ferrée longe les bâtiments n^{os} 99 et 101 (actuels), le Dévieux à gauche de la RN 89 (la tranchée visible sur les cartes postales) en direction de Feurs puis à gauche vers Arthun (actuel giratoire à la loge de vigne).

L'extraction pendant cette période difficile, est placée sous le contrôle de l'entreprise de maçonnerie Gatier de Boën, le responsable en chef étant M. Genebrier, carrier de Chalain-d'Uzore. Après concassage, tous les matériaux extraits des carrières de la région : le mont d'Uzore, Sainte-Anne, Chalain, Boën partaient pour les champs de bataille de l'Est.

La réquisition levée, M^{me} Zoé Sarmaize ne peut pas reprendre immédiatement et normalement ses droits de propriétaire de la parcelle n° 152 encore sous le contrôle de Gatier.

A pied, elle gagne Chalain-d'Uzore où elle rencontre M. Genebrier, responsable des carrières qui l'accueille avec cordialité et gentillesse et avec qui elle s'entretient des difficultés qu'elle rencontre à faire valoir ses droits ; celui-ci prend l'affaire en main, obtient la résiliation et l'abandon purs et simples de la réquisition de sa propriété n° 152 ; grâce à M. Genebrier, elle rentre enfin dans ses droits. Elle lui en sera toujours reconnaissante.

Au retour de la guerre, en 1918, Jean-Baptiste Sarmaize reprend ses activités à la carrière 152, toujours à la main, avec des tâcherons car le concasseur a été démonté et enlevé. Sur cette parcelle fut construit une sorte

de chalet qui servira longtemps de dancing à la jeunesse du pays ; ce modeste bâtiment s'élevait à une vingtaine de mètres de la RN 89 dans la partie haute, côté Feurs ; vers 1920-1922, pour les fêtes et les dimanches, René Sarmaize, le père de notre témoin, allait servir comme barman ; mais malheureusement, le chalet fut détruit par un incendie en 1926-1927 alors que René effectuait son service militaire au Maroc.

Les affaires prennent de l'ampleur et l'exploitation se développe

Le 26 janvier 1922 Jean-Baptiste Sarmaize achète la parcelle 161 à M. Guyot. Au retour de l'armée de René, la famille Sarmaize, père et fils, monte son installation de concassage-criblage de marque Bergeaud de Mâcon sur la parcelle 152 à la place du dancing ; l'ensemble comprend des trémies sous lesquelles les camions effectuent leur chargement, soit 40 à 42 m³ par jour.

On s'agrandit à nouveau

Le 28 novembre 1938 l'entreprise Sarmaize achète la parcelle 160 à M. Charles ; la carrière est constituée de quatre parcelles cadastrées n° 152-160-16 et 162 ce qui représente la totalité de l'entreprise Sarmaize, père et fils.

1939, c'est à nouveau la guerre ; l'activité de la carrière s'arrête car deux des camions sont réquisitionnés, deux camions Renault Y FAB tri-benne, un qui part avec René et l'autre qui est pris par l'aviation. Marcel et René sont mobilisés. L'entreprise n'a plus son personnel, le matériel fait cruellement défaut.

A son retour, Marcel Sarmaize reprend petit à petit l'exploitation en 1942-1943 ; quant à René, prisonnier malade en Allemagne, il décède malheureusement dès 1941. Marcel Sarmaize continue donc seul avec un seul camion neuf, un Berliet VDGAC15 tri-benne que René avait commandé car il se voyait revenir au pays, mais le mauvais sort en décida autrement. Une meilleure nouvelle cependant...

Entre-temps, un camarade de Marcel Sarmaize (oncle de Roger) retrouve le camion Renault à Carcassonne, celui réquisitionné par l'aviation. Il le récupère avec M. Brenol, agent Renault, rue de Lyon. Le retour est difficile compte tenu de l'état défectueux du véhicule qui, une fois révisé par M. Brenol, reprit un service normal.

En 1955, Roger Sarmaize (notre témoin), fils de René décédé, continue à travailler à la carrière avec son oncle Marcel et son cousin Georges. En modifiant l'installation de concassage, la production passe à 55-58 m³ jour. Le matériel moderne se compose de tracto-pelle, pelleteuse, compresseur, 3 camions Berliet tri-benne, ce qui permet alors la constitution de stocks de matériaux pour les commandes de très court délai des clients comme les Pont et Chaussées, les communes et quelques particuliers.

L'exploitation cesse définitivement en septembre 1969 suite au décès de Marcel Sarmaize. Le matériel est vendu et depuis cette date, il ne reste plus qu'une plate-forme.

De nombreux carriers ont travaillé chez Sarmaize :

Avant 1938 : Jean-Baptiste Sarmaize, René Sarmaize, Marcel Sarmaize, Joseph Chazal, Joannès Poix, Laurent Triomphe, Béal et Félix (tâcherons).

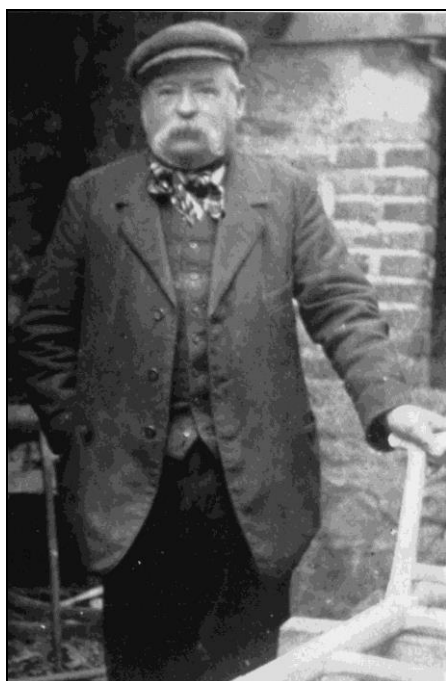
De 1941 à 1969 : Marius Perret, Triomphe, Chazal, Combe, Gonin, Latour, Petaud (chauffeur), Salazard, Steclin, Murat, Meunier, Francisque Chauffaud, Jean Chauffaud, Marcel Sarmaize, Faye, Couchot, Laurent, Vernet (chauffeur), Jeampierre.

Roger Sarmaize, Antoine Cuisinier

Histoire de la maison n° 95 de la rue de Lyon à Boën

Familles Laurent, Boucher, Chapot

Entre les deux guerres (14-18 et 39-45) cette maison abrite les activités de M. Laurent qui exerce son métier de charron et qui tient un poste d'approvisionnement en essence pour les quelques voitures automobiles de la région et pour celles qui circulent entre Lyon et Clermont. Mais, à cette époque, le métier de charron nourrit bien son homme tant sont nombreux les véhicules indispensables à l'agriculture hippomobile : tombereau, char à banc, jardinière pour le marché, doublier, "massot", quelques voitures de promenade des familles aisées. L'art du charron est difficile et précis, la roue étant un objet tendant à la perfection tant dans la mise en œuvre de ses différentes pièces que dans leur assemblage final sans oublier ce qui en détermine la solidité et la durée, le cerclage à chaud.



Ancien charron Laurent

Marié à M^{lle} Nourrisson, M. Laurent continue ses activités jusqu'avant 1939. Il décède, laissant une veuve et un enfant, Antoine. M^{me} Laurent continue la distribution du carburant (voir photo p. 42)

En 1940, l'armée allemande envahit, en un éclair, tout le nord de la France. Les populations désemparées de ces régions refoulent vers le sud craignant pour leur vie. C'est à l'image du peuple juif, le phénomène de l'exode.

La petite bourgade de Boën n'y échappe pas et selon de nombreux témoins que nous avons interrogés, le mardi, 18 juin 1940, date de l'Appel du général de Gaulle depuis Londres, les rues de Lyon, de l'Hospice sont bondées, la foule des réfugiés est dense, les charrettes chargées de menus biens, les vélos avec des remorques, des chars à bras accompagnent tous ces malheureux.

Cinq avions allemands passent au-dessus des maisons, mitraillent la place de l'Hôtel-de-Ville, les toits des bâtiments entre les deux rues et lâchent quelques bombes sur Malenfêtre et sur la briqueterie Pradelles à Marcoux. M^{me} Coignet, l'épouse du docteur, est blessée à la cheville.

Certains réfugiés s'arrêtent, sont accueillis au Château, d'autres ne vont pas plus loin et se fixent au pays, s'embauchent ici ou là, dans les usines. C'est le cas de M. Boucher qui arrive du Nord. Plus tard, il fait la connaissance de M^{me} Laurent et se marie avec elle.

Le n° 95 porte l'enseigne Boucher avec bistrot et poste d'essence. L'atelier de l'ancien patron abrite alors Henri Murat qui exerce dans le transport et qui fait un peu de mécanique. C'est le futur beau-père de Maurice Vincent exploitant de carrière.

En 1961, le bistrot, le poste d'essence et l'atelier sont vendus à Lucien Chapot et à son épouse Jeannine, née Epinat. Tandis que Lucien, patron d'une auto-école, donne ses cours et entraîne ses élèves à la conduite en vue de l'obtention du permis de conduire, son épouse s'active au café et au poste d'essence. Malheureusement, dans les années 1975-1980, les distributeurs de carburant disparaissent les uns après les autres, les compagnies prétextant le manque de rentabilité et les autorités celui de la sécurité en ville. Le poste du n° 95 ferme ses pompes et c'est un manque à gagner important pour le propriétaire.

Madame Chapot ouvre alors un service de restaurant qui est très apprécié par les nombreux routiers dont aucun ne manque de faire halte pour bien se restaurer d'une cuisine saine de produits frais. Le café-restaurant est vendu en 1995. Quant à M. Lucien Chapot, il exerce pendant ce temps sa profession de moniteur-patron d'auto-école et pourtant rien au départ ne le destinait à ce métier.

Né en août 1935, à Saint-Martin-Lestra, il accomplit sa scolarité dans son village, puis il s'oriente vers le métier de pâtissier et s'installe avec sa famille à Saint-Etienne, quartier Saint-Roch. Son père étant décédé jeune, il se trouve rapidement devant ses responsabilités notamment celle d'aider sa mère dans l'éducation de ses jeunes sœurs de 9 ans.

Malheureusement, la guerre d'Algérie stoppe net ses activités car malgré son statut de soutien de famille, il doit partir combattre en Afrique du Nord dans le cadre de son service militaire.

A son retour, pour des raisons de santé, il opte pour le métier de moniteur d'auto-école à l'exemple d'un cousin proche qui exerce dans le département du Rhône.

Il s'installe à Boën et ouvre un bureau au n° 16 de la rue de Lyon le 30 juin 1959, en face de l'ancienne gendarmerie, un autre bureau à Saint-Germain-Laval et le dernier à Saint-Just-en-Chevalet où il aime passer les fins de semaine en famille dans sa maison du Noyer, entouré de nombreux amis.

A Boën, une deuxième auto-école existe, celle de M. Lombardin, rue des Tanneurs. Plus tard, M. Plagne s'installe rue de Clermont.

M. Lucien Chapot est dynamique et entreprenant. Il fonde une auto-école à Montbrison, la CECA avec cinq de ses collègues : Messieurs Décultieux, Valezy, Badioux, Bayet et Dildarian. L'expérience dure pendant deux ans puis la société est dissoute et M. Chapot revient à Boën travailler à son compte. Les problèmes de santé s'aggravent et M. Lucien Chapot nous quitte en 1987 à l'âge de 52 ans.

J. Chapot, J. Darras, Antoine Cuisinier



Charron Laurent, rue de Lyon

Histoire de la maison n° 87, rue de Lyon et de la famille Massacrier-Bréasson

Nous connaissons bien cette histoire car c'est un des membres de la famille, André Bréasson, né en 1908, qui la raconte dans le livre familial aux pages minutieusement dactylographiées et remarquablement documentées. Instituteur public, il a consacré beaucoup de son temps à la rédaction de cette saga et il a, tout d'abord, consulté les registres d'état civil pour démêler l'écheveau généalogique.

Généalogie succincte

Jean-Claude Bréasson (1836-1916) épouse Louise Rochagneux, dont il a deux enfants qui suivent :

- Pierre Bréasson (1877-1948)
- Marguerite Bréasson (1879- ...)

Il se consacrera ; à la pharmacie, à l'herboristerie et à la photographie

- Pierre se marie avec Catherine Dessaigne (1878-1925)
- Marguerite Claudine épouse Marius Massacrier

Pierre a deux enfants : André (le narrateur) et Marcelle, tous deux seront instituteurs.

Les Bréasson

Jean-Claude Bréasson (1836-1916)

Il se place vers 1850 chez un menuisier de Saint-Sixte ; il habite alors la maison paternelle de la Prébende ; vers 25 ans, il fait "son tour de France" dans le compagnonnage ; il travaille à Paris où il fabrique des *bas buffets* ; un patron l'accueille à Bordeaux ; avec ses compagnons italiens, il s'exprime en patois de Saint-Sixte pour se faire comprendre. Mobilisé pour la guerre de 1870, il séjourna dans la chapelle des Pénitents, lieu de cantonnement à proximité du château de Boën.

Puis il s'installe à son compte à Saint-Sixte puis à Boën rue de l'Hospice, actuelle rue du 8-Mai.

A l'âge de 40 ans, il se marie donc avec Louise Rochagneux.

- Leur fils Pierre naît en 1877.
- Leur fille Marguerite Claudine dite Claudia voit le jour en 1879.

... Le 10 novembre 1882 (Jean-Claude Bréasson) acheta l'emplacement sur lequel il fit construire une maison... Cet emplacement est, en partie au moins, taillé dans la colline... et derrière la maison, se dresse une sorte de falaise de rochers gris clair tachés de rose.

Après les orages, des pierres se détachent et arrivent jusque dans la cour malgré le mur de pierres sèches qui la ferme... Cette maison comprenait au rez-de-chaussée un magasin et un dépôt (ce que l'on voit sur la photo des dragées).

Derrière le magasin, il y avait une cuisine et à l'arrière du dépôt une cour ouverte sur le côté de laquelle il y avait un local fermé qui servait de cave...

Derrière tout cela, une cour assez vaste... d'un côté un hangar et de l'autre l'atelier de mon grand-père (menuiserie de Jean-Claude Bréasson) et un réduit...

Un lumbago obligea [mon grand-père] à cesser son métier de menuisier... Il ouvrit alors un café-restaurant dans sa maison... Ma grand-mère [Louise Rochagneux] mourut le 25 mai 1899 âgée de 49 ans... mon grand-père avait 63 ans, mon père [Pierre Bréasson] 22 ans et ma tante [Claudia Bréasson] 20 ans.

Claudia Bréasson

C'est Claudia Bréasson pourtant plus jeune qui se marie la première en 1905 avec Marius Massacrier. Ils habitent d'abord Saint-Etienne pendant la guerre de 1914-1918. Après la fin des hostilités, ils s'installent à Boën, au n° 87 de la rue de Lyon.

Plus tard... vers 1925

... Le magasin fut loué à une maison d'épicerie, l'Etoile blanche, qui y établit une de ses succursales. Ma tante [c'est André qui parle] en fut la gérante pendant un certain temps. Plus tard, elle fit construire des logements au-dessus du dépôt qui fit place à un nouveau magasin que vint occuper la succursale de l'Etoile blanche... vers 1925. Mais avant, l'installation de l'Etoile blanche les locaux sont exploités par Pierre, le frère de CLaudia.

... C'est sans doute en 1904 que mon père [Pierre Bréasson] installa sa boutique d'épicerie-droguerie à la place du café-restaurant [de Jean Claude]...

Pierre Bréasson

Pierre Daniel Bréasson est né le 13 décembre 1877.

... Il obtint le certificat d'études le 11 juin 1891 à 13 ans ½... [il] entra comme commis dans une épicerie de Saint-Etienne, l'épicerie Guillot près de la place Chavanelle.

Mon père [donc Pierre] très fatigué, dut revenir à Boën... Quand [il] fut rétabli, une place d'élève à la pharmacie Marion à Boën [place de la République], se présenta. Mon père entra dans cette place... Il fut donc employé chez Marion à partir de 1897 au moins jusqu'à 1902...

1 m 56, c'était un petit homme, mais nerveux, vif... deux photos nous prouvent que mon père fit de la photographie dès le temps où il était chez Marion.

Son ami Geissant (qui tenait l'épicerie en face du château) avait lui aussi le goût de la photographie... les deux amis purent faire de la photographie en couleurs dès que le procédé *Lumière* fut commercialisé. On considère que M. Geissant fit les premières photographies en couleurs vers 1908-1909. En effet la famille possède des plaques du château de Boën datant de cette époque (fonds Geissant).

Ce n'était pas une petite affaire :

Les plaques impressionnées devaient passer... dans une vingtaine de bains dont près de la moitié à l'obscurité totale.

Les cuvettes contenant les bains étaient disposées à la cave dans leur ordre d'utilisation. Celles pour lesquelles on pouvait admettre la lumière étaient disposées en ordre, elles aussi, sur le pourtour d'une table placée dans la cour... On comprend... les efforts de deux passionnés de photo pour mener à bien de telles opérations... De l'amateurisme, mon père était passé à la photographie professionnelle lorsque fut installée sa droguerie [au n° 87]...

La fin de la droguerie dut être aussi celle de la photographie professionnelle...

Pierre Bréasson partit travailler à la pharmacie Du-Fayard, à Lyon, vers 1902... Le 4 février 1904, il avait quitté Lyon et était revenu à Boën... Mon père venait donc d'installer (à cette date NDLR) un magasin d'épicerie-droguerie à la place du restaurant de son père...

... Ma tante Claudia [la sœur de Pierre] avait deux amies... Marthe et Catherine Dessaigne...

Le 5 juin 1906 mon père...épousa Catherine [née à Saint-Jean-Bonnefond le 21 mai 1878 ; c'est la sœur d'Ernest Dessaigne, né le 28 avril 1884]. Mon père [Pierre] avait mis au point une formule de noir à sabots bien supérieure à tout ce qui se faisait alors. Il fut d'abord à la fois le fabricant et le représentant. Il partait en moto pour faire connaître son produit aux sabotiers... Il vendit son affaire en 1912 à un droguiste de Saint-Etienne... Mon père reprit son métier de préparateur en pharmacie...

En 1912, Pierre Bréasson passe son diplôme d'herboriste mais un décret de 1941 supprimera ce titre. Pierre et sa famille habitent alors Saint-Etienne. Puis à nouveau ce fut le retour à Boën.

... Mon père installa son herboristerie dans la maison contiguë à celle de chez Dessaigne (les Piats)... achetée plus tard par mon oncle Ernest...[L'herboristerie] fut transférée en plein centre de Boën rue du Marché [place de la République] en 1913...

L'affaire périclita et Pierre s'en fut travailler à la pharmacie Bégonnet, place des Combattants, à Montbrison. Le n° 87 continuait donc à être occupé par la succursale de l'Etoile blanche que tenait Claudia Massacrier ; puis la maison fut transformée et l'épicerie prit de l'ampleur ; plus tard elle devint "la Coop d'en bas" gérée par les sœurs Damon. C'est dans les années 80-90 qu'elle ferma définitivement ses portes pour laisser la place à un pressing tenu par M. Grenier.

Le destin de la famille

André, le fils de Pierre (le narrateur du livre de famille), rentre à l'école normale de Montbrison en 1923 et sa sœur Marcelle part en pension à Thiers, au cours complémentaire. La femme de Pierre, Catherine Dessaigne, sœur d'Ernest, meurt le 24 avril 1925.

- Marcelle est nommée institutrice à Sury-le-Comtal, tandis que son frère André rejoint son poste des Salles, près de Noirétable.

- Pierre Bréasson décède le 13 juin 1948 dans sa maison à Montbrison.

Aujourd'hui, seul M. Piroche, époux de Frédérique Bréasson décédée, et ses enfants perpétuent la lignée de Jean-Claude, de Pierre et d'André Bréasson.

Merci à M. Piroche qui, avec son épouse, ancienne professeur au collège de Montbrison, ont bien voulu nous confier leurs archives familiales.

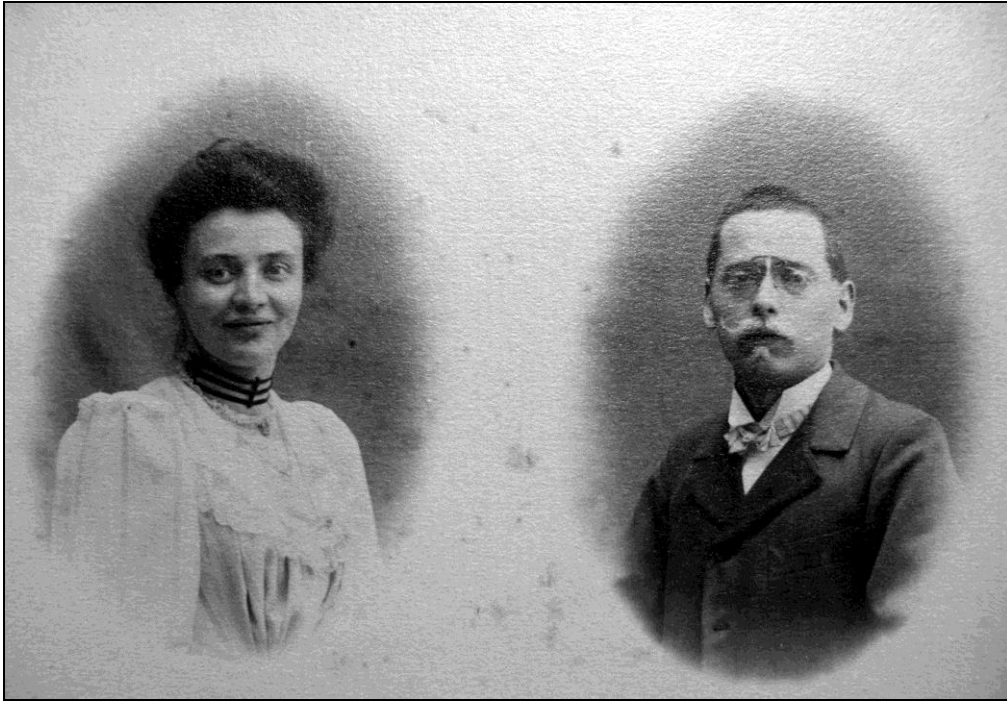
Document

Commentaire de la photo des dragées réalisée par Pierre Bréasson (archives familiales).

André Bréasson (fils de Pierre) eut une sœur, Marcelle, qui vint au monde le 30 janvier 1911 ; sa marraine fut Claudia, sœur de Pierre et son parrain, l'oncle Ernest Dessaigne, le beau-frère de Pierre.

La photo fut prise à l'occasion du baptême. On peut donc dater la photo de l'année 1911, elle nous montre des enfants qui se disputent les dragées ou les quelques piécettes de monnaie qu'on venait de leur lancer sur la route. Mon grand-père (J.-C. Bréasson) est assis sur un banc devant le magasin ; on voit très bien le bonnet noir qu'il portait durant le jour... sur le pas de la porte, on voit mon oncle Massacrier, ma tante Claudia et leur fille Alice.

André Bréasson, extrait de "un livre de famille"



Le couple Bréasson : Catherine Dessaigne, Pierre Bréasson



1911 : devant le magasin Bréasson, les enfants se disputent les drages du baptême. Sur le banc, Jean-Claude Bréasson

Thiallier
Treillageur
79-81, rue de Lyon

Les Thiallier, vieille famille du canton, de Bussy et Sainte-Agathe, sont dans le travail du bois.

Joseph Thiallier père, était menuisier et avait trois fils. Nous ne savons rien du 3^e, Joseph, mais le cadet, Gabriel, était menuisier à Sainte-Agathe et l'aîné Gabriel était dans le treillage et les piquets. Sur la façade de la vieille maison, au 81, on peut lire encore "treillage" : cette petite industrie, Gabriel Thiallier, né en 1850, l'exercera encore en 1923 ; il déclare avoir commencé en 1884.

Veuf d'Antoinette Guillermin en 1915 et sans enfant, il recueille sa nièce Gabrielle Thiallier, dite Marie, épouse de Claudius Laurent. Celui-ci, mobilisé en 1914, tombe au front dès le début des hostilités au mois de décembre, laissant sa jeune épouse Gabrielle enceinte. Gabriel Thiallier, Marie Laurent et sa fille Antoinette vivent donc sous le même toit au n° 81.



Maison du treillageur Thiallier

L'atelier du 79 qui servait à fabriquer des treillages, échelas et piquets ne va plus résonner du bruit des machines peu après 1923. M. Latour acheta à M. Thiallier la maison et le dépôt du 79. Le rustique dépôt était accolé à la falaise, le rocher restant apparent. M. Latour y rangeait ses deux camions qui lui servaient pour son commerce de quincaillerie dans les marchés.

Pendant les temps difficiles de la dernière guerre, l'essence, étant rare, il acheta une charrette et 2 ânes, Mirou et Mirette, pour aller de Boën à Poncins où il cultivait des légumes dans la ferme familiale. Les jours de marché, le camion prenait la relève pour aller vendre la cueillette. Dans le dépôt-garage, les ânes côtoyaient les chevaux-vapeur.

Plus tard, le mécanicien Capot y ouvrit un garage d'électricité auto après avoir aménagé le local. Aujourd'hui les garages fuient les centres villes. L'affûteur M. Chazelle a succédé au mécanicien. Quant à la vieille maison du 81, heureusement inhabitée, elle faillit bien être emportée dernièrement par un éboulement de la falaise. Un énorme bloc de rocher a défoncé le mur de la maison et s'est invité dans la cuisine. La falaise, creusée depuis 1840 sur une bonne partie de la rue de Lyon, s'effrite sans arrêt et ceux qui vivent à son pied ont souvent la pelle à la main. C'est une chose tellement habituelle qu'elle leur fait oublier le danger. La sécurisation du site a demandé des moyens grandioses et spectaculaires : alpinistes, hélicoptère et grillage à mailles gigantesques.

Daniel Baby



Thomassery tonnelier puis Capot électricien auto devenus affûteur Chazelle

Valézy

Ebénisterie, rue de Lyon

Au pays d'Urfé

Joseph Valézy est fils d'Antoine né le 16 août 1831 à Sauvain et de Zélie Charlat née en 1838 à Sauvain, propriétaires et cultivateurs aux Champas.

Il naît le 4 mai 1866 à Sauvain (on dira de lui qu'il était sourd). Il passe l'année 1886 chez son père pour l'aider aux travaux de la ferme. Mais en 1891 il fait partie du personnel de l'ébénisterie Simon à Boën. Il épouse Blandine Labouré le 17 avril 1891. Blandine Labouré, née le 9 décembre 1868 à Saint-Etienne, est la fille d'un cocher de Saint-Etienne et d'une fille de vigneron de Boën.

Jean Labouré, le cocher, habite au 50 de la rue d'Annonay à Saint-Etienne avec son épouse Mariette Dupuy née le 29 février 1840 à Boën, qui viendra mourir à Boën chez son père le 9 octobre 1871 à l'âge de 31 ans.

Blandine Valézy donne naissance à un garçon, Antoine, le 29 décembre 1893.

En 1896, Joseph crée sa menuiserie au 77, rue de Lyon. On peut toujours lire en façade "Au pays d'Urfé". La menuiserie tourne avec deux ouvriers ou un, sans doute parce qu'Antoine travaille avec son père. En 1901, ils ont deux ouvriers : Jérémie Guillot et Jean-Pierre Pétaud. En 1906, un seul, Eugène Perret. En 1911, un également, Joannès Maréchal.

En 1915, Joseph transforme son enseigne en "Valézy et fils". Antoine se marie le 27 septembre 1919 à Arthun avec Marie Louise Jacquet. En 1924, il est menuisier et ébéniste. En 1928, il affiche "menuiserie ameublement". Antoine a 3 enfants : deux filles et un garçon, Joseph, né en 1920 à Boën. Il continue à fabriquer des meubles et vend son affaire en 1947 à Jean Royer et Joseph Marcon, associés qui conjuguent la tapisserie et l'ébénisterie.

Cet artisanat s'est éteint comme beaucoup d'autres, mais il reste la belle enseigne qui fait honneur au Pays d'Astrée.

Daniel Baby



1934 : Jean Favier, M. Guillot, M^{me} Guillot, Marie-Louise Bonnand, Raymonde Jumel, M. Jumel sur le quai de la Galoche. Au 2^e plan, Ameublement Valézy

Combat entre les maquisards FTPF Lucien-Sampaix et les soldats allemands du train Lyon-Clermont

M. Mourlevat a 17 ans ½ en 1944 ; il termine son apprentissage chez M. Antonin Valézy, menuisier-ébéniste au n° 77 de la rue de Lyon. Il quittera son patron en avril 1945.

Ce jeudi 27 juillet 1944, jour du marché, des maquisards contrôlent l'arrivée des paysans au Dévieux, sur la route de Feurs.

Vers 9 heures Georges Mourlevat est en train de travailler avec son patron et son collègue René Gouttefangeas de Leigneux qui, lui, est ouvrier après un apprentissage chez M. Claude Goutaland, un autre ébéniste, au bout de la rue de Clermont, à Boën.

Témoignage de M. Georges Mourlevat né en 1926

On a vu arriver des maquisards qui se sont installés le long de la barrière en bois de la place de la Galoche, entre la gare de la Galoche et le dépôt de la locomotive (aujourd'hui bureaux de la DDE) près de la fontaine publique, à proximité de ce qui sera plus tard la maison Vignon. Ils étaient une douzaine environ, ils se sont mis en position de tir, sur le trottoir, en direction de la voie de chemin de fer Lyon-Clermont.

Avec mon collègue Gouttefangeas on a envie de partir ; on interroge notre patron qui nous rassure en disant : "On n'attaque pas un train comme ça ! "

Quelques minutes plus tard, le train arrive, venant de Montbrison ; les maquisards déclenchent le tir sur les wagons et sur la gare, ça ne dure pas très longtemps ; un des maquisards se replie dans l'embrasure de la porte de l'atelier ; le patron, sa femme, sa fille, Gouttefangeas et moi, on va se cacher à l'arrière de l'atelier dans la réserve de bois du hangar, entre la falaise et le bâtiment ; l'engagement entre les maquisards et les Allemands est important, il y a beaucoup de bruit, de crépitements ; les Allemands, par la passerelle arrivent sur la place, commandés par des officiers très décidés, on ne voyait rien mais on entendait hurler des ordres ; des maquisards étaient montés sur la falaise et des balles passaient en sifflant au-dessus du dépôt, dans les deux sens ; ça a duré un moment qu'on a trouvé très long, de 20 à 30 minutes ; le combat s'arrête, M. Valézy entre dans ses appartements par l'arrière et regarde par la fenêtre ; il revient en disant : "Ca y est, c'est fini !" et on a entendu repartir le train ; il nous a dit : " Vous pouvez partir ! " et c'est en passant la porte de l'atelier que j'ai vu le cadavre d'un maquisard sur le seuil ; dans l'embrasure, par terre, il y avait deux sortes de munitions ce qui suppose que le maquisard avait été abattu sur place ; plus tard, il sera identifié, c'était Alphonse Mouilhaud

(Georges Mourlevat, 20 mai 2011)

Témoignage de M^{me} Vial-Flatry née en 1921

M^{me} Marie Antoinette Vial-Flatry a témoigné en 2010 pour la revue *Village de Forez* à propos du terrible accrochage qui a eut lieu en gare de Boën 27 juillet 1944 entre des maquisards FTPF et un convoi allemand se dirigeant sur Clermont.

En effet de 1941 à 1945, elle dirige son œuvre "Le Nid" hébergé dans un immeuble de l'usine Moizieux situé entre la nationale n° 89 et la ligne de chemin de fer Lyon-Clermont. Elle y cache des enfants juifs pour les sauver d'une déportation certaine programmée par le gouvernement de Vichy dirigé par Pétain. Voici ce qu'elle dit à propos de la journée du 27 juillet 1944 :

Le 27 juillet 1944, jeudi, jour de marché à Boën, restera dans ma mémoire... tous les jeudis, je vais au marché, deux grands garçons m'accompagnent, ils sont chargés de tirer la remorque... en arrivant place de l'Eglise, je remarque quelques maquisards, l'arme sur l'épaule... je découvre qu'ils sont très nombreux...

Il va se passer quelque chose... vite nous rentrons... Au pied de l'escalier de la gare, un maquisard est là : "Fermez tout ! Dépêchez-vous, nous allons attaquer le train." Je rassemble les petits dans la salle à manger... Je leur explique : Il va y avoir une bataille, il y aura beaucoup de bruit, il ne faut pas avoir peur, il ne faut pas parler, pas crier, je suis là, je vais vous raconter des histoires. Les volets fermés... les Allemands sont sortis de la gare... ils sont contre la maison et tirent sur les hommes du maquis... nous sommes au milieu de la bagarre et ça va durer une heure... enfin, vers midi, nous entendons le train qui part, c'est fini, aucun Allemand n'est tué mais trois hommes du maquis sont morts.

La plupart des gens de Boën, pris de panique, se sont enfuis dans la campagne... ma mère m'a raconté le lendemain ; les gens de Boën qui partaient, ils se sont enfuis au plus court... le petit chemin du Guet qui partait du Sordet et qui montait derrière l'école... quand le train a démarré ; les Allemands... ont tiré ; ma mère m'a dit "Mais on a failli se faire tuer, les balles nous sifflaient aux oreilles !" Et ça, personne ne le sait à Boën, que les Allemands du train tiraient sur les fuyards."

Témoignage de M^{me} Ginette Séon-Gaumon

Le combat entre les Résistants et les Allemands

C'était le 27 juillet 1944, un jeudi, jour de marché où devait se trouver mon père.

Le train de 9 h reliant Saint-Etienne à Clermont franchit le passage à niveau, mais à la tête du train sur un wagon plate-forme des soldats allemands sont en position de tir. Les autres wagons sont occupés par des voyageurs.

Des maquisards cachés dans la carrière Sarmaize ou placés au croisement des deux routes ouvrent le feu, pensant atteindre le train qui maintenant stationne à la gare. Notre maison reçoit des balles dont les impacts sont restés longtemps dans l'embrasure de la fenêtre et sur le mur.

En un rien de temps tout le monde disparaît : les passants, les habitués du café d'en face. Chez nous ma mère n'a pas eu le temps de fermer les volets et se tient bien imprudemment derrière la fenêtre, jusqu'à ce que nous décidions de rejoindre la voûte de la cave où l'on donne un tour de clé à la porte donnant sur l'arrière de la maison.

A ce moment on entend quelqu'un qui enjambe le mur et vient ébranler la porte qui venait d'être fermée... Moment de stupeur pour nous deux, et le voilà cet intrus, qui repart en sens inverse. Peut-être est-ce celui-là qui avec d'autres traverse la route pour atteindre le café Geneyton : personne dans le lieu, ils sont tous à la cave.

Les soldats allemands repartent les bras et les poches garnis de bouteilles dérobées sur le comptoir. Ils courent pour éviter les tirs et rejoindre leur train stationné à la gare. Puis plus rien ! pour nous c'est le grand silence on tente quelques pas à l'extérieur où règne une ambiance de mort. Une voiture "traction avant" brûle avec de grandes flammes sur la place de la "Galoche"...

Petit à petit tout le monde sort de sa cachette le train est reparti.

A Sail on a demandé aux voyageurs de quitter ce train trop dangereux : c'est ce que fit une parente venant de Saint-Etienne qui toute pâle arriva chez sa belle sœur et raconta comment son voyage avait dû s'effectuer recroquevillée sous les banquettes !...

Pour ma part je n'ai pas vu de maquisards bien que l'un deux ait trouvé la mort dans la rue de Lyon. Deux autres ont été capturés et exécutés, a-t-on dit, par la suite...

Les gens de Boën avaient pris peur et s'éloignaient dans les campagnes. Juchée sur un porte-bagages de vélo je rejoignis la maison de ma grand-mère... pour quelques jours seulement.

Témoignage de M. Marius Latour né le 14 août 1923

Le jeudi 27 août 1944, un train de soldats allemands venant de Saint-Etienne s'arrêtait en gare de Boën. Il fut attaqué par un groupe de maquisards du réseau d'Auvergne, une fusillade s'engagea, certains maquisards étaient postés sur la colline face à la gare, d'autres étaient rue de Lyon devant la place Syveton, ex-place de la Galoche. Les soldats allemands étaient supérieurs en nombre et en armement, un maquisard fut tué (Alphonse Mouillhaud) devant la maison appartenant à mon père Claude Latour au 79, rue de Lyon où une plaque en marbre est apposée au mur, d'autres jeunes maquisards furent blessés et emmenés dans le train qui reprit la direction de Clermont-Ferrand.

Les Allemands les jetèrent à terre, allongés entre les banquettes des wagons et les piétinèrent avec leurs bottes en leur écrasant la tête pour les rendre méconnaissables, en route après ce massacre ils les jetèrent sur le ballast en bordure de la voie.

La maison de mon père où habitait au 2^e étage ma plus jeune sœur Claudine Latour-Molle, était criblée d'impacts de balles de fusils allemands. Une des locataires de la maison voisine à ma sœur

madame Lyonnet a eu la chance de ne pas être tuée ou blessée car une balle perdue est venue se ficher dans le dossier du fauteuil où elle était assise et à 20 cm de sa tête.

Quelques soldats allemands ont été blessés mais aucun n'a été tué, heureusement car il y aurait eu des représailles et Boën aurait pu subir le martyre d'Oradour-sur-Glane. Ce jeudi il y avait beaucoup de monde à Boën car c'était le jour du marché hebdomadaire.

Marie-Antoinette Flatry-Vial dite Ninette a eu la peur de sa vie car elle gardait des petits juifs dans la cité Moizieux (aujourd'hui démolie) où les soldats allemands se cachaient derrière les murs de la maison (qui leurs servaient de remparts) pour tirer sur les maquisards.

Ces faits m'ont été rapportés par ma sœur Claudine Latour-Molle car moi j'étais aux Chantiers de Jeunesse, elle a assisté à la fusillade depuis la fenêtre de son appartement au 2^e étage de la maison du 79, rue de Lyon devant laquelle est tombé le maquisard Alphonse Mouilhaud.

Témoignage de M. Roger Sarmaize né en 1937

Le jeudi matin du 27 juillet 1944, quartier du Pont Terray, il y a eu un violent accrochage entre des résistants français en faction et des Allemands ; ceux-ci arrivaient par un train Saint-Etienne-Clermont vers 8h ½ - 9h ; ils débarquèrent derrière la ferme Gaumon et la gare, sur le talus démolé à ce jour.

Puis il y a eu des échanges de coups de feu entre les résistants stationnés dans le quartier et les Allemands. Hélas un résistant français fut tué devant le 79 de la rue de Lyon, là où est apposée une plaque ; une voiture a brûlé devant le café-restaurant Sarmaize tenu par maman aux 97-99, rue de Lyon.

Ce jour-là, au café il y avait des agriculteurs, clients qui consommaient ; ils se sont réfugiés à l'arrière du bâtiment dépassant ; tout le monde gagna une cave voûtée creusée dans la roche, si bien que tous ces gens ont vidé le petit tonneau de vin du café ; c'était des anciens, ils avaient la forme et le moral et les balles n'ont touché personne vu l'épaisseur des murs de la cave ; certaines restaient dans le mur ; mais hélas, les vitres et l'intérieur de la salle du café-restaurant furent endommagés, il y avait de la casse et des impacts ; dehors les balles jonchaient le sol de la route et du trottoir ; il y en avait aussi vers le transformateur électrique situé dans la carrière au-dessus du bâtiment n° 101, rue de Lyon appartenant à la famille Sarmaize ; il y avait des résistants vers ce transformateur qui fut criblé de balles sans être trop endommagé car la carcasse était en tôle sur laquelle il y avait de nombreux impacts ; et moi, Roger, fils de M^{me} Sarmaize, la propriétaire du café-restaurant, je me trouvais chez mes grands-parents avec mon oncle, ma tante et mon cousin camouflé avec eux dans le sous-sol de la maison ; si bien que maman ne savait pas où j'étais mais s'en doutait.

Tout à coup, on entendit "C'est terminé, sortez !" mais des anciens de 14-18 restés dans la cave nous avertirent : "Ne sortez pas, il faut voir !" Certains, en rampant dans la cour, sont allés se rendre compte et au retour nous ont dit qu'on pouvait sortir ; mais c'était horrible, la voiture continuait à brûler, des balles partout jonchaient le sol. L'après-midi le camion Sarmaize, conduit par Marcel, a tiré le véhicule brûlé, calciné sur la place Syveton et un nettoyage fut entrepris pour faire disparaître les traces de ce combat meurtrier.

M^{me} Sarmaize, veuve, sans aides, a réparé petit à petit la casse, remplacé les carreaux, effacé les impacts de balles.

Lorsque j'ai entrepris la transformation du café-hôtel-restaurant en appartements locatifs, j'ai terminé les réparations et définitivement fait disparaître les dernières traces importantes du combat de 1944.

Mais le témoignage sur cet événement dramatique m'amène à dire les épreuves et les difficultés rencontrées par ma famille ; maman, elle-même pupille de la nation 14-18 et moi pupille 39-40 après le décès de mon père prisonnier en Allemagne et mort en 1941, sans être reconnu victime, nous n'avons reçu aucune aide de l'Etat tant aux personnes qu'au matériel de l'entreprise pris par l'armée,

un camion retrouvé dans un état lamentable et l'autre disparu à tout jamais, c'est un véritable manque de respect envers notre famille.

A travers l'article du livre "Mémorial Résistance Loire" publié par "Le Résistant de la Loire" en 1996, on trouvera des précisions concernant cette journée du 27 juillet 1944.

- 1 - Il s'agit de l'engagement des maquisards FTPF (Francs-tireurs et partisans français) politiquement à gauche.
- 2 - Ce sont les maquisards du camp Lucien-Sampaix basé à Lérigneux qui engagent l'action aidés par le 2^e bataillon FTPF d'Auvergne.
- 3 - L'action du jour consiste à détruire les lignes téléphoniques de Montbrison vers Boën.
- 4 - Un fusil-mitrailleur servi par Alphonse Mouilhaud, Pierre Rodier et Roger Conner est disposé à l'intersection des routes de Feurs et Montbrison.
- 5 - Les Allemands arrivent à Boën par le train équipé d'une mitrailleuse et d'un mortier.
- 6 - Alphonse Mouilhaud est tué à côté du FM et ses deux camarades sont faits prisonniers.
- 7 - Pierre Rodier de Saint-Jean-des-Ollières (63) et Roger Conner de Cieux (55), l'un d'eux est blessé au genou, sont conduits à Thiers, attachés à l'avant du train. Ils sont âgés de 18 et 19 ans.
- 8 - Ils parcourent la ville à coups de botte et de crosse conduits par des Allemands déchaînés et cela pendant deux jours.
- 9 - Conduits au moulin de Tarentaix, on les oblige à creuser leurs tombes avant d'être lâchement abattus.

On peut apporter quelques précisions sur le contenu de ce texte officiel. En effet, sur le point 6, le témoin contredit ce qui est écrit en précisant qu'il a vu Alphonse Mouilhaud abattu dans l'embrasement de la porte de l'atelier Valézy ; il rappelle aussi que dès les premiers coups de feu et avant qu'il aille se cacher dans la réserve de bois, il a observé qu'un maquisard se mettait en position dans l'encadrement de cette même porte.

Il faut toujours être prudent par rapport à ce qui est rapporté quelques années après les faits et donc il faut toujours se référer à plusieurs sources d'information pour en confirmer la véracité.

*

* *

Le *Bulletin du Cercle d'études de Thiers* dans un article intitulé "Le combat à Boën-sur-Lignon" (n° 4, septembre 2000) apporte de nombreuses informations à propos de l'engagement d'un groupe de maquisards attaquant un convoi allemand en gare de Boën le 27 juillet 1944.

Donnons quelques précisions supplémentaires sur Alphonse Mouilhaud. Il est âgé de 25 ans donc né en 1919 ; il a servi dans l'armée en 1939-1940 au cours des rudes combats qui ont opposé les Allemands et les Français ; il sert dans une unité envoyée en Norvège et subit avec courage les bombardements de l'aviation ennemie ; le 25 septembre 1940 (l'armistice a été signé le 22 juin 1940), il est démobilisé et titulaire d'une citation signalant son courage ; en 1943, il rejoint la Résistance dans les FTPF de la région de Saint-Dier d'Auvergne.

En 1944, il est affecté à la 6^e compagnie du camp Guy-Mocquet du maquis de Saint-Eloy-la-Glacière. Mouilhaud, alias Dédé, est un résistant combatif et expérimenté notamment dans le maniement du fusil-mitrailleur.

Au mois de juillet 1944, le bataillon "B" des FTPF, en particulier les 3^e, 6^e et 8^e compagnies, est dirigé sur le département de la Loire et rejoint le maquis *Lucien-Sampaix* à Lérigneux.

Le 27 juillet, 30 hommes de la 8^e compagnie et 30 de la 7^e de la Loire partent à Boën pour y rechercher des véhicules et du carburant et pour contrôler les prix sur le marché.

Deux tractions précèdent les camions transportant les maquisards, traversent Montbrison où les combattants détruisent les lignes téléphoniques.

8 h 30, arrivée à Boën ; dans un premier temps Mouilhaud, Rodier et Conner, se mettent en position avec le FM près du passage à niveau.

Le chef de gare avertit les chefs de compagnie d'un événement imprévu : l'arrivée d'un train qui se dirige vers Thiers composé de plusieurs wagons dont un muni d'une mitrailleuse et d'un mortier.

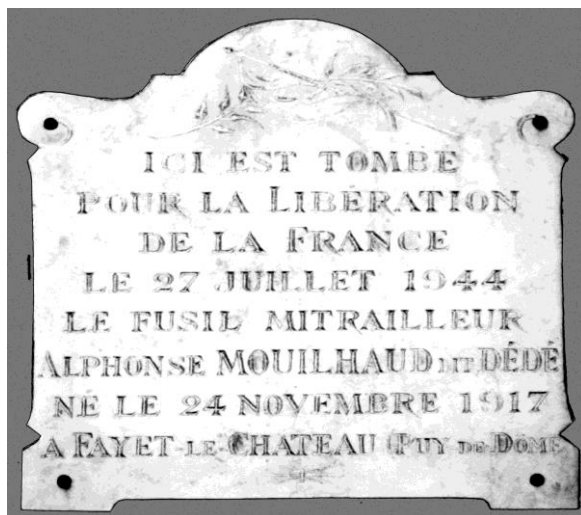
Les Allemands tirent sur des camions civils circulant sur la route ; un groupe descend du train pour se diriger vers le centre ville. Mouilhaud, Conner et Roddier sont très exposés ; ils se mettent en position le long de la barrière qui longe la place de la Galoche et tirent au FM, ils sont pris à revers, Mouilhaud est tué sur le coup par des balles explosives et ses deux compagnons de combat sont capturés.

Les SS de ce 18^e bataillon de la Horst Wessel rentrent à leur base de Thiers ; les maquisards leur infligent des pertes importantes, une vingtaine de tués qu'ils chargent sur la plate-forme armée où sont ligotés Conner et Roddier ; à la Fabrique, à 2 km de Boën, le train est mitraillé par des maquisards insuffisamment armés.

Le corps de Mouilhaud recouvert d'un drapeau tricolore est transporté à Lérigneux où il est enterré avec les honneurs dus aux grands défenseurs de la patrie.

Conner et Roddier connaissent un sort effrayant : exhibés, torturés, frappés, ils sont enfermés à l'école du Moutier, quartier des SS. Ils sont lâchement exécutés au Moulin de Tarentaix.

En fait, seul Alphonse Mouilhaud est tué à proximité de l'atelier d'ébénisterie de M. Valézy au n° 77. Une plaque rappelle les événements tragiques de ce 27 juillet 1944.



*Ici est tombé
pour la libération
de la France
le 27 juillet 1944
le fusil mitrailleur
Alphonse Mouilhaud dit Dédé
né le 24 novembre 1917
à Fayet-le-Château Puy-de-Dôme.*

Dans les années 90, la commune fait démolir la maison Damas au n° 37 de la rue de Lyon, aménage l'emplacement en parking et érige une stèle à la mémoire d'Alphonse Mouilhaud.

Antoine Cuisinier

Garage Bonnand

71, rue de Lyon

En 1919, Barthélemy Léon Guéri, né en 1885, chaudronnier, originaire de la Creuse, arrive rue de Lyon, avec son épouse et son fils Georges et crée le "Modern garage". Est-ce lui qui a fait la frise de voitures sur la façade du garage ? Car la famille Bonnand croit l'avoir toujours vue.

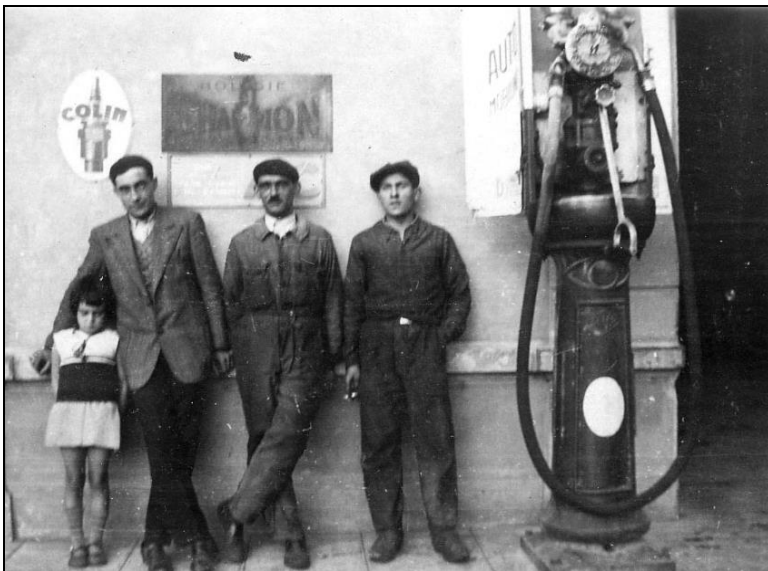
En 1928 : le garage brûle. Il sera reconstruit avec une toiture en maçonnerie pour ne plus être la proie des flammes. Le garagiste Guéri part pour Feurs.

M. Jean Hippolyte Bonnand, né à Unieux le 28 décembre 1896, fils de Joannès Bonnand, ouvrier forger et de Marie-Antoinette Moreaux, s'installe à Boën en novembre 1928, date d'inscription au registre du commerce. Auparavant Jean Bonnand travaillait dans une usine à Firminy, après des études dans une école technique à Grenoble.

Jean Hippolyte Bonnand se marie avec Jeanne-Marie Bonhomme et devient père d'une fillette Marie-Louise, future madame Monier. Il passe son permis de conduire en décembre 1928. Très utile pour son nouveau métier, ce diplôme lui servira plus tard car, comme tous les garagistes de l'époque, il sera aussi chauffeur de taxi.

A l'arrière du bâtiment, au premier étage, il installe un tour dans un atelier vitré auquel il accède par une échelle. La falaise faisait déjà des siennes puisque de temps en temps des chutes de pierre brisaient les carreaux des fenêtres. Deux pompes manuelles étaient accolées au mur, elles ont souvent amusé les petits neveux. Les pièces d'habitation, en enfilade, étaient côté rue.

En 1941, un drame vient endeuiller sa vie familiale : son épouse meurt, en allumant un réchaud, malgré les efforts de son mari pour la sauver.



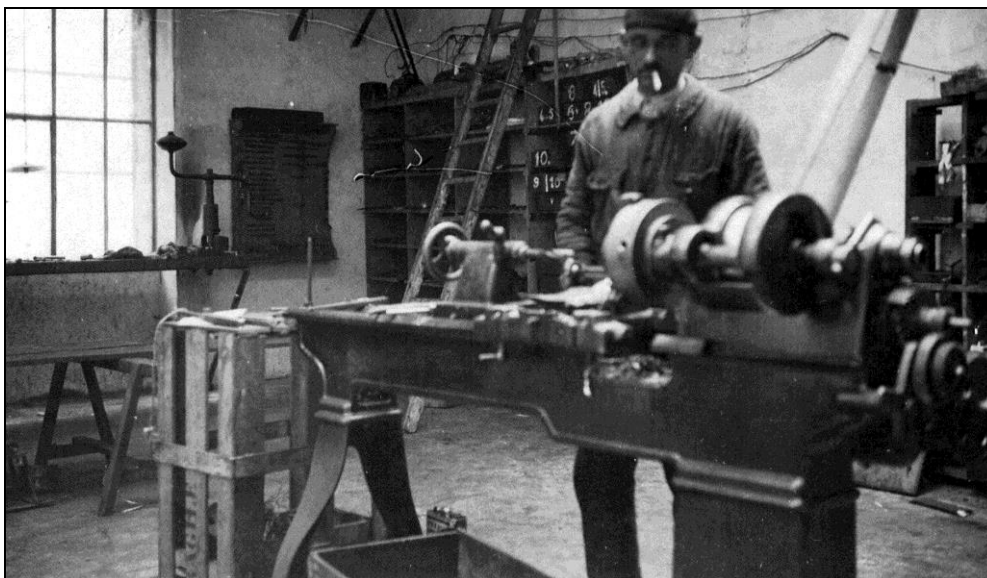
Au garage Bonnand (de gauche à droite : Marie-Louise Monier, M. Jumel, Jean Bonnand, un ouvrier mécanicien)

En 1946, il se remarie avec Julie Jeanne Joséphine Bérard.

A l'âge de la retraite il se retire à Sail, s'adonnant à la pêche, travaillant sur son tour, et réparant les turbines installées sous sa maison d'habitation, turbines qui servaient à produire de l'électricité. Il meurt en 1988 à l'âge de 82 ans à Sail.

En 1963, Julien Cloye (1903-1983) achète le garage. En 1964, il le cède à son fils Louis, qui lui-même le cède à son fils Alain vers les années 1990. Tous étaient concessionnaires Citroën. Lucien Labbe loue le garage pour ses ambulances et ses taxis.

Marie-Claude Baby



Jean Bonnard dans son atelier



Vers 1930, Jean Bonnard, son épouse, sa fille et des amies au col du Béal

Histoire de la maison n° 61 rue de Lyon à Boën

Familles Chevalier, Mornand, Dumas

Etroite, un peu plus de deux mètres, haute et plutôt profonde cette ancienne et modeste demeure de la fin du XIX^e siècle s'adosse à la falaise de porphyre bleu longeant la route 1089 dans sa traversée de Boën ; deux pièces l'une sur l'autre dont l'emprise au sol n'excède pas 30 m² chapeautées par un comble, sous une charpente patinée taillée à la main et recouverte de tuiles creuses locales certainement cuites dans quelque four de Marcoux ou de Marcilly ; à l'arrière entre le bâtiment et la falaise humide un minuscule cuvage assez

frais abrite sa cuve et ses tonneaux car le propriétaire entretient une vigne sur les coteaux en face de la scierie Gatier, aujourd'hui Couzon ; des encadrements traditionnels de briques pressées soulignent de leur chaude couleur rouge toutes les ouvertures de la façade : trois fenêtres dont une minuscule au grenier et une porte donnant directement accès à la route très passante, reliant Lyon à Clermont puis Bordeaux.

C'était un poste d'observation remarquable que ce trottoir et les membres de la famille venaient s'y asseoir pour regarder les passants, les chemineaux, les voituriers, les premières bicyclettes, les automobiles naissantes ; et parfois engager la conversation ; on apprenait ainsi les nouvelles car à cette époque lointaine, les distractions comme la radio et la télévision n'avaient pas encore conquis le monde et enfermé les familles dans le salon devant la vitre des stations de radio ou devant l'écran magique apportant les nouvelles en images et en temps réel.

Nous ne connaissons que partiellement l'histoire des générations qui ont occupé cette maison car il n'y a pas de descendance. Cependant on peut retracer le passage de certaines personnes dont les dernières nous étaient familières.

Anne Recorbet (1855-1940) et François Chevalier ont ensemble une fille Jeanne (1877-1932).

François Chevalier délaisse son épouse, quitte le domicile conjugal et occupe des emplois d'ouvrier agricole itinérant. Il ne reparaitra plus à Boën et son décès sera enregistré en 1916.

Anne Recorbet-Chevalier - elle n'est pas divorcée - se met en ménage avec Pierre Mornand et ensemble ils ont quatre enfants qui portent le nom marital de leur mère.

- Claudius Chevalier (1890-1943) qui sera coiffeur aux n^{os} 1 et 7 de la rue Saint-Jean, plus tard, ce sera son gendre Claude Villeneuve qui tiendra le fonds. On dira longtemps à Boën, chez Chevalier-Mornand ;
- Francine Chevalier (1893-1960) ;
- Julien Chevalier (1896-1918) tué au front ;
- Gladie Chevalier (1884-1966).

On ne sait pas exactement à quelle date la maison n° 61 est devenue propriété de la famille.

C'est Gladie Chevalier-Mornand qui achète le n° 61 pour la retraite de ses parents, Anne Recorbet et Pierre Mornand qui, eux, habitaient rue de l'Hospice où ils tenaient un café ; Pierre travaille chez Gatier et à la carrière Sarmaize.

Gladie Chevalier et son mari Jules Dumas (1874-1938) sont à Saint-Etienne où Jules est ouvrier chez Pupier fabricant de chocolat et sa femme passementière chez David, le même que l'usine David à Boën.

Le couple aura un fils unique Jean Dumas (1907-1982) qui sera professeur à l'ENP de Saint-Etienne ; il épousera Francine Delorme (1909-2005), couturière à domicile ; ils n'auront pas de descendance ; leurs activités professionnelles respectives se sont déroulées à Saint-Etienne et, vers 1970-1980, ils reviennent habiter à Boën au n° 61 pendant quelques années, ils revendront leur maison à Madame M... et se retireront définitivement à Saint-Etienne.

Annie et Antoine Cuisinier

Histoire des maisons n° 47-49, rue de Lyon

Familles Gourcy, Riguet et Chapon

Sur le plan établi au moment de la création de la rue de Lyon en 1840-1841-1842 par le maire Rivière-Fay telle qu'on la connaît actuellement, on voit que les maisons situées au 47 et 49, rue de Lyon existaient et qu'elles appartinrent par la suite à M. Jules Gourcy (1881-1954).

Elles sont restées dans cette famille jusqu'en octobre 1959 pour le n° 47, plus tard pour le n° 49 car M^{me} Riguet, fille de M. Jules Gourcy, y habitait et y dispensait des cours de piano ; elle tenait aussi les orgues de l'église de Boën lors des offices.

Lorsqu'on rentre au n° 49, on trouve en face de soi un large escalier conduisant à l'étage, à droite le salon de musique où se sont succédées des générations de jeunes élèves, à gauche l'atelier d'horlogerie de M. Jules Gourcy qui y exerça son art jusque dans les années 1950 ; une autre passion de M. Gourcy fut la musique et la direction d'orchestre dans lequel M. Chapon tenait le pupitre de trombone ; M. Gourcy décéda en 1954 ; sa veuve décida de céder la maison du n° 47 à M. Maurice Chapon en 1959 ; ce dernier s'y installa et ouvrit un atelier de ferronnerie (inscription au registre des métiers en date du 21 juillet 1955).

M. Maurice Chapon né à Boën le 5 mai 1913 était le fils de Jean-Marie Chapon, sabotier à Boën, place de l'Eglise et de Virginie Chazelle.

Il a effectué son apprentissage chez M. Lafay, quincaillier-serrurier, rue des Tanneurs ou P.-Raymond, à Boën ; il sera embauché comme ouvrier par M. Minand, dans son atelier, rue Saint-Jean et il y travaillera jusqu'en 1955, date où il s'installera comme artisan à son compte, rue de Lyon.



Maurice Chapon, serrurier

Dans son atelier du n° 47, outre le matériel et les outils divers nécessaires à l'exercice de son métier, une forge à charbon servait à travailler le fer à chaud pour la fabrication des rampes, de barrières et de portails, constituant ainsi, au fil des années, une collection de très nombreux modèles.

Il a cessé son activité en 1976, ayant toujours travaillé seul mais donnant avec plaisir des conseils à ceux qui voulaient apprendre le métier, ou simplement des explications à ceux qui s'y intéressaient.

Il s'est marié en 1944 à Bénédicte Marie-Louise Mellut qui a transformé la cordonnerie de son père Irénée Raymond Mellut, située au 11, place Carnot à Boën en commerce de maroquinerie, cuir, dépôt de sabots, gaz... et cela jusqu'en 1978.

Andrée Charreyron-Chapon

Cycles et motos

43-45, rue de Lyon

Albert Gras était mécanicien chez les Dessaigne, au 38. Quand son bail de location expira, il ouvrit un atelier de mécanique pour cycles et motos. Les deux roues avaient la faveur du public pour une simple question de prix. La moto devient d'un prix abordable d'où son essor. Le vélo reste le 1^{er} mode de déplacement et encore, beaucoup n'en ont pas. Le garage Gras deviendra le garage Davril puis le garage Carrot.

Daniel Baby

Jean-Claude Petiton

Entreprise de maçonnerie

41, rue de Lyon

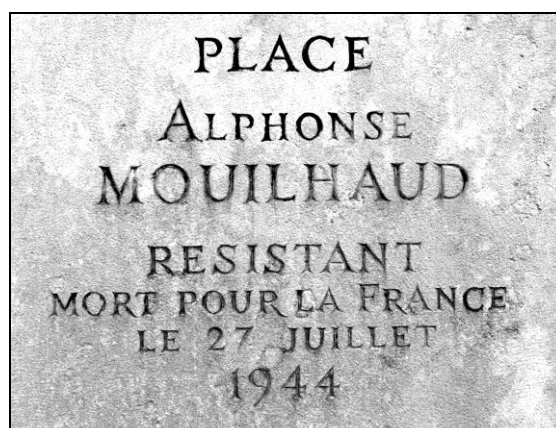
Né le 22 juin 1877 au Mas d'un père propriétaire, donc cultivateur, et d'une mère Claudine Savatier de Saint-Just-en-Bas. Il s'est marié le 21 mai 1904 et nous le retrouvons maçon en 1908.

Au 41, rue de Lyon, la famille habite une grande maison de pierre avec hangar pour son matériel. Son épouse, Marie Laurent, lui donne deux enfants, une fille et un garçon, Claudius, né le 29 octobre 1920.

Jean-Claude Petiton travaille pour la commune qui a besoin de lui au cimetière et, travail délicat, il déplace une croix avec piédestal. On le trouve un peu partout jusqu'en 1933, année de son décès. Son fils n'a que 13 ans. L'entreprise Mazet continuera la même activité.

Les Damas utiliseront ces locaux pour leur négoce de grains et produits de la terre, concassage de céréales et transport, avant de devenir Berthéas-Damas. Les constructions sont démolies et l'emplacement est devenu la place Mouilhaud.

Daniel Baby



Maison Midroit

Tuilerie Moulin

35, rue de Lyon

Belle maison bourgeoise des années 1950 avec garage au bord de la route.

L'habitation est en maçonnerie à laquelle les fenêtres encadrées de briques rouges donnent une note d'élégance. Son toit d'ardoise la désigne à l'œil comme une maison confortable et cossue, nous dirions aujourd'hui maison de caractère. Elle domine le niveau de la chaussée car, la pente étant raide, elle s'est hissée sur une plate-forme qui la fait surplomber toute la rue et même la ville.

Un étroit passage piétonnier, taillé en escalier; juxte la maison et permet d'accéder au haut de la falaise. Cette belle bâtisse fut commencée, dit-on, par Joanny Moizieux. Comme il avait des difficultés à marcher, il renonça à cette maison et fit bâtir dans la rue du 8-Mai-1945, au n° 29. Le chantier se vendit : M. Midroit avait épousé une fille Moulin des tuileries de Sainte-Agathe. La maison Moulin est pratiquement en face au n° 30. On comprend pourquoi il l'a achetée.

La tuilerie de Sainte-Agathe "Louis Moulin et Cie" avait son siège à Boën. Au 3 de la place de l'Hôtel-de-Ville, on voit sur d'anciennes photos le balcon de l'étage avec le panneau "Tuilerie Moulin". Le gendre Midroit en fut le gestionnaire. En 1943, le siège est transporté à Sainte-Agathe. En 1947, les Midroit deviennent marchands de matériaux de construction.

Daniel Baby



Maison Midroit

Brenol garage

Sorlon garage

33, rue de Lyon

Le garage est créé en 1904, à l'aube de l'automobile, par Jean-Marie Perret qui était né le 9 avril 1881 à Saint-Germain-Laval. Fils d'horloger, il était lui-même horloger-mécanicien et sûrement capable, comme tous ces pionniers de l'automobile, de fabriquer ou réparer à la forge, au tour ou à la lime la pièce défectueuse ou cassée. Jacques Brenol, son ouvrier, travaille avec lui.

▪ Le 19 mars 1905, Jean-Marie Perret épouse Marie Desgoutte, comptable de son métier. Ils ont une fille Raymonde, née le 1^{er} juillet 1905. Tout semblait leur réussir quand Jean-Marie Perret meurt à la guerre le 28 juin 1918.

▪ La vie continue pour le garage et Jacques Brenol agit en patron et en ouvrier. Et comme il avait déjà ces deux qualités, il en ajouta une troisième en devenant le bon époux de la patronne le 12 avril 1920. Jacques Jules Désiré Brenol est né le 8 mai 1888 à Droiturier, Allier. Il est à Boën avec sa sœur Jeanne, née le 2 novembre 1896, qui épousera Claude Desgoutte, le droguiste, en 1924.

Le nombre de voitures augmente et M. Brenol a besoin de place pour parquer ses voitures. Il négocie la location du terrain en face du garage, ce qui est aujourd'hui le jardin de la maison Moulin. Il est concessionnaire Renault et assure le transport du courrier de Boën à Feurs, puis de Boën à Chalmazel pour lequel la commune verse une subvention.



Marie Desgoutte, épouse Perret et sa fille Raymonde

On n'avait pas encore inventé les autos-écoles, et comme les voitures étaient rares, ceux qui voulaient apprendre à conduire allaient trouver le marchand d'autos et attendaient tout de lui. C'est ainsi que M. Brenol ajouta une corde de plus à son arc : celle de moniteur de conduite.

Comme dans tous les garages, il servait de l'essence au moyen d'une pompe à bras. Les pompes étaient munies de 2 réservoirs en verre de 5 litres chacun. Ils se remplissaient sous les yeux du client qui voyait monter le niveau à chaque aller-retour du levier. Pendant que l'un se vidait, l'autre se remplissait. On comprend l'avantage qu'on pouvait tirer d'être près d'un grand axe de circulation.

▪ En 1957 Georges Sorlon entre comme apprenti au garage. M. Brenol, qu'il nous décrit comme un homme patient, doux et d'une extrême gentillesse, lui transmet sa passion de la mécanique et lui fit obtenir son CAP en deux ans seulement. Le jeune apprenti, devenu ouvrier, reste chez son employeur comme mécanicien auto.

▪ M. Brenol a 75 ans en 1963. Il songe à se retirer et propose à M. Sorlon une location-gérance qu'il accepte. Georges Sorlon épouse Odette Beaujan et, en 1970, ils achètent le fonds de commerce.

Le propriétaire du terrain qui servait de parc à voitures ne loue plus depuis longtemps ; la place manque. La circulation s'intensifie. Etre placé sur un grand axe était un avantage, cela devient un inconvénient. En 1977 Georges Sorlon construit un nouveau garage sur 5 000 m² de terrain à La Bouteresse. L'affaire a prospéré, avec le père et continue à prospérer avec le fils.

L'ancien garage du 33, rue de Lyon est fermé. Ils ont vieilli, ceux qui ont connu l'activité fébrile qui y régnait et qui ont une pensée nostalgique de ce temps-là.

Daniel Baby



Marie Desgoutte et Jules Brenol au restaurant Garnier



CLASSE 1908 de BOËN (nés en 1888)

BANQUET DES 65 ans AU RESTAURANT GARNIER

Rue Saint-Jean à Boën le 30 août 1953

DE GAUCHE à DROITE

POYET Jean-Baptiste
ALBERTIN Jules-Antoine
FENON André
MICHALLAND Edouard
BEAUJEAN Jean
Madame DULAC
DULAC Claude-Auguste

DE GAUCHE à DROITE

COASSY
MURAT
BEYSSERIAS
BRENOL Jules
GUYONNET Jean
LATOURE Claude

DEBOUT

Madame et Monsieur GARNIER
Les restaurateurs

IL MANQUE

FONTVIELLE Jean
PONT
VIAL Marcel
GRAS Albert
MAZET Claude

Sources : documents de M. Georges Sorlon, Mme Georges Contardo

Entreprise Gatier

29, rue de Lyon

Michel Julien Gatier né le 16 mars 1863 à Condat, Puy-de-Dôme, décédé le 10 septembre 1931 à Lyon, était fils de Michel Gatier et Françoise Larfeux, agriculteurs de Condat. Il épouse le 5 novembre 1885 à Boën Marie-Antoinette Durand, couturière, née le 23 juillet 1862 à Boën.

Il est maçon et cimentier à une échelle déjà importante à son mariage. Il figure sur l'annuaire sous ces deux appellations de 1891 à 1924. C'est vers cette époque qu'il prend et réalise le chantier de construction de l'église de Boën. Peu après, il construit la gendarmerie 25, rue de Lyon qui est terminée en 1903.

La commune fait appel à lui pour les services de voirie sur les chemins vicinaux (CV) : élargissement et entretien... à sa façon car après le passage de ses attelages et de ses énormes tombereaux de chantier, plus larges que l'ordinaire, les chemins sont défoncés. En 1905, à la suite de nombreuses plaintes, le maire prend un arrêté obligeant le fautif à réparer les dégâts.

Michel Gatier et Marie-Antoinette Durand ont deux garçons Etienne et Pierre.

Pierre est né le 6 avril 1889 ; il épouse Gilberte Burnat le 27 novembre 1917 à Roanne. Il travaille avec son père qui a bien développé son affaire. Ils sont souvent sollicités par la commune pour des travaux de maçonnerie : construction d'une partie du mur de soutènement de la place de l'Hôtel-de-Ville en 1928. Il est aussi dans l'industrie du bois. Sa scierie se trouve route de Montbrison, à l'emplacement de l'actuel magasin Couzon. Le bois entreposé près du chemin dit "de grande communication" gênait la circulation et présentait un danger ; le maire le lui fait remarquer en 1923.

Pierre a trois garçons. Un seul continuera avec lui, Marie **Henry** Antoine né le 12 juin 1920 à Boën. Il épouse Louise Agnès Antoinette Midroit le 9 avril 1949.

En 1950 Pierre et Henry sont dans les matériaux à Mollian. Ils y ont une belle maison avec parc. L'entreprise de maçonnerie périclité, la scierie brûle mais continuera un peu dans la fabrication des palettes avant de fermer complètement.

Daniel Baby



Emplacement de l'entreprise Gatier

Gendarmerie
25, Rue de Lyon

L'entreprise Gatier a vraisemblablement construit l'immeuble affecté à la caserne de gendarmerie. L'administration loue à un particulier ou à une collectivité qui se charge de la construction.

L'administration des Domaines en fait l'évaluation suivante : propriété cadastrée sous les numéros 183 (541 m²) et 764 (1 580 m²).

Les deux bâtiments en pierre de la parcelle 183 ont sans doute été construits en même temps. En 1901, ils ne sont pas tout à fait finis, quand l'adjudant demande l'eau et l'électricité. L'immeuble comprend :

- A droite du porche d'entrée, les locaux administratifs : hall d'accueil, bureaux, annexes, grande salle ;
- A gauche, archives et salles de sûreté ;
- Au sous-sol 5 caves ;
- Deux étages de 2 appartements chacun et 5 greniers.

Chaque appartement possède :

- Une salle à manger et une chambre sur rue ;
- Une cuisine et une chambre sur cour avec WC et salle de bain.

En 1901, il ne devait pas y avoir beaucoup de maisons munies d'un tel confort.

Au bâtiment annexe se trouvent : garages, chaufferie, dépôts au rez-de-chaussée et un logement à l'étage. La gendarmerie dispose donc de 5 logements.

En 1920 M. Gatier vend le bâtiment au conseil général. Celui-ci y ajoutera en 1971 un bâtiment annexe, (parcelle 764 du plan) comprenant deux appartements supplémentaires (l'un de 3 pièces l'autre de 4) sur un sous-sol.

En 1993, la gendarmerie va où elle se trouve actuellement tout en haut de la rue Alsace-Lorraine. Quant à l'ancienne gendarmerie, l'office des HLM "bâtir et loger" l'a achetée pour la louer.

Avant 1901, la gendarmerie était au 12, rue de Clermont et les écuries étaient en face.

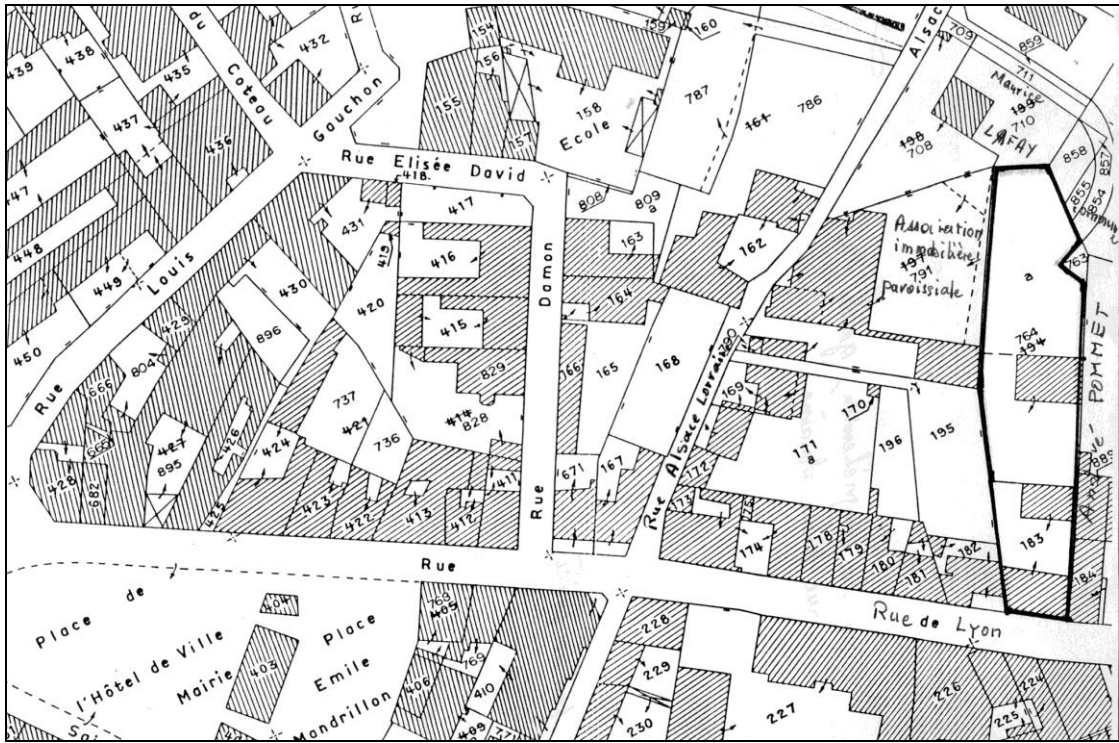
En 1840, le maire Rivière-Fay fait le compte rendu d'un incident dans lequel il parle de la caserne de gendarmerie. On la situe bien au 12, rue de Clermont. Le témoignage du propriétaire confirme la chose.

En 1892, les gendarmes sont au même endroit : en effet, on peut lire dans la délibération du 16 juin : *Dépense du mur de soutènement longeant le chemin allant de la route nationale au bief, près de la gendarmerie*. On peut donc supposer qu'elle n'a changé qu'en 1903.

En 1828, elle était rue de Clermont, en plein centre, dans l'emplacement appartenant au bailleur M. Mosnier du n° 57 au n°67 de la rue Saint-Jean à la rue de Roanne.

C'est au sujet d'une convention passée entre M. Mosnier et M. de Chabert que nous apprenons que les latrines de la gendarmerie se déversaient dans un conduit du château rejoignant la goutte Chaptut, conduit bouché accidentellement.

Daniel Baby



La gendarmerie, plan cadastral



A gauche, la gendarmerie

Charcuterie Venet

21, rue de Lyon

Emile Venet, né en 1865, a un commerce de charcuterie et café en 1921, ouvert sans doute bien avant cette date. Son fils, que tout le monde connaissait sous le nom de Tony, né en 1901, exerce le métier et transmet le flambeau à son fils Rémi né en 1931. Le Laboratoire se trouvait à côté de l'ancien café Gerin au n° 67, rue de Lyon. Quand le dernier de la lignée a pris sa retraite, le magasin a fermé ses portes pour ne plus les rouvrir. Aujourd'hui, on n'en voit plus trace. Un appartement l'a remplacé.

Daniel Baby



Magasin Venet à gauche

Monnerie Vignal Horlogerie-Bijouterie

19, rue de Lyon

▪ Marie Vignal est née le 8 août 1885 à Sail-sous-Couzan, fille de Jean-Claude Vignal, aubergiste, et de Marguerite Cheminal.

▪ Comment a-t-elle connu Antoine Monnery né en 1880 à Belleville dans le Rhône ? En tout cas, il déclare exister dans son commerce avec son épouse en 1904.

Le jeune ménage aura trois garçons :

- Henri, né le 5 novembre 1907 à Boën ;
- Jean, né le 6 octobre 1914 à Boën ;
- Louis, né le 20 août 1921 à Boën ; décédé à Paris XIV^e le 17 juin 1980.

Avec eux vivra Marie Monnery mère et la mère de famille se fera aider d'une bonne.

Antoine Monnery est administrateur de la "Société anonyme immobilière du Lignon". En 1937, à la suite du décès de l'un des administrateurs, il prend la présidence de la société qui, en 1938, prend un administrateur de plus.

Les deux aînés, Henri et Jean, et leur mère apportent une modification à leur raison sociale : "Monnery-Vignal" devient "Vignal" tout court en 1952. Madame veuve Monnery fait donation à ses enfants. Après cette démarche, elle demande sa radiation du registre du commerce. Ses deux fils Jean et Henri font de même. Adrien Geissant achètera le fonds en 1953.

Daniel Baby



1^{er} magasin à gauche Café Durand, 2^e magasin Horlogerie-bijouterie Monney-Vignal

Adrien Geissant, horlogerie-bijouterie

19, rue de Lyon

Vieille famille boënnaise de commerçants qui tenaient épicerie au 78, rue de Clermont.

- Geissant Jacques né en 1808 est marié à Adrienne Adelaïde dite Adèle Corcevay, née en 1817 à Villefranche. Ils ont trois enfants, deux filles et un garçon Louis né le 5 avril 1845 à Boën. Jacques meurt le 30 janvier 1854. Sa veuve continuera le commerce aidée d'un domestique, en élevant ses enfants.

- Louis reste avec elle et se marie le 19 février 1876 avec Eugénie Lafay.

Adèle Corcevay meurt en 1893 alors qu'Adrien, fils de Louis, a 8 ans. Elle vient d'enterrer son fils Louis en 1882. Adrien, orphelin de père, devient orphelin de mère en 1899.

- A 21 ans, il continue le commerce et se marie le 3 décembre 1901 avec Marie Dessaigne. Ils ont deux garçons : Louis né en 1902 et André né en 1911. André reste avec ses parents mais il est employé de banque. A-t-il pris la succession de ses parents ? Sa mère meurt en 1957 à l'âge de 76 ans.

- Louis Geissant s'est marié le 29 janvier 1927 avec J. Marie Jacquemond. Sa belle-mère, le veuve Jacquemont, tient un bazar, rue de Lyon. Louis Geissant meurt le 16 octobre 1971.

Adrien et Jacques, enfants de Louis et de J. Marie Jacquemont, sont nés en 1928 et 1930. Adrien fera ses études à l'école d'horlogerie de Besançon. Le 31 juillet 1954, il épouse Nicole Soubeyrand, fille du mécanicien de la rue de l'Hospice. Il vient juste d'acheter le commerce des Monnery au 19, de la rue de Lyon.

Il installera son magasin d'horlogerie-bijouterie dans l'ancien bazar du n° 15 place de l'Hôtel-de-Ville, position beaucoup plus centrale pour le commerce, commerce que, par leur gentillesse et leur amabilité, ils avaient rendu florissant.

Daniel Baby

Histoire de la maison nos 13 et 15, rue de Lyon à Boën

Familles Denis et Fortunier

Une généalogie simplifiée nous permet de mieux situer cette famille et d'en déterminer les origines.

Notre personnage de référence que beaucoup de nos compatriotes ont bien connu et qui exerça son art dans la ville de Boën pendant de très nombreuses années est Jean-Baptiste Fortunier, le père de Joseph (Zeph) d'André et de Marie-Jeanne.

Jean-Baptiste Fortunier a vu le jour à Chalain-d'Uzore le 1^{er} mars 1904. Les parents Joseph et Claudine travaillaient chez les de la Plagne respectivement, comme valet de chambre-chauffeur et comme cuisinière... Ce qui expliquerait peut-être les dons en la matière de l'un de leurs petits-enfants. Plus tard, ils exerceront dans les magasins Guichard et Perrachon.

Jean-Baptiste Fortunier a 13 ans lorsqu'il entre dans le monde du travail ; en 1917, il est engagé comme manœuvre chez Michel, père et fils, bourreliers au 9, rue de la Montat à Saint-Etienne, pas très loin du siège du Casino.

Au bout de deux ans, n'ayant pas trouvé vocation dans ce métier du cuir, il choisit les Forges et Aciéries de Saint-Etienne comme usineur ; il a 15 ans et doit, de ce fait, faire remplir son livret délivré par le maire pour contrôler le travail des jeunes de moins de 18 ans.

Jean-Baptiste poursuit ses expériences d'ouvrier afin de déterminer son choix ; en décembre 1919, il est embauché chez Piot fabricant de fourneaux et quand on sait la place de cet appareil dans tous les lieux de vie jusque vers 1970, il ne doit pas manquer de travail ; il quittera l'entreprise en 1927, complètement formé dans le métier de tôlier-poêlier.

Après le service militaire en 1926, il habite Saint-Etienne au 5, de la rue Richelandière, à proximité de la grande école technique qu'est l'ENP, (Ecole nationale professionnelle).

En 1928, la famille arrive à Boën ; Jean-Baptiste épouse Marie Viillard de Saint-Bonnet-le-Courreau dont le père est forgeron. De cette union naîtront trois enfants : Joseph en 1929, André en 1931 et Marie-Jeanne en 1946.

En 1940, M. Fortunier signe son engagement au service des autres, auprès des responsables du corps des sapeurs-pompiers de Boën.

Le couple Fortunier, avant 1939, habite la maison Midroit au n° 26 (actuel) de la rue de Lyon, à côté de la boulangerie Cheminal, adresse à laquelle Jean a ouvert son atelier. Des apprentis sont formés : Pierre Dessaigne qui s'installera à son compte et Paul Rochigneux.

En 1939, une opportunité se présente. Marius Denis, célibataire, exerce sa profession de maréchal-ferrant au n° 13 (actuel) de la rue de Lyon ; il décède à cette date ; le fonds appartient pour partie à sa mère et pour autre partie à maître Alfred Bonassieux, avocat-juriste constitutionnel à Paris.

Les Denis : deux générations de maréchaux-ferrants

Le trafic routier est en plein essor. En témoigne l'annuaire qui nous apprend qu'en 1883, il y a deux maréchaux à Boën. A partir de 1891, il y en a quatre.

Quant à Pierre Romain Denis, né le 27 février 1861 à Saint-Marcel-d'Urfé, il est marié à Gabrielle Damon, née le 23 mai 1862 à Grésolles.

Le maréchal-ferrant Georges Bourg exerce son métier rue Saint-Jean et en 1888 il a embauché Pierre Denis et un autre ouvrier Pierre Pairsatre.

Il y a du travail dans la profession et Pierre Denis s'installe à son compte dans son échoppe, rue Saint-Jean aussi. Gabrielle lui donnera 4 enfants, 3 filles et un garçon.

- Marie Antoinette, née le 3 janvier 1888, épousera en 1910 en premières noces Joannès Reynaud, mort pour la France le 27 septembre 1914, et en secondes noces Jean Simon l'ébéniste, le 1^{er} janvier 1921.
- Francine, née le 4 mai 1889, épousera le 11 novembre 1913 Edouard Michaland, pâtissier.
- Joseph dit Marius né le 9 septembre 1892 restera célibataire.
- Marie Antoinette née le 26 octobre 1899 épousera le 30 novembre 1924 Jacques Deschavanne, boucher.

Pierre Denis reste une dizaine d'années rue Saint-Jean. En 1901, il déménage aux 13 et 15, rue de Lyon, maison qu'il a achetée et qui touche la cour de l'immeuble Bonassieux, avocat, auquel il loue un hangar et la cour pour ferrer les chevaux.

- Là, le petit Marius fait son apprentissage avec son père et, quand ce dernier décède le 4 mai 1920, il prend tout naturellement la suite.

La vie familiale continue comme par le passé. Sa mère, sa sœur Antoinette jusqu'à son mariage et un ouvrier vivent sous le même toit.

Le 2 août 1938, Joseph dit Marius meurt à l'âge de 46 ans et personne ne prendra la suite. C'est l'époque où les maréchaux vont devenir mécaniciens.



Maréchalerie Denis

Sa mère et ses sœurs héritières mettent en vente et c'est Jean Fortunier qui le 9 février 1939 achète la maison et le fonds sis au hangar loué avec la cour par bail à maître Bonassieux.

Il achète les éléments incorporels :

- La clientèle et l'achalandage ;
- Le droit au bail d'un hangar et cour attenant

et les éléments corporels

- matériel : tel que bascule, établi, chignole électrique, fers à chevaux, outillage pour ferrer les bœufs...
- Marchandises : matériel agricole, charrues, socs... qui montrent que ce maréchal était aussi forgeron et réparateur de machines agricoles.

Toute la famille Denis repose dans la même tombe au cimetière de Boën, les filles avec leurs époux respectifs.

Les héritiers de M. Denis sont en fait quatre : sa mère qui est veuve et ses trois sœurs respectivement :

- Madame Simon dont le mari a une scierie aux Places à Sail et un magasin de meubles dans la rue de Lyon,
- Madame Dechavanne tenancière de la boucherie place de la République,
- Madame Michaland dont le mari est pâtissier rue de Clermont, dans le virage avant le château, actuel parking à côté de la pharmacie Souillac.



Jean-Baptiste Fortunier

Jean-Baptiste Fortunier fait affaire et s'installe au n° 13. En septembre 1939, il est rappelé aux armées et rejoint le 147^e régiment d'artillerie, puis le dépôt d'artillerie n° 13 et enfin la 101^e brigade, au titre de la poudrerie de Bergerac ; il est démobilisé le 2 juillet 1940.

Après 1945... Jean-Baptiste poursuivra son activité artisanale jusqu'en 1964. Outre la fabrication des fourneaux pour les particuliers, pour les collectivités tels le pensionnat des frères, la cantine du Château, le pensionnat de Saint-Just-en-Chevalet, le restaurant Hugué à Saint-Bonnet-le-Courreau, les hôtels-restaurants, il effectue des travaux de tôlerie divers (jusqu'à 15/10^e d'épaisseur).

Pendant la période de la guerre 1939-1945, il fabriquera plus de cent brûleurs à café car les gens torréfiaient peu de café mais beaucoup d'orge, de chicorée et parfois des glands ; le feuillard était fourni par les établissements Gauchon.

A côté de l'activité traditionnelle décrite précédemment, il est bon de rappeler que M. Fortunier touchait indirectement une spécificité technique, le chauffage central, en construisant des fourneaux-bouilleurs qui produisaient l'eau chaude et qui permettaient aussi de cuisiner ; il travaillait indifféremment la tôle de fer (moins cher) et la tôle de cuivre. Il formera encore des apprentis comme Lucien Labbe.

Joseph Fortunier (le Zeph)

Après sa scolarité primaire à Boën, son fils Joseph rentre à l'ENP en octobre 1942 comme interne, en section chaudronnerie, travail de la tôle dans tous les domaines, traçage, découpage, façonnage, soudure.

En 1944, Joseph vit en direct le bombardement de Saint-Etienne par les Américains, à côté de l'ENP dans les tranchées du Jardin des plantes. Les quartiers à proximité sont ravagés : Saint-François, Châteaucreux, Tardy... il y aura de nombreux morts. Pendant les vacances Joseph donne un coup de main à son père ou se repose chez ses grands-parents à Chalais.

En 1946, il quitte l'ENP. Il travaille 2 à 3 ans dans l'entreprise paternelle puis part à Saint-Etienne pour apprendre les techniques nécessaires à l'installation du chauffage central ; il est embauché chez Berthelon, cours Fauriel, où il excelle dans le traçage.

Après deux ans, la capitale l'attire où il suit l'école de chauffage ; il intègre un bureau d'étude mais malgré des propositions intéressantes il décide son retour à Boën en 1956 date à laquelle il fonde sa propre entreprise en bâtiment-chauffage et plomberie ; il construit un dépôt au n°11 de la rue de Lyon. Son père continue son activité propre et tient son magasin au n° 13.

En 1964, Jean-Baptiste Fortunier prend sa retraite à l'âge de 60 ans et Joseph agrandit le magasin avec une partie au n° 11. Joseph Fortunier épouse Odile Terrade en 1964. Madame Fortunier est assistante sociale à la DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales). Elle sera plus tard responsable de la circonscription de Montbrison, chargée de l'animation et de la coordination des travailleurs sociaux.

En 1970, Joseph Fortunier jumelle son entreprise avec celle de René Fargeot et avec deux anciens ouvriers MM. Fenon et Couchot, il monte la SABEM, chauffage sanitaire et plomberie. Ils se séparent après deux ans et Joseph revient à son activité propre sous son nom.

Fidèle à ses idées, en 1980, la société personnelle Fortunier est transformée en Scoop ou coopérative ouvrière sous le nom de BATI-CEP (bâtiment, chauffage, électricité, plomberie).

1989, c'est l'année de la retraite mais c'est pour mieux poursuivre son action de bénévole et d'élu.

Joseph Fortunier a assuré 5 mandats de conseiller municipal

- 1965 - 1971 (municipalité Blanchet)
- 1971 - 1977 (municipalité Blanchet)
- 1977 - 1983 (municipalité Moullier)
- 1983 - 1989 (municipalité Moullier)
- 1995 - 2001 (municipalité Moullier).

A côté de cet engagement, Joseph Fortunier a participé aux Eclaireurs de France, au Château avec les Perroton, Gaumon, Deru, les Lapras, Derory, Brunel, Poncet, Pelletier Poyet... Il a été responsable national du cyclo-tourisme. Il a été l'un des fondateurs de la MJC à Boën, du Syndicat d'initiative, de l'amicale GESEC des artisans du bâtiment. Il participe encore au comité des fêtes, à l'office de tourisme, à l'association "Le Château de Boën", aux commissions de l'intercommunalité.

Joseph Fortunier Antoine Cuisinier Daniel Baby

Banque Sauzet

9, rue de Lyon



Cette maison fut occupée par une banque privée : en 1941 Eugène Sauzet, banquier, cède sa banque à M. Antoine Bouchand. Deux compagnies d'assurance, Samda et Groupama, succéderont à M. Bouchand. Actuellement, c'est une maison d'habitation.

Daniel Baby

à gauche :
banque Sauzet-Bouchand

à droite :
Bulletin officiel, n° 60 du 26-07-1941



Etude de M^e PONTADIT,
notaire à Boën.

Suivant acte reçu par M^e Pontadit, notaire à Boën, le 30 juin 1941, enregistré à Boën, le 9 juillet suivant, folio 4, n° 19, M. Eugène SAUZET, banquier, demeurant à Boën, a cédé à M. Antoine BOUCHAND, employé de banque, demeurant à Boën, la maison de banque qu'il possédait à Boën, rue de Lyon, n° 7.

Insertion au Bulletin Officiel du 26 juillet 1941.

Adresser les oppositions en l'étude de M^e Pontadit, notaire à Boën, dans les 20 jours qui suivront la présente insertion.

Pour deuxième avis,

PONTADIT

**Maison de la presse
5, rue de Lyon**

Charles Gonin s'installa en 1911 dans l'immeuble situé à l'angle de la rue Damon et de la rue de Lyon pour y créer une imprimerie en activité jusqu'aux années 1940. M. Golzio prit la suite. Tous deux étaient imprimeurs et marchands de journaux. Leurs successeurs MM. Contamine, Touly et Roques se consacrent à la vente de journaux et d'articles de papeterie

Daniel Baby



De gauche à droite : épicerie Coiffet, tabac Dauphant, imprimerie Gonin-Golzio



De gauche à droite : fromagerie, tabac, imprimerie Roques

Dauphant 1, rue de Lyon

Dès 1861, les Coiffet, une vieille famille de Boën, tenaient, rue de Lyon, un commerce d'épicerie. Quelques années plus tard, ils agrandirent leur négoce et ajoutèrent à leur enseigne bureau de tabac.

Une fille Coiffet se maria à Gustave Dauphant venu du Puy-de-Dôme et tous deux tinrent le magasin.

Leur fils devint agent EDF et son épouse tint en 1946 le bureau de tabac du 1, rue de Lyon en même temps que la recette fiscale. Elle vendait les timbres fiscaux mais aussi les vignettes autos.

Après 40 ans de bons et loyaux services madame Dauphant se retira dans le même immeuble et fut remplacée par Chantal et Michel Coste, puis par Ricardo Nieto et son épouse.

Marie-Claude et Daniel Baby



Au n° 1, rue de Lyon, le bureau de tabac n'est encor qu'un jardin

*

* *

Remerciements

Ce cahier évoquant la rue de Lyon et ses habitants a été réalisé grâce aux informations tirées d'archives publiques (archives départementales, archives municipales de Boën-sur-Lignon, cadastre...) et aux documents très abondants fournis par les familles concernées et les habitants de Boën-sur-Lignon. Le photographe Michel Menut a collaboré à l'illustration.

Les membres de l'Atelier *histoire, généalogie et patrimoine* de l'association *Château de Boën* remercient bien sincèrement tous ceux – très nombreux – qui ont contribué, d'une manière ou d'une autre, à sa parution ainsi que le groupe *Village de Forez* du Centre social de Montbrison.



Les membres de l'*Atelier histoire généalogie et patrimoine*
de l'Association du *Château de Boën*

Cahiers de Village de Forez

**Ce cahier a été réalisé en partenariat avec l'*Atelier histoire, généalogie et patrimoine*
de l'association *Château de Boën***

n° 98, 4^e trimestre 2011

Site : villagedeforez.montbrison42.fr

Siège social : Centre Social, 13, place Pasteur, 42600 Montbrison.

Directeur de la publication : Joseph Barou.

Rédaction : Joseph Barou, Maurice Damon, Claude Latta.

Les cahiers de Village de Forez sont publiés par le **Groupe d'histoire locale** du **Centre Social** de Montbrison.

Comité de coordination : Geneviève Adilon, Joseph Barou, Pascal Chambon, Maurice Damon, Pierre Drevet, André Guillot, Claude Latta, Paul Valette.

Comité de rédaction : Geneviève Adilon, Daniel Allézina, Gérard Aventurier, Joseph Barou, Maurice Bayle, Claude Beaudinat, Gérard Berger, Danielle Bory, Roger Briand, Albert Cellier, Pascal Chambon, Jean Chassagneux, Antoine Cuisinier, Maurice Damon, Pierre Drevet, Roger Faure, Jean-Guy Girardet, André Guillot, Joël Jallon, Marie Grange, Claude Latta, Gabriel Mas, Stéphane Prajalas, Jérôme Sagnard, Alain Sarry, Pierre-Michel Therrat, Paul Valette, Gérard Vallet.

Dépôt légal : 4^e trimestre 2011.

ISSN : 0241 - 6786

Impression : *Gravo-clés*, 65, rue Tupinerie, 42600 Montbrison